

LISTE DES ABREVIATIONS

AIM : Association Intercoopération Madagascar

AIME : Association Initiative Madagascar Ensemble

APMM : Association de Population des Montagnes du Monde

BEPC : Brevet d'Etude du Premier Cycle de l'enseignement secondaire

BARC : Bangladesh Rural Action Commitee

CAPEN : Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

CEDEF : Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes

CEG : Collège d'Enseignement Général

CEI : Communauté des Etats Indépendants

CIPD : Conférence Internationale sur la Population et le Développement

CISCO : Circonscription Scolaire

DDC : Direction de Développement des Curricula

DIANA: Diégo I et II, Ambilobe, Nosy-be, Ambanja

DISPO: Dynamiques de l'Innovation Sociale et Politique

DREN: Direction Régionale de l'Education Nationale

ECO (ou OCE) : Organisation des coopérations économiques

EDS : Enquête Démographique et de Santé

ENS : Ecole Normale Supérieure

ENSOMD : Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement

EPT : Education Pour Tous

FMF : Fonds Mondial pour les Femmes

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population

FRAM: Fikambanan'ny Ray Aman-dRenin'ny Mpianatra (association des parents d'élèves)

IDA: Association Internationale de Développement

IFPRI : Institut international de recherche sur la politique alimentaire

INSTAT : Institut National de Statistique

IST : Infection Sexuellement Transmissible

ISU : Institut de Statistique de l'Unesco

LMS : London Missionary Society

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OXFAM: Oxford committee for famine relief

PANEF: Plan d'Action National pour l'Education des Filles

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

QCMF : Conférence mondiale sur les femmes

Red. : Redoublant

SABER : Système d'approche pour un meilleur résultat éducatif

SAVA : Sambava, Antalaha, Vohémar, Andapa

SIDA : Syndrome d'Immunodéficience Acquise

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNGEI : Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

USAID : l'Agence des Etats-Unis pour le développement international

VIH : Virus d'Immunodéficience Humaine

VOZAMA : Vonjeo ny Zaza Malagasy (sauvons les enfants malgaches)

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Représentation graphique des notes de mathématique à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au CEG	70
Graphique n°2 : Représentation graphique des notes de mathématique à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au Lycée Adventiste	70
Graphique n°3 : Représentation graphique des notes de français à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au CEG	71
Graphique n°4 : Représentation graphique des notes de français à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au Lycée Adventiste	72

LISTE DES CARTES

Carte n°1 : La parité entre les sexes au niveau primaire et/ou secondaire au niveau mondial	24
Carte n°2 : Localisation de la zone d'étude	54
Carte n°3 : La commune urbaine d'Andapa	55

LISTE DES PHOTOS

Photo n°1 : Une fille victime de mariage précoce	31
Photo n°2 : La ville d'Andapa et ses rizières	56
Photo n°3 : CEG Andapa-Sud	60
Photo n°4 : Lycée Adventiste Andapa	61
Photo n°5 : Bâtiments scolaires du CEG Andapa-Sud	62
Photo n°6 : Bâtiments scolaires du Lycée Adventiste Andapa	63
Photo n°7 : Une salle de classe au CEG Andapa-Sud	64
Photo n°8 : Une salle de classe au Lycée Adventiste Andapa	65
Photo n°9 : Une petite fille puisant de l'eau	79

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Nombre d'enfants non scolarisés au niveau primaire (2004, en millions)...	23
Tableau n°2 : Taux Net (TNS) et Taux Brut de Scolarisation (TBS) du primaire, par sexe et ratio filles/garçons, selon le milieu de résidence, le quintile de consommation et le niveau d'instruction du chef de ménage	44
Tableau n°3 : Taux Net (TNA) et Taux Brut d'Admission (TBA) en 1 ^{ère} année du primaire, par sexe, selon la région	46
Tableau n°4 : Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au collège, par sexe et ratio filles/garçons, selon le milieu de résidence, le niveau d'instruction du chef de ménage et le quintile de consommation	48
Tableau n°5 : Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au collège, par sexe et ratio filles/garçons, selon la régi.....	49
Tableau n°6 : Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au lycée, par sexe et ratio filles/garçons, selon le milieu de résidence, le niveau d'instruction du chef de ménage et le quintile de consommation	51
Tableau n°7 : Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au lycée, par sexe et ratio filles/garçons, selon la région	52
Tableau n°8 : Indicateurs de rendement selon le genre, par niveau d'instruction	53
Tableau n°9 : Effectif scolaire selon le genre (2011-2012)	57
Tableau n°10 : Nombre de redoublants par niveau et selon le genre (2011-2012)	58
Tableau n°11 : Effectif des élèves en proportion de genre (année scolaire 2013-2014) ...	67
Tableau n°12 : Effectif des redoublants, selon le niveau et le genre (année scolaire 2013-2014)	68

Table des matières

INTRODUCTION GENERALE	1
PREMIERE PARTIE : LE CONCEPT GENRE : FONDEMENT ET DYNAMIQUE A TRAVERS LE TEMPS ET L'ESPACE	
Introduction	4
CHAPITRE 1 : GENRE : DEFINITION ET REGARDS A TRAVERS LE TEMPS	5
A- Définition et fondement du concept genre	5
1- Définition	5
2- Les fondements du concept genre	5
B- Bref aperçu de la place de l'homme et de la femme dans le contexte genre	8
1- Vue d'ensemble	8
2- Cas de Madagascar	13
CHAPITRE 2 : APERCU GLOBAL DE LA SITUATION SCOLAIRE DES FILLES ET DES GARCONS	21
A- Les caractéristiques des discriminations faites par l'école	21
1- Au niveau mondial	21
2- La situation scolaire des filles en Afrique	26
B- Les manifestations des inégalités de genre à l'école	28
1- Manifestations de différences de genre : au niveau d'accès et de rétention scolaire	28
2- Manifestations de différences de genre à l'école : au niveau de performance	32
3- Manifestations de différence de genre : au niveau des comportements des enseignants vis-à-vis des élèves des deux sexes	5
Conclusion	36

DEUXIEME PARTIE : REGARDS SUR LA SCOLARISATION A MADAGASCAR DANS LE PRISME DE « GENRE »

Introduction	37
---------------------------	-----------

CHAPITRE 3 : PROFIL GENERAL DE LA SCOLARISATION DES FILLES ET DES GARCONS A MADAGASCAR	38
---	-----------

A- Survol historique de l'éducation à Madagascar	38
1- L'enseignement missionnaire	38
2- L'enseignement colonial	39
3- Etat de lieu de l'éducation à Madagascar à la veille de l'indépendance	41
B- Tendance scolaire en termes de genre : aperçu à partir de quelques indicateurs ...	42
1- Accès à l'école	43
2- Rendements scolaires comparées des filles et des garçons	53

CHAPITRE 4 : ETUDE DE CAS	54
--	-----------

A- Situation dans la zone d'étude	54
1- Présentation de la zone d'étude	54
2- Situation scolaire générale de la commune urbaine d'Andapa	57
B- Etude des collèges cibles	59
1- Présentation des établissements cibles	59
2- Comment se présentent les différences de genre dans les établissements cibles.....	67

Conclusion	73
-------------------------	-----------

TROISIEME PARTIE : LES PROBLEMES LIES AU GENRE DANS LE PAYS ET QUELQUES SOLUTIONS ET SUGGESTIONS

Introduction	74
---------------------------	----

CHAPITRE 5 : LES AVANTAGES DE L'EDUCATION DES FILLES ET LES PROBLEMES LIES AU GENRE.	75
---	----

A- Les bienfaits de l'éducation des filles	75
1- Consolidation du développement économique	75
2- Education de la génération suivante	76
3- Amélioration de la santé de la famille	76
4- Diminution des décès maternels	77
B- Les obstacles à l'éducation des filles et les attitudes sexuées à l'école	77
1- Les obstacles à l'éducation des filles	77
2- Attitudes et pratiques sexuées à l'école	80

CHAPITRE 6 : QUELQUES ACTIONS ET RECOMMANDATIONS POUR PLUS D'EQUITE DE GENRE A L'ECOLE	82
---	----

A- Au niveau international	82
1- Les accords internationaux	82
2- Action des instances de Nations Unies pour l'éducation des filles	84
3- Les actions des ONGs en faveur de l'éducation des filles	87
B- Au niveau national	91
1- Rendre le coût de l'éducation des filles abordables	91
2- Faire de l'école une option pratique et la rendre « accueillante pour les filles »	92
3- Mettre l'accent sur la qualité de l'éducation	94
4- La mobilisation des collectivités	95
C- Les actions et mesures prises pour réduire la disparité genre dans le pays au niveau de l'éducation	98
1- Aides internationales	98
2- Les actions au niveau du gouvernement	100
3- Les actions des ONGs et des associations nationales	101
4- Les actions au niveau des pratiques scolaires	103
5- Rôle de tout un chacun	103

Conclusion	105
-------------------------	-----

CONCLUSION GENERALE	106
----------------------------------	-----

INTRODUCTION GENERALE

De tout temps, les femmes contribuent à la production d'une société, sous de multiples formes. Mais pendant longtemps, le travail féminin n'a pas été valorisé. Dans le haut Moyen Age (du 5^{ème} au 10^{ème} siècle), on voit apparaître, les prémices d'une reconnaissance du travail féminin. La Révolution Industrielle a développé le travail des femmes et la progression de l'industrialisation depuis, a permis la féminisation d'un nombre croissant de professions. Les deux Guerres Mondiales ont accentué, la féminisation de nombreux métiers. Un grand pas est alors fait dans l'intégration des femmes dans le monde du travail. Mais il reste le problème de l'égalité entre homme et femme. En effet, depuis longtemps, pour un même travail les femmes perçoivent souvent un salaire moins important que les hommes. Les pays occidentaux se sont penchés sur la question dans les années 1970 et la plupart ont adopté des lois posant le principe de l'égalité de rémunération à travail égal, comme l'a fait la France en 1972. Et l'effort de l'élimination de toutes discriminations dans le travail à l'égard des femmes a continué en 1976 avec l'élaboration du principe d'égalité entre hommes et femmes, établi le 9 février 1976.

Pour le cas de Madagascar, les Malagasy avaient connu un système matriarcal pendant un temps. L'avènement du travail de fer aurait mis fin au matriarcat. La division sexuelle du travail, née de l'idéologie patriarcale, aurait octroyé à l'homme le champ de la vie publique, les tâches d'entretien et de reproduction de la force de travail étant dévolues à la femme. Ce qui aurait entraîné une institution de l'inégalité de condition entre l'homme et la femme. Mais l'arsenal juridique institué par les législateurs, depuis les années 1960, a pour principe de base l'égalité de tous devant la loi : les textes de loi ne font aucune distinction entre les hommes et les femmes. Ce principe d'égalité a été rappelé par les constitutions successives de 1959, de 1975, de 1992 et de 2010. Les constitutions proscrivent toute discrimination tirée du sexe. Mais entre l'écrit et la réalité, il y a une grande différence. Encore aujourd'hui, on sépare souvent le monde en deux : d'un côté les garçons, de l'autre, les filles. C'est vrai notamment dans la façon de les vêtir et dans l'exercice de plusieurs sports. Mais qu'en est-il de l'éducation de nos enfants ? Cette question a particulièrement attirée notre attention. Etant donné que l'éducation est une des forces qui détermine l'évolution sociale et que l'école est considérée comme une institution qui assure l'égalité des chances à tout un chacun, nous avons jugé intéressant de creuser la

question de l'égalité de sexes dans ce domaine. C'est pourquoi nous avons choisi comme thème de recherche : « **Genre et situation scolaire aux collèges : exemples pris dans la commune urbaine d'Andapa** » pour clore notre formation à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo, et en vue d'obtenir le diplôme de CAPEN ou Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale.

Nous voulons trouver des éléments d'explication sur la situation des femmes actuelle, dans le but de tenter de rehausser leurs places dans la société, en tant qu'actrices de développement. De mettre en exergue le rôle de la société dans la mise en place de l'égalité de tous. Mais surtout, d'aider l'école dans sa mission égalitaire en prenant en considération d'autres variables, tel que le sexe.

Pour mener notre étude, nous avons choisi deux établissements scolaires dans la commune urbaine d'Andapa. A savoir, le CEG Andapa-Sud et le Lycée Adventiste Andapa. En tant que ressortissante de la région et ancienne élève du CEG Andapa-Sud, l'environnement et les réalités scolaires de la ville nous sont familiers.

En matière d'éducation, l'Etat malgache s'est engagé à éliminer toute forme de discrimination, conformément à l'article 24 de la Constitution de la 4^{ème} République : « L'Etat organise un enseignement public, gratuit et accessible à tous. L'enseignement primaire est obligatoire pour tous. » Mais aussi par des engagements internationaux, comme l'adoption de l'EPT, par exemple. Mais malgré cette volonté manifeste, à l'heure actuelle nous nous posons toujours la question de savoir si les filles et les garçons sont vraiment égaux à l'école. Quels sont les éléments qui pourraient expliquer les différences entre genre et surtout, serait-il possible de les effacer. Cette problématique nous a conduits à émettre les hypothèses suivantes :

- il existe une réelle différence de genre à l'école et qu'elle revêt des formes multiples.
- Des facteurs d'ordre biologique et d'ordre social peuvent expliquer les différences entre les deux sexes.
- Il est possible d'effacer ou du moins de réduire les différences entre les filles et les garçons à l'école, avec la volonté de tous les acteurs concernés et une approche pédagogique adéquate.

Dans le but de vérifier nos hypothèses, nous avons commencé par faire des travaux de recherches documentaires dans divers centres de documentation de la capitale. Nous avons collecté des informations sur internet. Nous avons aussi effectué des entretiens auprès des responsables administratifs de la zone d'étude, consulter et analyser des feuilles de notes et effectué des observations des classes. Pour finir des questionnaires ont été adressés au chef de la CISCO de la commune, aux responsables administratifs des établissements cibles, aux élèves et aux parents d'élèves. De ces ouvrages, ces recherches sur internet et de ces enquêtes, nous avons pu récolter de plus amples informations et données pour accomplir notre travail.

Pour mettre en lumière les différences de genre dans et par l'éducation, nous nous sommes inspirés des travaux de :

- AUDUC (2009), avec son ouvrage *sauvons les garçons*, dans lequel l'auteur met en avant les difficultés scolaires des garçons dans le système éducatifs français et propose des explications;
- COURY (1998), avec *L'éducation des filles et des femmes à Madagascar : un état des lieux à partir de l'EPM*, dans cet ouvrage elle parle d'une discrimination géographique et socio-économique dans le pays, plutôt que de genre;
- Les élèves de DISPO, *Filles et garçons sont-ils égaux à l'école ?*, l'ouvrage soulève les différences de genre à l'école et apporte des éléments d'explications ainsi que des solutions ;
- INEE (2010) avec son ouvrage, *Egalité des genres dans l'éducation et par l'éducation*, le Réseau propose des stratégies et des actions pour mettre en pratique l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation.

De ce fait, nous avons divisé notre travail en trois parties. Dans la première partie, nous parlerons du concept genre, ses fondements et dynamique à travers le temps et l'espace. La deuxième partie portera sur la scolarisation à Madagascar dans le prisme de « genre ». Et la troisième partie analysera les problèmes liés au de genre à l'école dans le pays, suivi des actions déjà entreprises pour les réduire et quelques autres suggestions de solutions.

PREMIERE PARTIE :

LE CONCEPT GENRE : FONDEMENT ET

DYNAMIQUE A TRAVERS LE TEMPS ET

L'ESPACE

Introduction

La discrimination à l'égard des filles débute dès leur naissance, voire plus tôt, avec des attitudes et des modèles de comportement transmis de génération en génération. Dans de nombreux pays, la naissance d'un garçon est un événement de célébrations tandis que la naissance d'une fille est une cause de commisération. Aujourd'hui, les désavantages liés au fait d'être une fille sont multiples : les filles peuvent être tuées dans le ventre de leur mère, elles courent le risque d'être sous-alimentées ou de ne pas être scolarisées et une fois adulte elles ont souvent moins de chance de trouver un emploi par rapport aux hommes et elles sont aussi moins payées. Autant de faits qui auront un impact à tous les stades de la vie d'une fille ou d'une femme. Dans cette première partie du travail, nous allons essayer de dégager les fondements des différences qui existent entre fille et garçon, leur évolution dans le temps et dans l'espace en ventilant les instances de socialisation qui peuvent affecter leur vie d'une manière plus ou moins significative.

CHAPITRE 1 : GENRE : DEFINITION ET REGARDS A TRAVERS LE TEMPS

Si nous observons le fonctionnement de notre société, nous ne manquerons pas de constater qu'il y a une différence notable entre la place et le rôle tenus par l'homme et la femme. En 1972, Ann Oakley¹ a donné un nom à ces différences sociales de l'homme et de la femme : le « genre ». Une question mérite alors d'être posée d'où viennent ces différences ? Pour apporter plus d'éclairage sur ce sujet, nous allons définir en premier lieu la terminologie « genre », ensuite déterminer l'origine du concept et pour finir nous allons voir son évolution dans le temps et dans l'espace.

A- Définition et fondements du concept genre

1- Définition

Traduit du mot anglais « gender », le « genre » est un raccourci de l'expression « rapports sociaux de genre » et se réfère « [...] aux différences sociales et aux relations sociales entre les hommes et les femmes »². En d'autres termes, c'est l'association du sexe biologique à des qualités, des comportements et des rôles sociaux.

Pour une meilleure compréhension de ce travail, il est important de différencier le genre du sexe. Le sexe, est l'identité de l'homme et de la femme, liée à leur rôle sexuel. Le terme « sexe » renvoie à la fois aux caractéristiques morphologiques et biologiques qui font qu'une personne est de sexe féminin ou masculin à la naissance³. Le terme genre en revanche, englobe les dimensions psychologiques, sociales et culturelles de l'appartenance sexuelle et des relations entre les hommes et les femmes.

2- Les fondements du concept genre

Au-delà des distinctions physiques, le genre masculin ou féminin serait différent en matière de comportement, de pensée, de l'émotion, d'intelligence, de rôles sociaux, etc.

¹ Ann Oakley (née en 1944) est une sociologue, féministe et écrivaine. Elle est professeure à l'université de Londres et elle a réalisé beaucoup de travaux traitant les rôles des femmes dans la société.

² ILO, 2000, *ABC of Women Worker's Rights and Gender Equality*, Geneva, p.47.

³ « Genre en sociologie », *Encarta* 2009.

Qu'est-ce qui pourrait expliquer ces différences ? D'après les chercheurs, le genre serait un phénomène biologique, mais aussi et surtout social.

a- Le genre, un fait biologique : une hypothèse qui ne fait pas l'unanimité

Les défenseurs de cette hypothèse sont les psychologues évolutionnistes. Pour eux, la pensée et les comportements humains seraient les fruits de l'évolution biologique. « Le cerveau s'est modifié au cours de l'évolution pour permettre la meilleure adaptation d'*Homo sapiens* à son environnement. Il se serait donc structuré différemment pour les hommes et les femmes, puisque leur inscription dans l'environnement et leurs rôles étaient distincts : par exemple, les hommes étaient des chasseurs-cueilleurs solitaires alors que leurs compagnes se déplaçaient peu, occupées à élever collectivement leur progéniture»⁴. Plus concrètement, l'environnement agit sur la construction de 90% des circuits synaptiques du cerveau. Cette capacité du cerveau à se modeler en fonction de l'expérience vécue s'appelle la plasticité cérébrale⁵. Ainsi, si dans un groupe social, hommes et femmes tendent à adopter des comportements stéréotypés, c'est que leurs cerveaux se sont approprié ces comportements au fil de leurs croissances, grâce à leurs propriétés de plasticité. Mais cette hypothèse est admise avec beaucoup de réserves, car des recherches neuroscientifiques récentes ont montré que, même si des différences hommes-femmes existent en matière de fonctionnement cérébral et cognitif, il est impossible de conclure qu'elles sont inscrites dans le cerveau depuis la naissance, ni qu'elles y demeureront.

b- La construction sociale et culturelle du genre

Plus largement acceptée, l'hypothèse de l'influence sociale du genre est adoptée par la psychologie sociale et la sociologie. L'idée préconçue du genre est manifestée tout au long de l'enfance par les acteurs sociaux (famille, école, amis, etc.) et c'est ainsi que se renforcent l'apprentissage et les représentations associés aux masculin et féminin.

- La famille et la transmission du stéréotype genre

Considérée comme première instance de socialisation, la famille joue un rôle capital pour le devenir d'un enfant. Elle se charge de lui inculquer les comportements socialement

⁴ « Genre en sociologie », *Encarta* 2009.

⁵ « Le cerveau a-t-il un sexe ? », disponible sur <http://eduscol.education.fr>. Consulté le 10 octobre 2013.

admis, aussi bien au sein de la famille que dans la communauté. A cet égard, les comportements liés à la différenciation sexuelle débutent dès les premiers âges⁶. Une étude relate une expérience dans laquelle on avait demandé à des mères de jouer avec un petit garçon de six mois, qu'on avait habillé en garçon. Le même enfant a été présenté, habillé cette fois en fille, à un second groupe de mères. Leur réaction a varié en fonction du sexe qu'elles attribuent au bébé plus qu'à son comportement. Ainsi, le second groupe, auquel l'enfant déguisé en fille a été présenté, lui a fait plus des sourires et lui a proposé une poupée. En revanche, les mères du premier groupe lui ont proposé en guise de jouets un camion et un train. Les parents inculquent, donc, consciemment ou inconsciemment à l'enfant, la signification sociale de son identité sexuelle par les tâches que chacun doit exécuter, par les comportements propres au sexe à adopter et par la répression des comportements jugés inacceptables, particulièrement chez les garçons⁷.

- L'école et la transmission du stéréotype genre

L'intégration progressive des enfants dans le système scolaire concrétise davantage la démarcation des rôles masculins et féminins. En effet, au lieu de développer des aptitudes respectant les caractéristiques propres à chaque sexe et éliminer les préjugés sexistes chez l'enfant, l'école développe et intègre en lui des perceptions, des valeurs et des attitudes qui assurent le fonctionnement de la société en deux cultures distinctes, l'une «masculine» et l'autre «féminine». Pour s'en convaincre, il suffit de voir les manuels scolaires utilisés dans l'enseignement des enfants. Partout dans le monde, les manuels et les programmes scolaires comportent souvent une orientation de genre, puisqu'ils reflètent les stéréotypes masculins et féminins d'origine de ceux et celles qui les ont développés. A travers des rôles qu'ils assignent aux hommes et aux femmes, ils véhiculent auprès des filles et des garçons des messages sur la féminité et la masculinité. Ces messages influencent les idées prédominantes sur les rôles de genre et modèlent les rôles et les stéréotypes de genre de la société à venir.

⁶ « Genre et éducation » in *Genre et développement : aspects socio-démographiques et culturels de la différenciation sexuelle*, p.95, disponible sur www.chp.ma. Consulté le 12 octobre 2013.

⁷ « Le cerveau a-t-il un sexe ? », op.cit.

B- Bref aperçu de la place de l'homme et de la femme dans le contexte genre

1- Vue d'ensemble

Il semblerait que l'inégalité des femmes par rapport aux hommes a toujours existé. Elle remonte à l'apparition de l'Homme sur Terre, il y a 7 millions d'années. C'est la force physique de l'homme qui lui a valu son statut supérieur, à une époque où la force physique comptait énormément pour survivre (la chasse, la pêche, la récolte et les guerres), les femmes avaient bien du mal à se mesurer aux hommes. Et avec l'enfantement, les femmes deviennent plus vulnérables que jamais. Elles étaient donc réduites à faire la récolte, s'occuper des enfants et fabriquer des armes et des vêtements. Et c'est de là que vient leur situation de dépendance par rapports aux hommes. Et c'est ainsi que s'est construit lentement la discrimination des femmes.

a- Les femmes dans l'antiquité

- La place des femmes dans les sociétés antiques : une subordination complète aux hommes

Dès la haute Antiquité, nous pouvons attester que la situation de la femme est inférieure à plusieurs points de vue de celle de l'homme. Elle est toujours soumise à l'autorité d'un père, tuteur, mari ou fils (lorsqu'elle est veuve). Ce kúrios (maître) assiste la femme pour les actes juridiques, administre ses biens. Il est aussi d'usage que les jeunes filles ne sortent pas seul, elles devraient toujours être accompagnées de leur tuteur ou d'une esclave. Dans la maison, elles sont assignées à la partie réservée aux femmes, le gynécée, situé d'habitude au premier étage⁸. Un des signes flagrants de ce désintérêt pour les femmes, dans l'antiquité, est le fait qu'elles n'étaient pas déclarées au registre d'état civil.

Dans le mariage, la situation de la femme antique n'est pas mieux. Le plus souvent, elle se voit imposer un mari qu'elle n'a pas choisi et il lui est impossible de demander le divorce. A tout moment, l'homme pouvait répudier son épouse, néanmoins pas sans raison et sous certaines conditions, et même si théoriquement le mariage est monogame, le mari

⁸ « Condition de la femme en Grèce », disponible sur <http://www.antique.ac-versailles.fr>. Consulté le 13 octobre 2013.

pouvait entretenir une ou plusieurs concubines, se distraire avec des courtisanes ouvertement et sans avoir de comptes à rendre à personne⁹.

- Les femmes d'exceptions

Il existe cependant quelques rares exemples de femmes qui jouissent de droits durant l'Antiquité ; c'est le cas de la poétesse Sappho, dont l'influence intellectuelle est majeure dans le monde grec du 7^{ème} siècle av. J.-C. Les prêtresses, figurent aussi parmi des femmes d'exceptions à cette époque. Nous pouvons citer le cas de la Pythie de Delphes et des vestales à Rome. Ces prêtresses tiennent une place importante dans la société. La condition liminaire à la prophétie est la pureté, l'innocence. La sauvegarde de la virginité est donc le prix à payer pour conserver cette parcelle de pouvoir¹⁰.

La femme égyptienne fait aussi figure d'exception durant l'antiquité, car d'après notre connaissance actuelle, il semble que la femme égyptienne échappe à toutes ces contraintes des femmes antiques. Tout porte à croire qu'elle est l'égale de l'homme au regard de la loi. En effet, rares sont les civilisations antiques où la femme pouvait atteindre des postes sociaux importants. Dans l'Égypte antique, non seulement les exemples de femmes haut-fonctionnaires ne sont pas si rares, mais plus étonnant encore (pour l'époque), on retrouve des femmes à la fonction suprême, celle de pharaon, à l'exemple d'Hatchepsout ou de Cléopâtre. A signaler tout de même, que dans pareil cas, la pharaonne prenait tous les symboles masculins¹¹.

b- Les femmes chrétiennes à l'époque médiévale et moderne

Durant le Moyen Age, la situation de la femme n'a connu guère d'amélioration. Certes, quelques améliorations ont été faites par l'église, comme l'interdiction de la polygamie, de la répudiation abusive. Mais celle-ci réitère, l'infériorité de la femme à travers ses dogmes.

⁹ « La femme dans l'Antiquité », disponible sur <http://www.amisdumusee-bethune.fr>. Consulté le 13 octobre 2013.

¹⁰ « Histoire des femmes », *Encarta* 2009.

¹¹ « La place de la femme en Egypte », disponible sur <http://www.legyppteantique.com>. Consulté le 13 octobre 2013.

- La femme et le pouvoir

Du Bas-empire jusqu'au 18^{ème} siècle, l'église a consacré l'infériorité de la femme, avec l'image d'Eve, la pécheresse, la source du malheur de l'humanité. Ou bien avec l'idée, que la femme a été créée, à partir de l'homme, pour lui venir en aide. Ainsi, l'église, l'institution la plus puissante de l'époque, a justifié la subordination de la femme. Il n'en faut pas moins pour que la femme s'efface entièrement vis-à-vis de l'homme, surtout dans le champ politique. Mais il est à noter qu'au 16^{ème} et au 17^{ème} siècles la peur de voir le trône usurpé par un mâle fait que la régence va devenir une affaire de femmes avec : Catherine de Médicis, Marie de Médicis et Anne d'Autriche en France; Elisabeth I^{ère} en Angleterre et sa rivale Marie Stuart, reine d'Ecosse. Mais les régentes ne disposent pas véritablement du pouvoir et cela entraîne des périodes de faiblesses dangereuses pour la couronne¹².

- Une vie sociale guère meilleure que dans l'antiquité

Privée de droit, la femme au Moyen Age, n'a d'autre alternative que de rester à la maison, en se préparant dès l'enfance à son rôle au sein du foyer. La vocation de la femme médiévale est simple, le mariage et la maternité. A sept ans, filles et garçons suivent des voies différentes. C'est aussi l'âge où elle peut être offerte à un monastère ou fiancée. La majorité des conseils adressés par les pédagogues médiévaux aux jeunes filles ou aux femmes a pour objectif de leur apprendre à bien se comporter dans leur ménage et à rester soumises à leur mari. Le divorce n'étant pas autorisé par l'église, il était courant d'accuser sa femme d'adultère et de l'enfermer, voire de la tuer pour pouvoir se remarier. Mais lorsque la femme ne peut donner d'héritiers mâles à son époux, elle s'expose à la répudiation non réprouvée par l'église¹³.

A l'époque des Temps Modernes, les préjugés misogynes semblent perdurer. Les mots d'ordre étaient toujours : chasteté, silence et obéissance. Vésale par exemple, réitère l'infériorité de la femme, en disant que la femme serait un homme non développé¹⁴. Mais malgré tout, dans leur quête d'éducation, les humanistes posent la question de celle des

¹² « La place des femmes dans l'histoire », disponible sur <http://www.clio-cr.clionautes.org>. Consulté le 16 octobre 2013.

¹³ « La condition des femmes au Moyen Âge », disponible sur <http://www.histoire-pour-tous.fr>. Consulté le 16 octobre 2013.

¹⁴ « La place des femmes dans l'histoire », op.cit.

filles. Erasme, par exemple se déclare favorable à l'éducation des filles. Aussi, au cours du 16^{ème} siècle, l'alphabétisation des filles progresse-t-elle, dans les écoles paroissiales. Par la suite l'éducation conventuelle va devenir la norme chez les jeunes filles de bonne famille¹⁵.

c- La femme à l'époque contemporaine : un semblant de liberté

A partir du 17^{ème} siècle, l'idée de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes commençait à faire son chemin. Mais ce n'est qu'avec la Révolution Française qu'elle va avoir des échos. Il faut dire que bon nombre des grands événements de l'histoire, ont contribué à améliorer la situation de la femme. C'est ainsi que les deux guerres mondiales vont devenir les éléments déclencheurs de la liberté féminine.

- Des révolutions aux services des femmes

La Révolution française a remis en cause pour la première fois, par l'intermédiaire d'Olympe de Gouge¹⁶, l'inégalité séculaire entre l'homme et la femme. Elle revendique en 1791, l'extension aux femmes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Même si les révolutionnaires réaffirment l'exclusion des femmes de la vie politique et militaire, la Révolution a tout de même enlevé les femmes de leur statut de mineures juridiques et leur a permis de disposer de leurs biens dès leur majorité, à 21 ans. Elles peuvent aussi à cet âge se marier librement. En 1791, le mariage devient un contrat civil qui peut être rompu par le divorce.

A la fin de l'époque moderne, en grande partie à cause de la déchristianisation de la société et de la Révolution industrielle, de lentes évolutions modifient la vie quotidienne de la femme. En effet, avec les changements économiques et techniques, liés à cette révolution, les femmes sortent de la maison et intègrent le monde économique. Désormais, le travail professionnel fait de moins en moins appel à la force physique mais de plus en plus à des qualités intellectuelles et psychologiques pour lesquelles les femmes se trouvent à égalité avec les hommes¹⁷. Même si les femmes travaillent, l'inégalité professionnelle et salariale reste la norme, et les femmes perçoivent en moyenne une rémunération deux fois inférieure à celle des hommes. Parallèlement, se développe, le mouvement féministe. Les

¹⁵ « Histoire des femmes », *Encarta* 2009.

¹⁶ Olympe de Gouge (1748-1790), femme de lettre française qui s'est illustrée dans la révolution.

¹⁷ Guelaud-Leridon Françoise, 1967, « Recherches sur la condition féminine dans la société d'aujourd'hui », in: *Population*, 22e année, n°3, INED, p.524.

féministes revendiquent l'indépendance conjugale, les mêmes droits civiques que les hommes, les mêmes droits à l'éducation et à la formation, le droit d'être maître (sse) de leur corps, l'égalité des salaires, leur participation à la vie politique et syndicale. Mais le monde du 19^{ème} siècle n'était pas encore prêt à reconnaître l'égalité des sexes. La législation européenne est révélatrice à ce sujet, pour ne citer comme exemple que l'article 213 du Code civil français (1804) proclamant que « le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari », ou bien que l'adultère de la femme est passible d'emprisonnement, alors que celui de l'homme est sanctionné par une amende¹⁸.

- Les deux grandes guerres et libération des femmes

Ce n'est que vers le début du 20^{ème} siècle que la femme va connaître un semblant d'amélioration de son statut. En effet, les deux Guerres Mondiales ont entraîné un déséquilibre entre les sexes, à l'avantage des femmes, ce qui a permis l'accès massif des femmes européennes au marché du travail. La reconstruction des pays ayant subi des bombardements nécessitait un maximum de force de travail. C'est ainsi qu'on a fini par faire appel aux femmes et aux étrangers. Plus tard, le droit de travailler est devenu une revendication importante de la part des femmes puisque cela leur permettait d'être indépendantes des hommes¹⁹. Les besoins en main-d'œuvre de la Révolution industrielle, conjugués avec ceux de la reconstruction d'Europe d'après-guerre, ont pour conséquence d'améliorer le statut de la femme. À partir de 1870 en Angleterre (1907 en France), de nouvelles dispositions législatives permettent à la femme de disposer de son salaire. En France, depuis 1920, elle peut adhérer à un syndicat sans l'autorisation de son époux. Plus émancipatrice encore, la loi de février 1938 donne, à la femme le droit de passer un contrat, ouvrir un compte bancaire et se présenter à un examen sans l'autorisation de son époux. Elle obtient le droit de vote en 1920 aux États-Unis, 1928 en Angleterre, 1944 en France et 1971 en Suisse²⁰. Puis l'année 1975 est déclarée « année de la femme », et la date du 8 mars « journée internationale de la Femme » par l'Organisation des Nations unies (ONU). Même si la situation de la femme a connu de grands changements, il n'empêche que le résultat ne

¹⁸ « Histoire des femmes », *Encarta* 2009.

¹⁹ « Rôle des femmes dans la société », disponible sur <http://jcr-red.org>. Consulté le 16 octobre 2013

²⁰ « Histoire des femmes », *Encarta* 2009.

mérite pas que nous nous extasions, parce que des efforts restent encore à faire en ce sens, car des inégalités persistent : tel que le chômage, la précarité de l'emploi etc.

2- Cas de Madagascar

a- Représentation de la femme malagasy à travers le temps

A Madagascar, comme partout ailleurs, les conditions de la femme ont aussi connu une perpétuelle évolution dans le temps. Mise sur un piédestal à une époque, la femme malagasy va connaître, elle aussi une situation d'infériorité par rapport à l'homme.

- Image de la femme malagasy avant le 16^{ème} siècle

La société de l'époque Vazimba accorde une place prééminente à la femme par rapport à l'homme. A l'époque, elle est vue comme un être sacré car possédant le « hasina » du fait de son origine divine. En effet, contrairement à la conception universelle et/ou biblique qui veut que la femme surgisse de la terre ou de la côte de l'homme, à Madagascar, les récits oraux présentent la femme comme la fille de Dieu, la princesse du ciel (ANDRIAMBAVILANITRA). La femme serait venue du ciel avec des graines de paddy, une poule et un coq²¹. Et dans la civilisation malagasy, le riz c'est la VIE. A son arrivée sur terre, la femme se serait d'abord posée sur l'eau, elle est devenue alors princesse de l'eau (ANDRIAMBAVIRANO). L'eau et la femme symbolisent ainsi la vie, la fertilité et la régénération sur tous les plans de l'existence²².

- La femme malagasy entre le 16^{ème} et le 18^{ème} siècles

A partir du 16^{ème} siècle, une transformation profonde va avoir lieu. L'acquisition de terres par des conquêtes guerrières ou par défrichements de grands espaces forestiers entraîne l'instauration progressive d'un système patrilinéaire et d'un statut aristocratique des chefs de foko (clan). Les chefs de clan élus cherchaient à partir du 16^{ème} siècle à devenir héréditaire. Dans ce sens, la femme est conservatrice du droit du sang, la filiation est utérine et son rôle est primordial : elle va être la source d'une société clivée, cloisonnée et hiérarchisée. La femme possède désormais un statut contradictoire :

²¹ INSTAT, 1996, *Enquête Permanente auprès des Ménages 1993 : femmes et développement*, Antananarivo, p.9.

²² PNUD, 2003, *Rapport National sur le Développement Humain : genre, développement humain et pauvreté*, Antananarivo, p.35.

- d'un côté son statut juridique régresse : la femme est devenue une monnaie d'échange, par exemple, la femme permet de nouer des alliances entre des clans ou des royaumes. Au 18^{ème} siècle, le roi ANDRIANAMPOINIMERINA systématise cette pratique en l'érigeant en un mode d'extension de son royaume par son mariage avec les filles des souverains vaincus et leur installation sur les 12 collines sacrées.
- et de l'autre, son rôle de procréateur prend de l'importance : la femme présente un capital producteur d'enfant, et donc de richesse, source de la puissance matérielle, sociale et surtout politique, car c'est par elle que se transmet le sang du groupe. Avec RALAMBO, la croyance à la pureté et à l'authenticité du sang devient de plus en plus intense.

- La femme malagasy à partir du 19^{ème} siècle

Le 19^{ème} siècle malagasy est marqué par un fort contact avec l'extérieur, grâce notamment aux commerces. La bourgeoisie marchande naissant de ces commerces adopte un nouveau mode de vie, c'est l'eupéanisation de la haute société. Ainsi, à l'image de la femme européenne, la femme malagasy est devenue le « bijou du foyer » (haingon'ny tokan-trano), et dépendante de l'homme, stéréotype et expression qui perdurent jusqu'à nos jours. Les missionnaires renforcent cette image qui infériorise la femme avec l'image d'Eve. Toutefois, il faut se garder de dire que toutes les œuvres des missionnaires furent négatives, car elles sont aussi à l'origine de nouvelles images positives de la femme, par l'intermédiaire de RANAVALONA II. Elle améliore notamment les rapports matrimoniaux en supprimant par exemple la polygamie ou le lévirat, dans le « code des 305 articles ».

b- L'évolution du rôle de la femme dans la société malagasy

Le rôle tenu par la femme malagasy a connu une évolution selon l'histoire du pays. Tenant une place publique de premier rang à l'époque royale, elle disparaît complètement de la scène à partir de la colonisation pour en revenir très difficilement au moment de l'indépendance. Mais dans la sphère privée, même si l'homme est décrété chef de la famille, il y a quand même un certain équilibre entre la place tenue par les hommes et les femmes, à quelques exceptions des régions du sud.

- La femme et l'exercice du pouvoir

Avant l'insertion des étrangers à Madagascar, il semblerait que les rôles n'étaient pas spécifiquement masculins ou féminins dans le pays. A cette période, la femme était donc placée sur un même pied d'égalité que l'homme, sans distinction aucune. Elle pouvait même exercer la plus haute fonction du royaume. C'est le cas sur les Hautes Terres Centrales, des deux reines RANGITA et RAFOHY au 16^{ème} siècle, à l'origine du royaume merina. Pareil dans les pays sakalava où il est impossible de distinguer les hommes des femmes parmi les anciens souverains. A leur mort, ils reçoivent un nom posthume qui évoque leur noblesse et leurs qualités, mais en aucun cas leur sexe : ANDRIAMANOHIARIVO et ANDRIAMANISIARIVO par exemple étaient des femmes²³. En Imerina, la femme avait même une position prééminente dans l'ordre de succession, d'après la prescription d'ANDRIANAMPOINIMERINA. Par ailleurs, les épouses « royales » et politique d'ANDRIANAMPOINIMERINA, ont été chargées chacune dans leur fief respectif, des fonctions d'ANDRIAMBAVENTY, c'est-à-dire des juges et des conseillers du peuple²⁴.

Il faut cependant se garder d'exalter sur le rôle politique ou social de la femme malagasy, car il y a des réalités où le rang de la femme n'a rien avoir à celui que les légendes, poèmes ou proverbes lui donnent. Si la littérature populaire raille volontiers le mari soumis à la poule qui chante « Ny akoho vavy maneno ». Dans les campagnes, la femme sert la famille puis mange à part. En voyage elle porte de lourdes charges et marche derrière. Les travaux des champs auxquels elle se consacre sont souvent beaucoup plus pénibles, beaucoup plus durs que ceux accomplis par les hommes²⁵. Ceci est d'autant plus vrai dans certaines régions sous l'influence Arabo-Islamique, comme dans l'Ouest Sakalava, au Nord et dans le Sud-Est, où la suprématie de l'homme par rapport à la femme est un fait absolu.

- La femme sous la colonisation

Lors de l'annexion de Madagascar par la France, nombre de femmes se trouvant à la tête de leurs régions respectives au moment de la conquête coloniale, prirent

²³ Ministère de la population, de la condition féminine et de l'enfance, 2000, *Politique nationale de promotion de la femme*, Antananarivo, p.20.

²⁴ INSTAT, op.cit., p.20.

²⁵ Henri RAHARIJAONA, « la femme, la société et droit malgache », in *Annales de droit* n°4, pp.2-3., disponible sur <http://www.recherches.gov.mg>. Consulté le 5 novembre 2013.

personnellement les armes pour diriger la résistance, à partir de 1896 jusqu'en 1908. A l'exemple de la princesse RASENDRANORO, sœur de RANAVALONA III, qui s'est mise à la tête d'une armée de résistants « MAROFELANA » dans la région d'AMBOHIMIADANA. Il en est de même de SANDOKA, qui fut à la tête d'une armée de résistant dans la région de BEMARAHY. Trois autres reines des différentes ethnies de l'île dirigèrent la résistance dans leurs régions respectives, à savoir : FATOMA reine de MAINTIRANO dans la partie centre-ouest de Madagascar, FINALY, reine sakalava du MENABE, et RABARAVONY, reine d'AMBONGO qui habitait à SOALALA dans le Nord-ouest²⁶.

Mais à mesure qu'elle s'installe, la colonisation impose la vision occidentale du monde, y compris la suprématie de l'homme. La femme malagasy disparaît totalement de la scène politique et militaire. Son rôle économique n'est pas reconnu, puisqu'elle ne paie pas les impôts. Elle perd de ce fait l'existence légale et la reconnaissance dans la communauté que confère le paiement de l'impôt. Les seules fonctions accessibles pour elle c'est d'être « femme de ménage » ou infirmière²⁷. La colonisation a donc donné un nouveau rôle à la femme malagasy, celle d'une femme au foyer et mère prolifique destinée à assurer l'existence d'une main-d'œuvre nombreuse dont l'exploitation coloniale avait besoin. Et même si la deuxième guerre mondiale a donné à la femme malagasy, comme à toutes les femmes du monde, l'occasion d'accéder au monde du travail, elle est systématiquement moins bien payée que l'homme, dans les rares secteurs où elle peut travailler. Mais il y a un domaine dans lequel la femme malagasy va se faire connaître dans les années 30 : le domaine de la presse écrite. Des femmes ont joué un rôle important dans l'histoire de la presse écrite à Madagascar. Mentionnons parmi tant d'autres le nom de RAZANADRASOA Esther Anja Z., co-responsable du journal Tsarafaritra avec le grand poète J.J. RABEARIVELO, RAVAOMALALA Hélène de l'hebdomadaire Mitabe pour la révolution nationale, RAMIARINTSOA Henriette, directrice de l'hebdomadaire ny Merina²⁸.

- La femme dans l'indépendance recouvrée

Au moment de l'indépendance, même si la constitution s'engageait dans une politique d'égalité entre les hommes et les femmes, les décisionnaires de l'époque avaient

²⁶ INSTAT, op.cit., p.22.

²⁷ Ministère de la population, de la condition féminine et de l'enfance, op.cit., p.22.

²⁸ INSTAT, op.cit., p.22.

fortement intériorisé, la conception occidentale des relations sociales. D'ailleurs, les mouvements nationalistes qui allaient donner naissance aux partis politiques étaient eux-mêmes partis des syndicats, qui ne comportaient pratiquement pas de femmes puisque le secteur formel de l'emploi était réservé aux hommes²⁹. Ce qui fait que les premiers gouvernements après l'indépendance ne comptaient aucune femme, jusqu'à la création en 1970 de deux secrétariats d'État, avec deux femmes à leur tête, l'une chargée de la Condition féminine, l'autre de l'Enfance³⁰. Cette discrimination à l'encontre des femmes est surtout visible dans les postes clés. Selon RABENORO, dans son article, « le mythe des femmes au pouvoir, arme de l'antiféminisme à Madagascar » : «...les femmes peuvent jouer le rôle d'adjointe au maire ou de conseillère communale; par contre, le maire ou le président du conseil communal, ceux qui président les réunions, qui inaugurent les réalisations de la commune, bref ceux qui sont le plus en vue du public, doivent être des hommes ».

Ceci étant, il n'est pas rare de voir dans les zones rurales, des leaders féminins émerger un peu partout, pour diriger le développement communautaire de leur groupement villageois et paysan, notamment chez les Mahafaly dans l'extrême sud de Madagascar et dans la région d'Ambatolampy et du Vakinankaratra, sur les Hautes Terres³¹.

Dans le domaine de relations du couple, même si les hommes restent le chef de la famille, il semblerait que dans toutes les régions de l'île, à l'exception des régions du sud, toutes les décisions sont prises par « teny ierana » (négociations aboutissant à un consensus). Et les hommes participent aussi activement aux tâches domestiques, si l'on en croit Anne-Pascaline BRIET dans, son article « des relations égalitaires entre hommes et femmes : Madagascar, un exemple africain »³².

c- L'évolution de la condition juridique de la femme malagasy

La condition de la femme malagasy a connu une évolution dans le temps et dans l'espace, qui est aussi corrigée par le milieu social d'origine de la femme. Au-delà de ces

²⁹ Ministère de la population, de la condition féminine et de l'enfance, op.cit., p.23.

³⁰ Mireille RABENORO, « le mythe des femmes au pouvoir, arme de l'antiféminisme à Madagascar », pp.64-65., disponible sur <http://www.vonlf.gov.mg>. Consulté le 12 novembre 2013.

³¹ INSTAT, op.cit., p.23.

³² Anne-Pascaline BRIET dans, son article « des relations égalitaires entre hommes et femmes : Madagascar, un exemple africain », disponible sur <http://demoscope.ru>. Consulté le 14 novembre 2013.

disparités régionales et spatiales, se constate toutefois une unité d'inspiration : la suprématie de l'homme.

- La femme et le droit coutumier : coutumes et traditions discriminatoires

Avec la mise en place d'un système patriarcat, le droit coutumier pose le principe de subordination de la femme. Deux éléments sont édifiants sur ce point :

➤ La femme dans le mariage

Dans l'union primitive, la femme est remise par sa famille, à la famille de l'homme. Et son consentement n'a aucune importance, le chef de famille décide pour elle³³. Et la femme victime d'une répudiation, sera mise au ban de la société.

La polygamie, bien qu'interdite par la reine RANAVALONA II et reprise dans le code pénal malagasy, est assez courante. Elle serait même institutionnalisée chez les Mahafaly et les Antandroy³⁴.

Il y a quand même des institutions coutumières favorables à la femme telles que, la pratique du « misintaka » qui consiste pour elle à retourner temporairement chez ses parents lorsque le couple traverse une crise. Le mari procède alors au « fampodiana », c'est-à-dire à la réintégration de l'épouse au domicile conjugal en lui faisant un cadeau³⁵. Il est aussi à préciser que, mariée, la femme est libre de ses mouvements. Elle est associée aux travaux de son mari. Elle jouit d'une autorité plus ou moins grande dans le ménage³⁶.

Cette infériorité de la femme se voit aussi dans le régime matrimonial et la gestion du patrimoine du couple. Selon les régions, il existe trois types de régimes matrimoniaux :

- Le partage par tiers (« kitay telo an-dalana ») : instauré par le roi ANDRIANAMPOINIMERINA, cette règle est reprise par le droit positif (Décret du 9 novembre 1909). Ce régime est adopté en Imerina et dans les régions soumises à son influence. Ce

³³ République de Madagascar et Système des Nations Unies, 2003, « Rapport sur la violence à l'égard des femmes, Un état des lieux, p.27 », in *La Violence contre les Femmes à Madagascar : Rapport sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques*.

³⁴ Ministère de la Population et FNUAP, 2006, *Recherche et Etude dans le Sud et le Sud-est sur la violence et les pratiques discriminatoires envers les femmes et les enfants*, Antananarivo, p.37.

³⁵ Cabinet RAMAHOLIMIHASO, 1992, *femmes malgaches et développement : pour une société plus viable*, Antananarivo, p.135.

³⁶ Henri RAHARIJAONA, op.cit., p.11.

régime consiste à partager les biens en trois parts dont deux reviennent au mari et le troisième à la femme en cas de rupture du lien conjugal.

- Le partage par moitié est surtout pratiqué dans les pays sihanaka, sakalava, vezo, bara et betsimisaraka.
- Le régime sans partage concerne les régions du sud-est, du sud et de l'ouest. En cas de séparation, tous les biens reviennent au mari. Il a toutefois la faculté de laisser certains biens à sa femme s'il le désire³⁷.

➤ La femme et le droit aux biens

D'une manière générale, la femme n'a pas droit aux biens. Mais, elle peut tout de même avoir un droit de succession de ses parents, selon le principe essentiel du droit successoral malagasy, qui est la liberté absolue pour le défunt de disposer de ses biens comme il l'entend. Sinon, dans le cas d'une femme mariée, les fils héritent du père à la place de la mère³⁸. Une femme sans enfant n'a donc droit à aucun héritage en cas de décès du mari. Ceci est toujours valable jusqu'à nos jours, dans les régions du sud-est et du sud. Les hommes sont responsables de sa personne. Veuve ou répudiée, elle retourne dans sa famille d'origine sous la tutelle du frère, du père ou de l'oncle. De ce fait, elle n'a pas besoin d'acquérir des biens. Jusqu'à son décès, elle est passée sous tutelle³⁹.

- Statut juridique de la femme

➤ Des législations au profit de la femme

Dès l'aube de l'indépendance, l'Etat malagasy, s'est engagé dans le principe de l'égalité des sexes. Pour ne citer que quelques exemples, le droit de vote et de candidature a été accordé aux femmes malagasy en 1959. Le gouvernement a signé et ratifié la Convention Internationale sur la rémunération égale pour un travail égal en 1962. L'étape la plus importante de cette conquête de l'égalité entre l'homme et la femme devant la loi est la ratification, sans réserve, le 17 mars 1989, de la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF). Conformément aux principes de la CEDEF, l'article 6 de la Constitution de la 4^{ème} République, stipule que : «Tous les individus

³⁷ Cabinet RAMAHOLIMIHASO, op.cit., pp.136-137.

³⁸ Ministère de la Population et FNUAP, op.cit., p.18.

³⁹ INSTAT, op.cit., p.32.

sont égaux en droit et jouissent des mêmes libertés fondamentales protégées par la loi sans discrimination fondée sur le sexe,...».

Il faut dire que depuis les années 1990, un certain nombre de lois en faveur de la protection de la femme et de la promotion de l'égalité des sexes ont été initiées. Parmi celles-ci figure, entre autres, la loi instituant le régime légal du partage des biens entre époux par moitié. En 1995, la loi réaffirme l'égalité de rémunération à travail et qualification égaux. En 1996, l'adultère de l'homme et de la femme est punie de la même peine ; en 2000, la loi aggrave les pénalités encourues pour les violences conjugales et réprime le harcèlement sexuel⁴⁰.

➤ Des lacunes dans la législation

Même si des efforts ont été effectués pour l'élimination des formes de discrimination à l'égard des femmes, il n'est pas rare de remarquer des lacunes dans la législation.

Au niveau du ménage, par exemple la loi réaffirme la suprématie du mari avec l'article 53 de l'ordonnance n°62-089 du 1er octobre 1962 relative au mariage: «Le mari est le chef de famille. La femme concourt avec lui à assurer la direction morale et matérielle de la famille et à élever les enfants ».

Le code de la nationalité ne permet pas à la femme mariée à un étranger de transmettre sa nationalité à son enfant. Une demande de nationalité doit alors être adressée aux autorités afin que l'enfant puisse acquérir la nationalité malagasy, ou de naturalisation lorsqu'il a atteint l'âge adulte. De plus, si une femme malagasy quitte le pays après son mariage avec un étranger, elle risque de perdre sa nationalité⁴¹.

Ainsi, le genre est une construction sociale qui se traduit le par l'infériorisation de la femme par rapport à l'homme. Et si dans la vie courante, cette conception semble bien admise, nous nous demandons, si cela se reflète au niveau de l'école.

⁴⁰ PNUD, op.cit., p.119.

⁴¹ Article 47 du code de la nationalité, in *La Violence contre les Femmes à Madagascar : Rapport sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques*.

CHAPITRE 2 : APERCU GLOBAL DE LA SITUATION SCOLAIRE DES FILLES ET DES GARCONS

Comme nous l'avons vu précédemment, dans la construction du genre interviennent le sexe biologique, la société et ses stéréotypes, la culture, l'éducation. Nous allons examiner dans le présent chapitre, les caractéristiques des discriminations sexuelles faites par l'école, puis nous mettrons l'accent sur l'état scolaire des filles et des garçons et ensuite nous analyserons les manifestations des inégalités de genre à l'école.

A- Les caractéristiques des discriminations faites par l'école

1- Au niveau mondial

a- Bref historique de l'éducation des filles

La disparité sexuelle est la règle dans presque toutes les sociétés, en ce qui concerne l'éducation. Cela était aussi vrai de la Judée que de la Grèce antique. En effet, dans le monde Antique, l'éducation est une affaire d'homme. Mais malgré ce principe, quelques rares érudits de l'époque, à l'instar de Platon défendaient déjà l'idée de l'égalité des sexes en matière d'éducation, même si cela n'a pas eu beaucoup d'échos. La Rome ancienne, fut la première à accorder aux femmes la possibilité d'accéder à l'éducation. Sous la Renaissance et les Lumières, le souci d'éduquer les filles s'écrit de plus en plus lisiblement sous les plumes des humanistes. L'autre vague porteuse du principe de l'accès des femmes à la culture se propage avec la Réforme protestante et la contre-réforme. Une vague d'initiatives se développe au cours du 16^{ème} et 17^{ème} siècles, spécifiquement centrées sur l'enseignement féminin. Les congrégations qui s'y consacrent, assurent des écoles gratuites pour les filles pauvres et/ou des pensions payantes pour les demoiselles fortunées⁴². Ce n'est que dans les courants du 19^{ème} siècle que l'école est devenue obligatoire pour toutes les filles en Europe. La coéducation avec les garçons en revanche ne s'est mise en place qu'un siècle plus tard, pendant les années 1960 et fut rendue obligatoire en France par la loi Haby de 1975⁴³. La mixité scolaire est maintenant une réalité un peu partout dans le monde.

⁴² Martine sonnet, 2006, « l'éducation des filles à l'époque moderne », in *Histoire et géographie*, Hal, Paris, 2011, p.2.

⁴³ « Enseignement mixte », *Encarta* 2009.

- Des disciplines différentes selon le sexe

Il est à noter que, même si les filles franchissent désormais la porte de l'école, il n'est pas question de leur concéder un même enseignement que leurs paires. Les humanistes par exemple, préconisent un enseignement des travaux domestiques, au détriment de la lecture ou du latin. Ce dernier étant la véritable clef des connaissances à l'époque. Quant aux réformateurs, à l'exemple de Luther, l'école servait juste à apprendre à lire pour permettre d'accéder directement à l'Écriture⁴⁴. Seules les pensionnaires des bonnes écoles, reçoivent un enseignement « général » (lecture/écriture/calcul), éventuellement étoffé de leçons d'histoire et de géographie⁴⁵. Même avec l'instruction publique obligatoire et gratuite du 19^{ème} siècle, l'enseignement dispensé aux filles n'a guère changé. Au lycée, les filles sont encore privées de baccalauréat. L'accès aux niveaux d'instruction supérieurs sera une quête difficile. Il faut attendre 1848, pour créer en Angleterre, le Queens College pour les femmes, principalement consacré à la formation des institutrices. En Norvège, les femmes ne sont admises dans les universités qu'en 1884. En Espagne, il faudra attendre 1910 pour que la Loi de 1888, qui imposait un permis spécial pour que les femmes puissent s'inscrire officiellement à l'université, soit abrogée.

- La grande guerre : une aubaine pour les filles d'embrasser la même scolarité que les garçons.

La première guerre mondiale a entraîné une rupture importante dans l'ordre familial et social, avec l'ouverture de nouvelles professions aux femmes. Par exemple en France, en 1919, on a instauré le baccalauréat féminin et en 1924, les baccalauréats masculin et féminin sont similaires⁴⁶. Avec ce diplôme, les jeunes filles peuvent entrer dans la plupart des écoles qui étaient auparavant réservées aux hommes.

Mais, même si dorénavant le cursus éducatif est similaire pour les deux sexes, des inégalités sexuelles restent encore à combattre à ce niveau. Notamment au niveau de l'accès à l'école, car de nombreuses filles, en particulier parmi les plus défavorisées, continuent d'être privées de ce droit fondamental qu'est l'éducation, comme nous le montre le tableau ci-dessous. En 2005, 72 millions d'enfants en âge d'être scolarisés à l'école primaire se voient

⁴⁴ Martine Sonnet, op.cit., p.1.

⁴⁵ Idem, p.8.

⁴⁶ « Histoire de l'éducation », disponible sur <http://www.helsinki.fi>. Consulter le 2 décembre 2013

encore refuser ce droit, dont 57 % sont des filles⁴⁷. En 2010, ce pourcentage est tombé à 53%. Mais ces chiffres cachent d'autres réalités selon des régions.

Tableau n°1 : Nombre d'enfants non scolarisés au niveau primaire (2004, en millions)

	Garçons	Filles
Afrique subsaharienne	22,4	24,4
Asie du Sud	19,1	23,7
Asie orientale/Pacifique	4,1	5,3
Amérique latine/Caraïbes	1,9	2,2
Europe centrale et orientale, CEI	1,4	1,4
Pays industrialisés	1,5	1,5
Pays en développement	21,4	23,6
Total Monde	54,8	62,2

Source : Institut de la Statistique de l'UNESCO. 2005

b- Participation scolaire différente selon le niveau

- Au niveau primaire

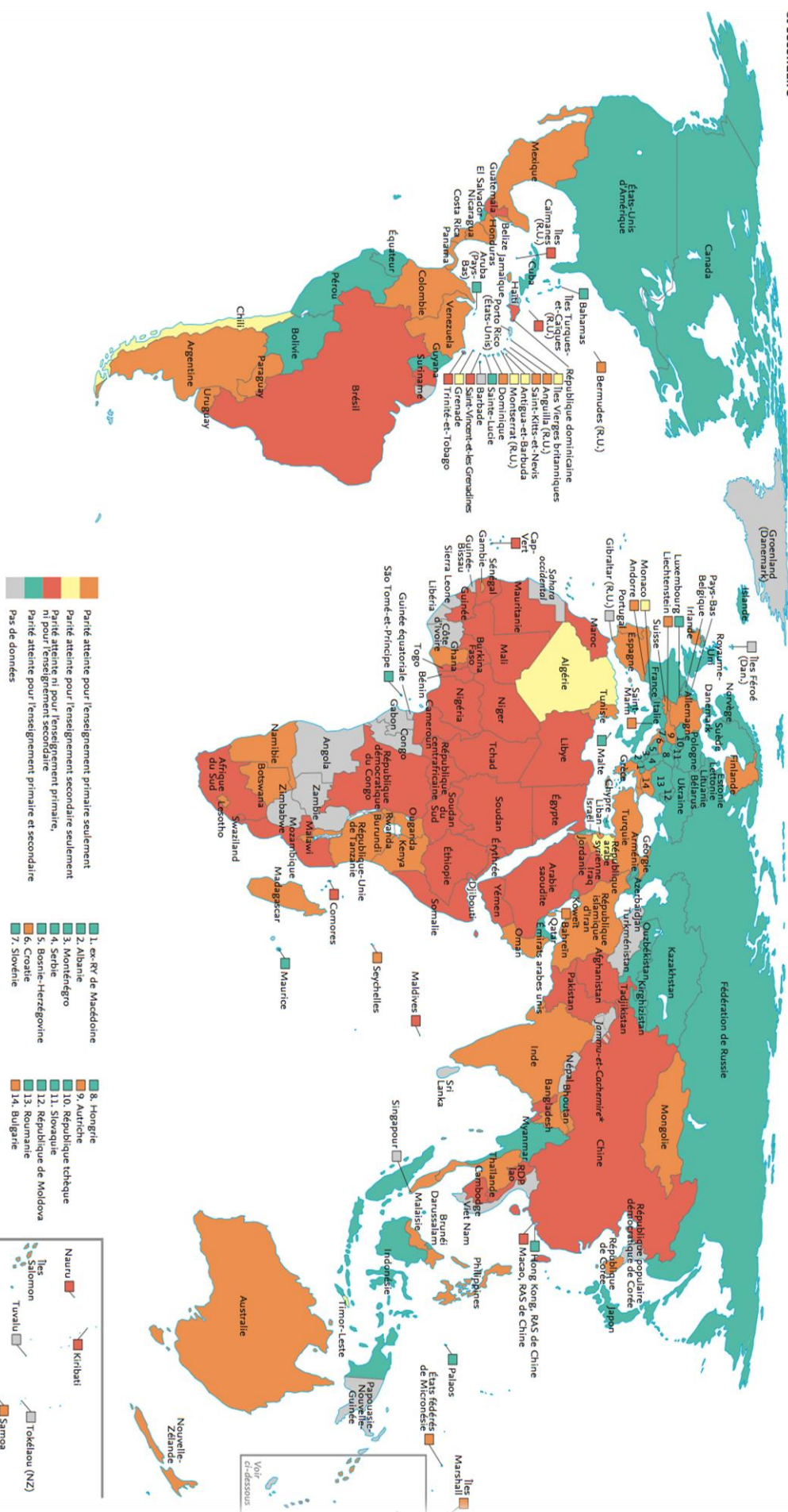
Les données dont nous disposons pour cette étude datent de 2009. Ainsi, en 2009, 702 millions d'enfants étaient scolarisés dans l'enseignement primaire à l'échelle mondiale. Ce qui donne un taux de 90%. Cette proportion s'élève à 95 % et plus dans les régions suivantes : Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord et Europe occidentale. Mais dans les États arabes, seuls 86 % des enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire y sont inscrits. Et cet effectif est réduit à 77 % en Afrique subsaharienne⁴⁸. Ces taux de participation cachent également une certaine disparité sexuelle selon la région considérée, même si des efforts ont été réalisés depuis le lancement de l'EPT en 1990. Dans de nombreux pays en développement, les filles restent toujours sous-représentées à l'école. Comme le montre la carte suivante.

⁴⁷ Internationale de l'éducation, *éducation pour tous d'ici 2015*, Bruxelles, p.11.

⁴⁸ ISU, 2011, « Recueil de données mondiales sur l'éducation en 2011 : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde », in *Focus sur l'enseignement secondaire*, Montréal, pp9-11

Carte 2.1.1 La parité entre les sexes est atteinte dans les deux tiers des pays au niveau du primaire et/ou du secondaire

Indice de parité entre les sexes pour l'enseignement primaire et secondaire



La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été fixée. Les pointsillés représentent approximativement la ligne de contrôle du Jammu-et-Cachemire acceptée par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord entre les parties.

Sources : Institut de statistique de l'UNESCO

- Au niveau secondaire

À l'échelle mondiale, le TBS dans le secondaire est de 68 % en 2009. Il faut noter que la situation connaît des disparités considérables d'une région à l'autre et dans chaque région. Par exemple, en Amérique du Nord et Europe occidentale, le TBS est de 100 % en 2009, soit le taux le plus élevé de toutes les régions. Depuis 1970, ces régions ont maintenu la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire. Pour l'Asie centrale, le TBS est de 96 %, la parité entre les sexes y est également une réalité depuis 1980. En Amérique latine et Caraïbes, le TBS est de 90 % en 2009. Historiquement, il y a presque toujours eu parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire de la plupart des pays de la région. Néanmoins, depuis le milieu des années 80, les filles ont davantage accès à l'enseignement secondaire que les garçons. Le même phénomène est également remarqué en Asie de l'Est et Pacifique avec un TBS de 80 % pour les filles contre 76 % pour les garçons, pour un TBS moyen de 78%. En dehors de ces régions, les filles ont une probabilité moindre que les garçons d'accéder au niveau secondaire. Il est à remarquer que, plus le TBS est faible, plus la disparité entre les sexes persiste. Ainsi dans les Etats arabes qui connaissent un TBS de 68% en 2009, le TBS des filles est seulement de 65% à la même année. En Asie du Sud et de l'Ouest le TBS est de 56 % en 2009 pour un TBS de 52% pour les filles contre 59% pour les garçons à la même période. En Afrique subsaharienne, le TBS est de 36 % en 2009. La région possède le taux de participation le plus bas dans l'enseignement secondaire et l'écart entre les sexes y est le plus élevé de toutes les régions. En 2009, le TBS pour les garçons dépassait celui des filles de 9 points de pourcentage (41 % contre 32 %)⁴⁹.

- Disparité entre les sexes dans le niveau d'éducation atteint

La plupart des pays d'Europe centrale et orientale témoignent d'une parité entre les sexes en ce qui concerne l'achèvement de l'enseignement primaire, mais aux niveaux d'éducation plus élevés, on observe une disparité entre les sexes au désavantage des femmes. Il en est de même pour l'Amérique du Nord et Europe occidentale. L'Asie centrale est connue pour ses hauts niveaux d'achèvement et une quasi parité entre les sexes pour l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire. On note une certaine disparité de l'achèvement pour le deuxième cycle du secondaire, mais comparés à d'autres régions, les

⁴⁹ ISU, op.cit. p.19.

écarts y sont faibles. En Asie de l'Est et Pacifique, seuls quelques pays font montre d'une parité entre les sexes pour le niveau d'éducation atteint, parmi lesquels Fidji, l'Australie et Tonga⁵⁰. La région Amérique latine et Caraïbes est un cas unique car elle est dominée par des pays où les femmes ont plus de chances que les hommes d'achever le premier et le deuxième cycle du secondaire. En ce qui concerne les Etats arabes, les femmes ont un niveau d'étude inférieur à celui des hommes. La même chose est observée en Asie du Sud et de l'Ouest. Quant à l'Afrique subsaharienne, non seulement elle a un niveau d'éducation atteint plus bas que celui des autres régions, mais c'est aussi la région où l'on observe la plus grande disparité entre les sexes en défaveur des femmes. Ce qui nous amène à voir la situation scolaire des filles en Afrique.

2- La situation scolaire des filles en Afrique

a- Une entrée tardive dans la scène scolaire

L'éducation « formelle » fut introduite en Afrique par l'islam et le christianisme. Pour les filles elle n'est alors envisagée que dans la mesure où elle favorise le développement de ces religions et la consolidation des communautés religieuses. Et lors de la colonisation, l'éducation des femmes servait surtout à développer des vertus domestiques. Les femmes africaines sont alors formées pour devenir de bonnes ménagères et de bonnes mères. C'est ainsi qu'est née dans la culture africaine l'idée d'une femme épouse, mère et ménagère, cantonnée au foyer et économiquement dépendante de son mari⁵¹. Après l'indépendance, l'éducation et la formation des femmes étaient toujours considérées comme un thème mineur. L'essentiel était d'assurer à la fois la relève des cadres coloniaux par des cadres africains, nécessairement masculins. Ce n'est qu'à partir des années 1970 et 1980, que l'on commence à s'intéresser à la formation des femmes, après avoir constaté que de nombreux projets de développement rural échouaient à cause de l'absence de formation des femmes. Ainsi, débutèrent les premiers programmes d'alphabétisation et de formation des femmes en milieu rural. Puis, les années 90 voient se déclencher l'intérêt généralisé de la part des

⁵⁰ ISU, op.cit., p.33.

⁵¹ Laouali TANKO, 2009, *Education pour tous et qualité: Accès des femmes nigériennes à l'éducation en matière de santé et de lutte contre le sida*. Disponible sur <http://www.memoireonline.com>. Consulté le 8 décembre 2013.

institutions internationales (Banque Mondiale, UNESCO, UNICEF, etc.) et de la coopération bilatérale pour le développement de la scolarisation des filles⁵².

b- Une participation inférieure manifeste par rapport aux garçons

Actuellement, dans la quasi-totalité des pays francophones de l'Afrique subsaharienne, la scolarisation des filles est inférieure à celle des garçons. Et l'écart se creuse davantage avec le niveau. Dans le continent, seule l'Afrique australe est parvenue à respecter la parité de sexes dans l'enseignement. Et il semblerait que c'est à l'extrémité sud du Sahara que les disparités entre les sexes sont les plus frappantes, puisqu'il arrive que le taux de scolarisation des filles atteigne à peine la moitié de celui des garçons⁵³. Il est à signaler qu'à partir des années 1990 d'énormes progrès ont été effectués pour augmenter le taux de scolarisation en Afrique et en particulier celui des filles. Ainsi, l'éducation primaire gratuite, introduite en 1994, a relevé le nombre des inscriptions de plus de moitié, soit de 1,9 million d'enfants inscrits en 1993-1994 à 3,2 millions en 1994-1995.

D'une manière générale, non seulement les filles sont en sous-effectif à l'école, mais elles enregistrent également le plus faible taux de réussite et un fort taux d'abandon. D'après les enquêtes menées par Plan en 2012, 70% des filles ont déclaré avoir redoublé au moins une année au Togo, en Guinée-Bissau et au Mali. Selon toujours les mêmes enquêtes, seuls 7 enfants sur 10 qui commencent l'école primaire en Afrique sub-saharienne y restent jusqu'à la fin du cycle. Les taux d'abandon sont particulièrement élevés au cours de la première année du primaire étant donné que la suppression des frais de scolarité a entraîné une forte augmentation du nombre d'inscriptions. Dans de nombreux pays, les taux d'abandons augmentent également avec l'âge. Et c'est au niveau secondaire que la scolarisation des filles est la plus critique, étant donné qu'elle coïncide avec l'âge selon lequel les pressions économiques et sociales auxquelles les adolescentes ainsi que leurs familles sont confrontées les poussent à quitter l'école⁵⁴. Les disparités selon le genre sont encore plus accentuées dans les pays en conflits.

⁵² Sous la dir. de Marie-France Lange, 1998, *l'école et les filles en Afrique : scolarisation sous condition*, Karthala, Paris, pp.8-9.

⁵³ UNESCO, 2000, *Forum mondiale sur l'éducation : Cadre de Dakar*, Paris, pp.25-26.

⁵⁴ Plan, 2012, « Progrès et Obstacles à l'Education des filles en Afrique », in *Parce que je suis une fille : rapport Afrique 2012*, Ouagadougou, p.21.

B- Les manifestations des inégalités de genre à l'école

Les inégalités de genre dans l'éducation revêtent des formes multiples et dans la majorité des cas, elles se font au détriment des filles.

1- Manifestations de différences de genre : au niveau d'accès et de rétention scolaire

Dans de nombreux pays dans le monde, il est jugé plus important de donner une éducation aux garçons qu'aux filles. Il y a une différence entre les sexes tant dans le taux de scolarisation que dans sa durée. Il y a tout un éventail de raisons à cette situation, dont la plupart sont liées entre elles. Nous allons voir parmi tant d'autres :

a- Impacts de la culture et des croyances religieuses

Dans de nombreux pays pauvres, on considère que la place de la femme est au foyer, de ce fait il n'y a pas trop d'utilité de l'envoyer à l'école. Si l'éducation, comme nous avons toujours tendance à le croire, permet d'augmenter le pouvoir d'achat, ce seraient les garçons qui y seraient envoyés en priorité, ils pourront alors subvenir aux besoins familiaux et assurer des jours plus heureux à leurs parents dans leur vieillesse⁵⁵. Cela témoigne de la croyance selon laquelle une fille est perdue pour sa famille lorsqu'elle se marie et il n'est donc pas prudent d'investir autant en elle qu'en un fils. Comme l'indique un vieux dicton bengali : « Elever une fille revient à arroser l'arbre du voisin »⁵⁶. En Afrique, il y en a même qui pense que l'éducation des filles va à l'encontre des us, coutumes et normes sociales traditionnelles. Plusieurs études empiriques dans le continent ont montré qu'une fille scolarisée peut être mal perçue et plus difficile à marier : on pense qu'elle pourrait refuser un mariage arrangé et que mariée, elle pourrait recourir aux autorités administratives en cas de conflit avec l'époux et vouloir divorcer⁵⁷.

⁵⁵ Philip H. Coombs, 1989, *La crise mondiale de l'éducation : pédagogie en développement, problématique et recherche*, éd° De Books, Bruxelles, p.250.

⁵⁶ Plan, 2007, « situation des filles dans le monde 2007 », in *Parce que je suis une fille*, Surrey, p.58.

⁵⁷ Bénédicte Gastineau et Noro Ravaozanany, 2011, « Genre et scolarisation à Madagascar », in *Questions Vives*, vol 8, n°15, disponible sur <http://questionsvives.revues.org>. Consulté le 12 novembre 2014.

C'est dans les pays à dominance musulmane que l'éducation des filles semble la plus critique. Pour s'en convaincre, il suffit juste de prendre le cas de Malala⁵⁸, la jeune pakistanaise qui a échappé de justesse à la mort parce qu'elle revendiquait haut et fort son droit et celui de ses jeunes concitoyennes d'aller à l'école. En effet, il semblerait que la religion musulmane serait peu favorable à la scolarisation, surtout des filles. Beaucoup de fanatiques qui ne voient pas l'utilité de l'éducation des filles, disent : « Le destin de la petite fille est de se marier à l'homme choisi par son père, l'école des blancs représente une barrière à cet accomplissement... »⁵⁹.

b- La pauvreté et les enfants travailleurs

La directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy, parle de responsabilité non assumée. L'éducation est trop souvent considérée non comme un droit appartenant à chaque enfant, mais simplement comme une « bonne chose » pour la plupart des enfants. Par conséquent, un pays jugera souhaitable de scolariser autant d'enfants que ses finances le lui permettent, mais il ne se sentira pas tenu de mobiliser les ressources nécessaires pour que tous les enfants puissent recevoir une éducation de qualité et mener à terme leur scolarité⁶⁰. Ainsi, lorsque les temps sont durs, ce sont les filles que l'on sacrifie en premier : ce sont les dernières inscrites à l'école et les premières à en être retirées. Car les filles sont plus utiles à la maison que les garçons en tant qu'aide-ménagère. Ou encore, elles peuvent être déscolarisées pour travailler et contribuer au revenu familial. Par ailleurs, l'investissement de la famille dans l'éducation des filles sera d'autant plus limité que ces dernières ont peu de chance de trouver par la suite un emploi rémunérateur, étant donné le peu de débouchés offerts aux filles⁶¹, ou bien qu'elle décide de quitter l'école pour se marier.

c- Emplacement géographique et violence scolaire

Les pays où il y a le plus de disparité entre les sexes en matière d'éducation sont généralement des pays pauvres. Ces pays sont connus par l'insuffisance de leurs

⁵⁸ Malala Yousafzaï (12 juillet 1997) est une militante pakistanaise des droits des femmes. Elle est l'icône mondiale du combat pour l'éducation des filles, et est la plus jeune lauréate du prix Nobel de la paix jusqu'ici.

⁵⁹ « La scolarisation des jeunes filles au Mali », disponible sur <http://www.skolo.org>. Consulté le 12 novembre 2014.

⁶⁰ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2004 : les filles, l'éducation et le développement*, New York, p.8.

⁶¹ R. Bellew, L. Raney et K. Subbarao, 1992, « l'éducation des filles », in *finance et développement*, Banque Mondiale, Washington DC, p.55.

infrastructures scolaires et les longues distances à parcourir pour atteindre l'école la plus proche. Cet état de chose reste l'une des principales raisons de manque d'assiduité scolaire. La question de la distance est particulièrement préoccupante pour les filles en raison des considérations de sécurité et de sûreté sur ces trajets. En Éthiopie, par exemple, les parents ont noté que la vulnérabilité des filles à la violence et aux abus sexuels pendant le voyage a été un facteur clé de l'abandon de l'école par leurs filles⁶². La situation est différente selon que les enfants vivent en zone rurale ou urbaine. À l'échelle mondiale, environ **82 %** des enfants n'allant pas à l'école primaire vivent dans des régions rurales. Parmi ces enfants non scolarisés qui vivent en région rurale, les filles sont souvent les plus mal loties. Au Burkina Faso par exemple, on compte dans les écoles **91** filles pour **100** garçons en milieu urbain et **57** filles en région rurale pour **100** garçons⁶³.

Quand bien même il existe une école voisine pour leur fille et que les parents ont les moyens de lui payer sa scolarité, il arrive qu'ils hésitent encore à l'y envoyer. Ils redoutent notamment la promiscuité avec les garçons dans les classes ou la présence d'un enseignant de sexe masculin, et redouble de vigilance si leur fille est à l'âge de puberté. En effet, les filles peuvent être confrontées au harcèlement sexuel et à la violence physique de la part des professeurs et de leurs camarades, au sein de l'école. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : « Pour beaucoup de jeunes femmes, le lieu où la coercition et le harcèlement sexuel s'exercent le plus couramment est l'école ». En Afrique du Sud, par exemple, 32 % des viols d'enfant signalés ont été le fait d'enseignants⁶⁴. Ces faits démontrent que le harcèlement sexuel et la violence sont des facteurs majeurs dans les taux de décrochage scolaire des adolescentes, et expliquent en partie la faiblesse de taux d'inscription à l'enseignement secondaire.

d- Mariage et grossesse précoce

Le mariage et la grossesse précoce constituent une sérieuse difficulté à la continuité des études des adolescentes au niveau secondaire dans les pays pauvres. Le mariage des enfants est très répandu dans de nombreuses régions d'Afrique avec **60%** des filles qui sont

⁶² Plan, 2012, « Progrès et Obstacles à l'Education des filles en Afrique », in *Parce que je suis une fille : rapport Afrique 2012*, Ouagadougou, p.34.

⁶³ UNESCO, 2005, *Progrès pour les enfants : un bilan de l'enseignement primaire et de la parité de sexes n°2*, New York, pp.7-8.

⁶⁴ Plan, 2007, « Situation des filles dans le monde 2007 », in *Parce que je suis une fille*, Surrey, p.61.

mariées avant l'âge de 18 ans au Niger, au Tchad et au Mali. Cela se reflète également dans les cadres juridiques de certains pays, comme le Bénin et le Mali où l'âge minimum de mariage pour les filles est de **15 ans**⁶⁵. Le mariage d'enfants constitue une violation effroyable des droits fondamentaux et vole aux filles leur éducation⁶⁶. Le mariage précoce implique des grossesses précoces. Les grossesses précoces sont courantes en Afrique subsaharienne, avec plus de **50%** des filles et des jeunes femmes devenant mères avant l'âge de **20 ans**. Beaucoup d'autres facteurs peuvent rendre les adolescentes vulnérables aux grossesses précoces, notamment, le manque d'accès aux services et informations sur la santé sexuelle et reproductive, la prévalence de la violence sexuelle et du sexe transactionnel, les faibles niveaux d'éducation.

Photo n°1: Une jeune fille victime d'un mariage précoce



Source : <http://www.courrierinternational.com>

e- Education des mères

Dans les pays en développement, **75 %** des enfants n'allant pas à l'école primaire ont des mères sans instruction. Cette moyenne recouvre des différences très importantes d'une

⁶⁵ Plan, 2012, « Progrès et obstacle à l'éducation des filles en Afrique », in *Parce que je suis une fille : rapport Afrique 2012*, Ouagadougou, p.33.

⁶⁶ Journée mondiale de la population: « Lutte contre les grossesses précoces », 11 juillet 2013, disponible sur <http://madagascar.unfpa.org/Genre.html>. Consulté le 20 novembre 2014.

région à l'autre : si 80 % des enfants n'allant pas à l'école primaire en Afrique de l'Ouest et centrale, en Asie du Sud et au Moyen-Orient/Afrique du Nord ont des mères sans aucune instruction, ce pourcentage n'est que de 28 % en Asie de l'Est/ Pacifique et de seulement 1 % dans la région ECO/CEI, principalement parce que les taux de scolarisation des filles sont depuis longtemps beaucoup plus élevés dans ces régions⁶⁷.

2- Manifestations de différences de genre à l'école : au niveau de performance

D'après notre recherche, il est à reconnaître que dans le monde entier, les filles soient plus performantes à l'école par rapport aux garçons. Elles sont moins en échec scolaire et ce quelle que soit l'origine sociale, mais toutefois l'écart entre les deux sexes est plus grand chez les élèves d'origine sociale modeste. Les explications à ce phénomène sont multiples et complexes. Mais pour faciliter notre travail, nous allons les diviser en deux catégories : des explications d'ordre social et des explications d'ordre biologique.

a- Explication d'ordre biologique

Pour légitimer la croyance empirique de la supériorité intellectuelle des hommes par rapport aux femmes, les neurologues de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, ont cherché à établir des relations entre le volume du cerveau et l'intelligence. Pour une majorité d'entre eux, il était évident que le cerveau des hommes était plus gros que celui des femmes. Un de plus grand défenseur de cette théorie est le médecin français Paul Broca. Pour lui la petitesse relative du cerveau de la femme dépend à la fois de son infériorité physique et de son infériorité intellectuelle. Il ne pouvait pas savoir que le cerveau d'Einstein était un peu plus petit que la moyenne. Finalement donc, aucun travail issu des recherches entre la taille du cerveau et l'intelligence n'a eu la moindre crédibilité scientifique⁶⁸.

Avec l'accès massive des filles à l'éducation à partir de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, le monde était obligé d'admettre que contrairement aux idées reçues depuis des siècles, ce sont en fait les filles qui sont les plus performantes à l'école et tout particulièrement en matière littéraire. Et une fois de plus la science cherche à donner une explication à ce phénomène. Pour les tenants de la psychologie évolutionniste cette différence de résultats entre les filles et les garçons serait le fruit d'un fonctionnement

⁶⁷ UNESCO, op.cit., p.5.

⁶⁸ « Le cerveau a-t-il un sexe ? », disponible sur <http://eduscol.education.fr>. Consulté le 10 octobre 2013.

différent de leurs cerveaux, les femmes étant supposées être plus performantes dans l'utilisation de leur hémisphère gauche. Ceci leur donnerait une meilleure aptitude à l'apprentissage d'une langue et un plus grand sens de l'analyse. Les hommes seraient plus performants dans l'utilisation de leur hémisphère droit ce qui leur conférerait de meilleures aptitudes visiospatiales⁶⁹ et logico-mathématique. Pour certains, c'est sous l'effet des hormones que le cerveau évolue différemment chez les filles et les garçons, conférant des capacités cognitives contrastées. Mais cette théorie peut être contestée de deux façons. D'abord, si d'après certains neuro-biologistes, les filles et les garçons ont à leur naissance des cerveaux à configurations différentes, leur construction au cours du temps permettrait de réduire voire de faire disparaître ces divergences. De plus, d'après la neurobiologiste Catherine Vidal, directrice de recherche à l'institut Pasteur à Paris, statistiquement, on ne peut pas trouver de différences anatomiques significatives entre les sexes, car la variabilité dans la forme et la taille du cerveau entre les individus d'un même sexe est telle qu'elle l'emporte sur celle qui distinguerait les hommes des femmes. Ceci étant, il est indéniable que filles sont beaucoup plus matures que les garçons pendant la période des 10/14 ans. Cet écart serait à l'origine de la différence de sérieux dans le travail entre les deux sexes⁷⁰. Cette explication est loin de suffire puisque toutes les filles ne réussissent pas et tous les garçons n'échouent pas aux mêmes âges. Il serait donc judicieux de rechercher les origines de ces différences ailleurs.

b- Explication d'ordre social

- L'éducation familiale

En tant que première instance sociale, il est normal que nous cherchions les causes des différences de genre à l'école au sein de la famille. Le soutien parental tient une part importante dans la réussite scolaire d'un enfant. Et lors de notre descente sur le terrain, nous avons pu relever que **48,59%** des élèves questionnés ont répondu que ce sont leur mère qui s'occupe de leurs devoirs scolaires ou les aident à réviser, contre seulement **23,33%** pour les pères. Ainsi, les filles peuvent s'identifier plus facilement à l'éducation que leurs pères, dont elles ont pu faire d'une certaine manière des modèles les personnes qui les aident. De plus, quand nous avons demandé aux parents d'élèves, s'ils font plus attention à la scolarité de leurs filles que de leurs fils, **62,12%** des parents enquêtés ont répondu avoir

⁶⁹ « Les filles et les garçons sont-ils égaux à l'école ? », disponible sur <http://education.devenir.free.fr>. Consulté le 24 novembre 2014.

⁷⁰ Jean-Louis ADUC, « filles et garçons dans le système éducatif français », in *Les filles et les garçons sont-ils égaux à l'école ?*, DISPO, Toulouse, p.5.

accordé plus de soutiens à leurs filles qu'à leurs fils. Deux principales raisons furent évoquées pour cela :

- la majorité des parents questionnés sont convaincus que leurs fils sont plus intelligents que leurs filles donc peuvent se débrouiller tout seuls ;
 - d'autre disent que les garçons peuvent ne pas réussir à l'école, mais grâce à leur force physique ils pourront toujours trouver du travail ouverts aux non-diplômés dans divers secteurs comme l'agriculture, la pêche, ou le transport. Les filles à l'inverse, aux yeux de nombre de familles, doivent nécessairement avoir un certain bagage scolaire pour trouver un emploi.
- Différence de comportement en classe et attitude face à l'école

Si nous nous fions à Jean Louis Auduc : « L'une des raisons les plus évidentes de cet écart de résultats réside dans les comportements de chacun à l'école. Les filles méritent leur avance. Elles travaillent davantage. (...) Indiscipline et désinvolture sont, en majeure partie, masculines »⁷¹. Alors qu'un bon élève, toujours selon lui, c'est un ensemble d'attitudes : des devoirs soignés, être à l'heure..., ne pas s'agiter... Or la prégnance du modèle traditionnel dans la famille contribue à développer chez les filles des qualités d'écoute et d'ordre. En effet, lors de notre descente sur le terrain, nous avons remarqué que les garçons ont tendance à prendre la parole sans invitation et à interrompre l'enseignant ou les autres élèves, particulièrement quand il s'agit de filles. La perturbation en classe est très majoritairement masculine. L'ambiance de la classe est couramment déterminée par les garçons. Les filles ont plutôt tendance à s'effacer.

La motivation des élèves pour réussir à l'école constitue également un facteur important. Par exemple, une étude belge suggère que les sous-performances de (certains) garçons sont associées à leur attitude généralement négative à l'égard de l'école, et notamment leur relation moins positive avec les enseignants, l'absence d'un sentiment de bien-être à l'école, et leur mauvaise disposition à l'égard des devoirs⁷². Un autre fait mérite aussi d'être noté, des chercheurs ont démontré que contrairement aux garçons qui s'accrochent même

⁷¹ Jean-Louis Auduc, 2009, *Sauvons les garçons*, Descartes, Paris, p.45.

⁷² Bernadette Forsthuber (coordination), Anna Horvath, Akvile Motiejunaite, 2010, *Différences entre les genres en matière de réussite scolaire : étude sur les mesures prises et la situation actuelle en Europe*, Eurydice, Bruxelles, p.31.

avec des résultats médiocres, les filles se détournent relativement vite des matières scientifiques. Elles s'estiment moins douées que les garçons. Cela pourrait expliquer la tendance littéraire des filles.

3- Manifestations de différence de genre : au niveau des comportements des enseignants vis-à-vis des élèves des deux sexes

L'école a tendance à laisser agir dans ses murs les mécanismes sociaux de genre tels qu'ils existent dans la société. Le penchant à reproduire des rôles sociaux dans le partage des tâches et des activités à l'école est frappant : les filles sont chargées du balayage et nettoyage des salles de classe et les garçons sont sollicités dès qu'il s'agit de déplacer les tables, ou de transporter des choses lourdes. Les attentes des enseignants à l'égard des garçons et des filles diffèrent également : ils s'attendent à l'indiscipline des garçons et à la docilité des filles, et ils attribuent la réussite des filles à leur travail et celle des garçons à leurs capacités et à leurs dons. En effet, la communauté scolaire reconnaît aux garçons des traits de caractères comme la créativité, l'esprit de compétition, la rapidité d'assimilation, dont les filles seraient dépourvues et qui reflèteraient leur potentiel de réussite⁷³. D'ailleurs nous avons constaté lors que nous avons examiné quelques copies d'examen des élèves, qu'il y eu beaucoup de notion de peut mieux faire pour les garçons surtout en mathématique, ce qui n'est pas le cas pour les filles.

Ce chapitre nous a donc montré que historiquement, il y a toujours eu des disparités de genre dans l'éducation : au niveau de l'accès, des disciplines, des comportements et des attentes des élèves des deux sexes et des enseignants vis-à-vis d'eux. Le degré de ces différences diffère selon les régions. C'est dans les pays pauvres qu'elles seraient le plus visibles en raison des traditions de ces derniers.

⁷³ UNICEF, 2011, *Genre et éducation à Madagascar : Etude de cas des 6 CISO*, Antananarivo, p.58.

Conclusion

Le « genre » ou rapports sociaux entre l'homme et la femme, est une structure sociale qui s'est construite toute au long de l'histoire de l'humanité. Il se traduit principalement par la division sexuelle du travail et l'infériorité de la femme. Ce concept est nuancé dans l'espace et évolue dans le temps. Et même si des efforts ont été effectués pour l'éliminer ou du moins le réduire, une chose est sûre à l'heure actuelle, il n'est pas encore prêt à disparaître. Notamment si nous nous penchons du côté de l'éducation. Même si d'une manière générale l'école mixte peut être associée à l'égalité des sexes en matière d'éducation, elle ne laisse pas moins agir dans ses murs les stéréotypes genre qui sont forts ancrés dans la société. Rien qu'au niveau de l'accès à l'école, les filles sont largement moins avantagées que les garçons dans les pays pauvres, où l'éducation devient un véritable investissement. Et généralement dans ces pays, les traditions vont aussi à l'encontre de l'éducation des filles. Mais une fois ces préjugés qui entravent l'accès des filles à l'éducation surpassés et qu'elles parviennent à franchir la porte d'une école, les y maintenir est encore un autre défi. Mais dans la plupart des pays développés, la parité entre les sexes est atteinte en ce qui concerne l'éducation, du moins au niveau primaire. Il existe même des pays où les filles prennent l'avantage sur les garçons, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes.

DEUXIEME PARTIE :

REGARDS SUR LA SCOLARISATION A

MADAGASCAR DANS LE PRISME DE

« GENRE »

Introduction

Comparativement à d'autres pays africains, Madagascar semble se distinguer par une scolarisation primaire presque universelle et une parité entre les sexes. Cette situation résulte d'un long processus historique et vient du fait que les inégalités entre les sexes semblent moins marquées qu'ailleurs sur le continent. Ceci étant dit, l'UNICEF, ne manque pas de rappeler qu'en 2010, il existait encore 55.000 filles de moins que les garçons scolarisés dans le pays et que le problème d'abandon scolaire demeure préoccupant. Dans cette deuxième partie de notre travail, nous allons voir en premier lieu : le profil général de la scolarisation des filles et des garçons à Madagascar, en mettant l'accent sur l'historique de l'enseignement pour pouvoir mettre en exergue l'évolution du système éducatif depuis l'indépendance. Dans un second temps, nous étudierons les manifestations de différences de genre dans le pays.

CHAPITRE 3 : PROFIL GENERAL DE LA SCOLARISATION DES FILLES ET DES GARCONS A MADAGASCAR

Selon la thématique genre qui nous intéresse, les données quantitatives au niveau national montrent que le pays connaisse une quasi parité de sexes en matière d'éducation. Et les classes étant mixtes, les filles sont soumises aux mêmes programmes scolaires que les garçons. Mais il est à reconnaître que l'examen des données locales laisse apparaître des zones où des inégalités de genre persistent. Et que la mixité n'a pas toujours été la règle dans l'enseignement dans le pays. Dans le présent chapitre, nous allons essayer de retracer l'histoire de l'éducation à Madagascar pour mieux appréhender la place accordée aux filles dans le système éducatif malagasy.

A- Survol historique de l'éducation à Madagascar

En retraçant l'histoire de l'enseignement à Madagascar, nous pouvons distinguer deux périodes allant de l'époque royale jusqu'à l'indépendance.

1- L'enseignement missionnaire

Dans beaucoup de pays, la religion et l'éducation ont été intimement liées. C'est le cas aussi à Madagascar. L'école est née dans le pays, de la double conjonction de l'effort de christianisation et de l'affermissement de l'appareil de l'Etat. D'un côté, le christianisme suppose la scolarisation et la traduction de la Bible en Malagasy, la rupture avec la croyance ancestrale ; d'un autre côté, l'extension de la monarchie merina implique une transmission des messages écrits, une comptabilité des hommes et des marchandises, une soumission idéologique au pouvoir central⁷⁴. Ainsi, la première école ouvre ses portes le 3 décembre 1820 dans le pays, avec l'arrivée du Révérend David JONES, puis de GRIFFITHS de la London Missionary Society (L.M.S). Comme c'était une nouveauté, les entourages du Roi et les hautes personnalités sont les premiers bénéficiaires. A partir de 1822, une association appelée « Madagascar Missionary School Society » comprenant des Européens et des Malagasy pour étendre la construction d'écoles dans les principaux villages de l'Imerina fut

⁷⁴ Philippe HUGON, 1977, « Aperçus historique de l'enseignement à Madagascar », in *Annuaire de l'Océan Indien*, vol. II, CERSOI, Aix-en Provence, p.80.

créée⁷⁵. La première zone touchée fut bien sûr Antananarivo, puis progressivement l'Imerina et le pays Betsileo.

Et dès le début, RADAMA I encourage l'instruction des filles. La classe de JONES par exemple est composée d'un tiers de filles. A partir de 1862, le système éducatif se précise avec le retour en force des missionnaires, après une longue période de fermeture sous RANAVALONA I. Le code de 305 articles met en place la scolarisation obligatoire pour les enfants au-dessus de 8 ans, garçons et filles. La statistique de 1882 montre que, sur 146.521 élèves, il y avait autant de garçons (75.137 garçons) que de filles (71.387 filles)⁷⁶. Mais dans ces écoles de missions, les filles et les garçons reçoivent des instructions différentes. Car pour les missionnaires, il ne faut jamais mettre une fille en compétition avec un garçon, sous prétexte qu'elle ne peut pas l'égaliser. La coéducation est considérée comme immorale, à cause de l'influence puritaine, mais aussi afin d'assurer la spécialisation des sexes⁷⁷. L'enseignement était alors essentiellement religieux, la langue employée était le malagasy et la Bible constitue l'unique livre des écoles ; un enseignement professionnel et technique visait toutefois, dès le début à former un corps de techniciens supérieurs de l'Etat. Pour les filles, les missionnaires n'ont pas pour but d'en faire des intellectuelles, mais plutôt des «Christian Ladies », dont la formation ménagère constitue la base de formation. La formation professionnelle à laquelle elles ont accès se réduit à la carrière d'enseignante.

2- L'enseignement colonial

Au même titre que les missionnaires, les colonisateurs ont aussi cherché à avoir la main mise sur l'éducation du pays, afin qu'il s'harmonise avec les objectifs sociaux, économiques et culturels de la métropole. En effet, l'éducation coloniale a été conçue dans un but bien précis : former des auxiliaires administratifs et les intermédiaires indispensables du système productif par intériorisation des valeurs européennes et soumission idéologique et politique au pouvoir colonial⁷⁸. Les connaissances fournies se limitent à un rudiment de français pour pouvoir communiquer avec le nouveau fanjakana⁷⁹. Tout comme

⁷⁵ Raelina ANDRIAMBOLOLONA, 1996, *l'enseignement à Madagascar avant la colonisation*, Antananarivo, p.1.

⁷⁶ Idem, p.3.

⁷⁷ RAVELOMANANA RANDRIANJAFINIMANANA Jacqueline, *Histoire de l'éducation des jeunes filles malgaches du 16^{ème} au milieu du 20^{ème} siècle*, éd. Antso, Antananarivo, p.132.

⁷⁸ Philippe HUGON, op.cit., p.84.

⁷⁹ C. RAZAFIMBELO, « la formation des enseignants aux temps des colonies », disponible sur <http://madarevus.recherche.gov.mg>. Consulté le 26 mars 2014

l'enseignement des missionnaires, il y a une nette séparation entre la formation donnée aux deux sexes. Aux garçons, il s'agissait de donner un enseignement à caractère industriel, agricole et commercial, de manière à former la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation des richesses naturelles et au développement industriel de l'Ile; quant aux filles, l'enseignement qu'on leur donne est surtout ménager.

L'enseignement colonial se faisait en trois niveaux : premier degré pour les écoles rurales, deuxième degré pour les écoles régionales d'apprentissage industriel et agricole, troisième degré pour les écoles supérieures. Pour une meilleure compréhension du système éducatif colonial, nous allons voir en détail ces trois niveaux d'enseignement.

a- Ecoles du premier degré

Les écoles du premier degré sont pour la plupart mixtes sauf pour quelques centres importants comme Antananarivo. Ces écoles ont pour objet de dispenser les éléments de base de formation d'enseignement général. Les programmes comportent de l'arithmétique, système métrique, hygiène et morale, agriculture, dessin, histoire et géographie ; une place importante est réservée à l'étude de la langue française.

Chaque école possède, autant que possible, un jardin où chaque jour les élèves appliquent les notions d'agriculture qu'ils ont reçues en classe. Pour les filles, l'agriculture et le jardinage sont remplacés par l'enseignement ménager et la couture⁸⁰.

b- Ecoles du second degré

Les écoles du second degré ou écoles régionales, recrutent les élèves du premier degré sur concours ; les études durent 3 ans et ont pour but de développer la formation professionnelle et de préparer les meilleurs au 3^{ème} cycle. Une école régionale complète comprend une section d'enseignement général et une section d'enseignement professionnel. Le but visé dans la section d'enseignement général est de former des employés du secteur tertiaire. Dans la section professionnelle, on vise plutôt à former des ouvriers et artisans du secteur secondaire et agricole⁸¹.

⁸⁰ « Education à Madagascar », disponible sur <http://www.inrp.fr>. Consulté le 1^{er} avril 2014.

⁸¹ Idem

A côté des écoles régionales, il y a les écoles ménagères, qui sont réservées aux filles. Dans ces écoles, elles se perfectionnent en couture ; une section donne un enseignement général conduisant aux écoles de sages-femmes, aux cadres de l'enseignement ou de l'assistance médicale indigène.

c- Ecoles du troisième degré

L'école du troisième degré plus connue sous le nom de l'école de « Le Myre de Vilers », recrute ses élèves par concours au niveau des écoles régionales. A la base, cette école est destinée à former des enseignants. Mais outre la section normale, il y a une section administrative et du chemin de fer, une section de poste et de télécommunication, une section topographique, une section des travaux publics et une section médicale, une sorte de préparation aux études de médecine. La durée des études est de deux ans pour toutes les sections (sauf médecine 3 ans)⁸².

3- Etat de lieu de l'éducation à Madagascar à la veille de l'indépendance

A l'aube de l'indépendance, Madagascar figurait parmi les pays d'Afrique où la scolarisation est la plus élevée : le taux brut de scolarisation à l'école primaire est de plus de 50 %. La gratuité de l'école primaire et l'obligation scolaire est de rigueur pour tous les enfants, sans distinction de sexe. Les quotas qui limitent l'accès des femmes à l'enseignement supérieur sont supprimés. L'Etat s'est engagé à éliminer les disparités de genre dans l'enseignement en ratifiant la CEDEF ou Convention sur l'Elimination de toutes formes de Discrimination à l'égard des Femmes en 1989⁸³. Toutes ces mesures, conjuguées avec les augmentations dans la part de budget gouvernemental allouée à l'éducation, a eu pour résultat d'accroître la fréquentation scolaire brute, la faisant passer de 50% en 1960 à plus de 100% au début des années 1980.

Toutefois, le bel élan pris dans les années 1960-1980 a décliné, une fois passé le cap des premières années de la décennie 1980. La baisse la plus marquée a touché l'enseignement primaire : les inscriptions brutes du primaire ont chuté d'environ 140% en

⁸² C. RAZAFIMBELO, op.cit.

⁸³ Unicef, 2011, *genre et éducation à Madagascar*, Antananarivo, p.39.

1980 à moins de 80% en 1993-1994⁸⁴. La cause fut la crise économique internationale, qui s'est traduit à Madagascar par une crise des finances publiques, induisant une réduction drastique des dépenses publiques en particulier celles allouées à l'éducation, avec un appauvrissement de l'offre et de la qualité de l'enseignement. Au cours d'une première période, ce sont surtout les filles qui quittent l'école (1985-1990) mais les garçons n'échappent pas au phénomène et en 1995, les taux bruts de scolarisation au primaire sont les mêmes pour les deux sexes, largement en-deçà de ceux du début des années 1980.

La période de déscolarisation prend fin au milieu des années 1990⁸⁵. Et à partir des années 2000, l'Etat malagasy a redoublé d'effort pour faire asseoir sur les bancs de l'école le plus d'enfants possible. Pour ce faire, le plan EPT a été adopté en 2003, les frais de scolarisation ont été supprimés dans les primaires. Il y a aussi la distribution de manuels et kits scolaires. Le nombre d'élèves au primaire à Madagascar a ainsi doublé passant de 2,2 millions d'élèves en 1999-2000 à 4,3 millions en 2008-2009. Toutes ces mesures prises au cours de ces années ont profité en premier lieu aux filles. Mais la crise politique de 2009 a pesé lourd dans la scolarisation du pays, puisque l'année 2009-2010 a vu un très fort ralentissement de la croissance des effectifs des inscrits au primaire et que pour la première fois depuis plusieurs décennies, le nombre d'élèves inscrits au primaire en 2010-2011 a été réduit par rapport à l'année précédente⁸⁶. Selon l'estimation de la Banque Mondiale, ce déficit est de près de 600.000 enfants.

B- Tendance scolaire en termes de genre : aperçu à partir de quelques indicateurs

Afin de pouvoir affirmer ou non l'existence d'une éventuelle disparité de genre en matière d'éducation dans le pays, nous allons examiner successivement ici différents indicateurs. En premier lieu notre étude se portera sur l'accès à l'éducation, afin de voir s'il existe un arbitrage en défaveur des filles en la matière. En second lieu, nous axerons notre

⁸⁴ Peter Glick, Iarivony Randretsa, Jean Razafindravonona, 2000, *Services d'éducation et de santé à Madagascar: l'utilisation et déterminants de la demande*, INSTAT, Antananarivo, p.10.

⁸⁵ « Parité à l'école à Madagascar : une affaire de chiffres », disponible sur <http://questionsvives.revues.org>. Consulté le 3 avril 2014.

⁸⁶ Rohen d'Aiglepierre, 2012, *Exclusion scolaire et moyen d'inclusion au cycle primaire à Madagascar*, UNICEF, p.28.

travail sur les rendements scolaires, relatifs aux performances scolaires des filles et des garçons.

1- Accès à l'école

a- Au niveau primaire

L'accès à l'école est un des paramètres fondamentaux pour apprécier la couverture scolaire d'un pays. De fortes disparités, en défaveur des filles, existent dans de nombreux pays en voie de développement. Madagascar semble toutefois faire figure d'exception. En effet, dans le pays, la tendance s'inverse, car les taux de scolarisation sont plus élevés pour les filles que pour les garçons au niveau primaire et ce quel que soit le niveau de vie des ménages. En termes de chiffre, le taux net de scolarisation des filles est de **70,8%** en 2012-2013, contre **68,1%** pour celui des garçons la même année scolaire. Quant au taux brut, il est de **111%** pour les filles et **106%** pour les garçons. Et même si les TBS au primaire varient positivement suivant le quintile de consommation et le niveau d'instruction du chef de ménage. Il est à remarquer que la scolarisation des filles n'est nullement affectée par le niveau économique de la famille ou de l'instruction du chef de ménage. Car il semblerait que les parents malagasy essayent, dans la mesure de leurs possibilités, d'offrir à l'ensemble de leur progéniture, une instruction, aussi minimale soit-elle. Mais si on en croit le tableau ci-dessous, le milieu de résidence influe négativement sur la scolarisation des filles.

Tableau n°2: Taux Net (TNS) et Taux Brut de Scolarisation (TBS) du primaire, par sexe et ratio filles/garçons, selon le milieu de résidence, le quintile de consommation et le niveau d'instruction du chef de ménage

	Taux Net de Scolarisation			Taux Brut de Scolarisation			Ratio filles/ garçons
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	
Milieu de résidence							
Capitale	87,9	87,8	87,8	124,5	118,5	121,4	0,95
Autres villes	83,8	84,9	84,4	130,4	125,2	127,8	0,96
Ensemble urbain	85,2	85,9	85,6	128,4	122,8	125,6	0,96
Rural	66,8	65,4	66,1	102,7	108,9	105,7	1,06
Quintile de consommation							
Plus pauvres	53,0	55,3	54,1	86,5	87,5	87,0	1,01
Quintile 2	67,0	69,4	68,2	104,3	110,1	107,1	1,06
Quintile 3	70,3	75,2	72,7	112,2	117,6	114,8	1,05
Quintile 4	78,2	81,6	79,7	117,4	127,5	121,9	1,09
Plus riches	81,2	83,2	82,2	121,1	127,3	124,1	1,05
Niveau d'instruction du chef de ménage							
Sans Instruction	51,8	55,2	53,5	84,4	88,4	86,3	1,05
Primaire	72,6	75,3	73,9	114,2	117,1	115,6	1,03
Secondaire ou plus	83,0	85,3	84,1	121,9	133,0	127,1	1,09
Ensemble	68,1	70,8	69,4	106,1	111,0	108,4	1,05

Source: INSTAT/ENSOMD 2012-2013

Il serait aussi intéressant de voir s'il existe des disparités au niveau régional. Pour cela nous allons utiliser le taux d'admission en première année du primaire. En effet, quel que soit l'indicateur que nous prenons en compte, que ce soit le taux net ou le taux brut d'admission en primaire, des disparités apparaissent, non seulement au niveau de l'admission elle-même, mais aussi selon le genre. Ainsi, sur les 22 régions, 9 ont des TNA relativement faibles, à savoir Androy, Anosy, Melaky, Menabe, Atsimo Andrefana, Betsiboka, SAVA, Ihorombe et Atsinanana. Ce sont des zones dont la majorité de la population sont des éleveurs, des cultivateurs ou des pêcheurs. Plusieurs localités dans les régions Menabe, Betsiboka, SAVA, sont d'accès difficile. En outre, l'insécurité règne dans les régions Androy et Anosy. A l'opposé, les régions Itasy, Analamanga et Alaotra Mangoro enregistrent des proportions les plus élevées⁸⁷.

Quant à la disparité genre, d'une manière générale nous enregistrons un taux d'admission en première année du primaire plus important pour les filles que pour les garçons. Et le phénomène est particulièrement accentué dans la région d'Itasy, de Menabe, d'Amoron'i Mania, mais aussi à Analamanga et Anosy. Mais la situation inverse est constatée dans la région de Sofia, Vatovavy-Fitovinany, Bongolava, Ihorombe et Atsimo-Atsinanana.

⁸⁷ INSTAT, *Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar en 2012-2013*, p.13.

Tableau n°3: Taux Net (TNA) et Taux Brut d'Admission (TBA) en 1^{ère} année du primaire, par sexe, selon la région

Région	Taux Net d'Admission			Taux Brut d'Admission		
	garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble
Analamanga	36,9	34,5	35,8	97,6	136,8	115,5
Vakinankaratra	28,5	26,4	27,4	107,3	112,2	109,8
Itasy	39,1	49,8	43,6	89,0	137,3	109,6
Bongolava	23,5	28,3	26,2	95,9	91,4	93,3
Haute Matsiatra	29,2	43,5	36,0	93,2	109,4	100,9
Amoron'i Mania	27,2	36,3	30,7	96,8	140,1	113,4
Vatovavy Fitovinany	23,7	18,9	21,4	120,2	116,1	118,2
Ihorombe	20,8	26,4	23,7	93,4	88,2	90,7
Atsimo Atsinanana	23,6	28,1	25,9	101,7	84,1	92,7
Atsinanana	13,8	29,7	21,0	85,9	102,5	93,4
Analanjirifo	35,6	30,1	33,0	87,0	76,7	82,1
Alaotra Mangoro	35,0	43,0	38,8	96,0	125,1	110,0
Boeny	27,9	15,5	21,8	73,1	88,8	80,8
Sofia	25,6	23,3	24,6	105,2	104,5	104,9
Betsiboka	18,9	11,6	15,5	59,9	69,0	64,2
Melaky	8,4	13,6	10,9	69,5	84,2	76,5
Atsimo Andrefana	11,8	31,4	21,1	72,6	100,7	85,9
Androy	17,2	18,4	17,7	62,9	92,5	75,4
Anosy	12,0	15,8	13,6	51,8	85,1	65,5
Menabe	15,2	15,4	15,3	60,2	107,0	78,2
Diana	23,5	32,4	27,6	120,3	147,4	132,9
Sava	17,8	22,6	19,8	90,0	93,7	91,5
Ensemble	25,2	28,6	26,8	91,3	109,0	99,5

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013

b- Au niveau secondaire

- Au collège

Si au niveau primaire le taux brut de scolarisation est de **108,4%**, il est descendu à **45,5%** au collège, ce qui traduit une faible fréquentation de ce niveau. Et contrairement à ce qui se passe au primaire, les garçons ont un TBS un peu plus élevé que les filles à ce niveau (**47%** contre **43,9%**). Mais la faiblesse du niveau économique du ménage influe positivement sur la scolarisation des filles au collège. Pour ceux qui sont moyennement riches, nous enregistrons une réelle parité entre les deux sexes. Et si nous nous penchons au niveau d’instruction du chef de ménage, seul dans le ménage ou le chef a passé le niveau primaire qu’il y a une parité entre les sexes, passé ce niveau, la tendance rejoint la moyenne nationale, avec un indice de parité de **0,9**, comme nous l’indique le premier tableau qui va suivre.

Ils aussi à signaler que des différences importantes sont observées entre les régions en matière de fréquentation du collège. La région Analamanga, par exemple enregistre le taux le plus élevé, suivie de DIANA, Atsinanana, Analanjirofo et Haute Matsiatra. Se trouvent en dernier rang les régions Androy, Melaky, Ihorombe et Vatovavy Fitovinany⁸⁸.

Des différences sont aussi observées quand nous tenons compte de l’option genre, au niveau régional. En effet, si l’ensemble national donne un taux supérieur pour les garçons sur la scolarisation au collège, l’observation du deuxième tableau qui va suivre laisse apparaître des régions où les filles gardent toujours leur avantage sur les garçons. A savoir la région d’Amoron’i Mania, Ihorombe, Antsinanana, Alaotra Mangoro, Betsiboka et Androy.

⁸⁸ INSTAT, op.cit., p.49.

Tableau n°4: Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au collège, par sexe et ratio filles/garçons, selon le milieu de résidence, le niveau d'instruction du chef de ménage et le quintile de consommation.

	Collège						
	Taux Net de Scolarisation			Taux Brut de Scolarisation			Ratio filles/garçons
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	
Milieu de résidence							
Capitale	57,2	57,3	57,3	84,7	79,3	81,9	0,9
Autres villes	54,2	55,2	54,8	92,9	83,9	88,2	0,9
Ensemble urbain	55,2	55,9	55,6	90,2	82,4	86,1	0,9
Rural	21,3	23,4	22,3	39	35,8	37,5	0,9
Quintile de consommation							
Plus pauvres	9,1	12,9	11	17,7	19,8	18,7	1,1
Quintile 2	17,9	16,9	17,4	33	28,1	30,5	0,9
Quintile 3	24,4	28,1	26,2	46,7	39	42,8	0,8
Quintile 4	36	38,2	37	60,1	60,3	60,2	1
Plus riches	52,4	54,9	53,7	88,2	81,4	84,7	0,9
Niveau d'instruction du chef de ménage							
Sans Instruction	12,5	14,1	13,3	25,6	20,4	23	0,8
Primaire	19,9	24,9	22,4	35,5	36,8	36	1
Secondaire ou plus	53,8	52,6	53,2	90,7	82	86,4	0,9
Ensemble	26,6	29	27,8	47	43,9	45,5	0,9

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013

Tableau n°5: Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au collège, par sexe et ratio filles/garçons, selon la région

Région	Collège						
	Taux Net de Scolarisation			Taux Brut de Scolarisation			Ratio filles/garçons
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	
Analamanga	51,1	49,5	50,3	77,2	69,9	73,6	0,9
Vakinankaratra	22,8	28,9	26	44,1	41,1	42,5	0,9
Itasy	22,9	28,5	25,7	42,9	40,2	41,5	0,9
Bongolava	18,3	15,2	16,9	23,9	19,5	21,9	0,8
Haute Matsiatra	29,4	29,4	29,4	50,4	43,9	47,4	0,9
Amoron'i Mania	28,1	31	29,5	42,8	47,9	45,4	1,1
Vatovavy Fitovinany	13,8	11,4	12,7	26,2	20,8	23,6	0,8
Ihorombe	10,1	16,9	13,5	21,9	24,4	23,1	1,1
Atsimo Atsinanana	20,4	20	20,2	40,4	31,3	35,8	0,8
Atsinanana	31,3	31,7	31,5	51,7	56,3	53,9	1,1
Analanjirifo	26,1	26,9	26,5	51,8	46,7	49,1	0,9
Alaotra Mangoro	24,7	37,1	30,4	41	57	48,4	1,4
Boeny	20,8	26,1	23,7	44,3	34,5	38,9	0,8
Sofia	16,4	23,5	19,7	38,8	30,4	34,9	0,8
Betsiboka	14,2	16,4	15,2	20,9	28	24,2	1,3
Melaky	7,2	11,2	9	21	20,1	20,6	1
Atsimo Andrefana	24,9	20,4	22,6	45	37,6	41,2	0,8
Androy	5,1	7	6	12,1	13,5	12,7	1,1
Anosy	18,5	16,4	17,4	36,2	28	31,8	0,8
Menabe	14,6	15,6	15,2	27,1	22,9	24,8	0,8
Diana	35,5	48	42,3	73,3	69,6	71,2	0,9
Sava	38	40,5	39,3	74,3	63,4	68,9	0,9
Ensemble	26,6	29	27,8	47	43,9	45,5	0,9

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013

- Au lycée

Au niveau du lycée le TBS est encore plus faible qu'au collège. En effet de 45,5%, il est tombé à **23,4%**. Ce qui traduit encore une plus faible fréquentation de ce niveau. Et comme au collège, les garçons ont un TBS un peu plus élevé que celui des filles (**25,2%** contre **21,7%**). Et il semblerait que seuls dans les ménages moyennement pauvres et dans celui où le chef a effectué des études primaires que nous notons une participation plus importante des filles par rapport aux garçons, comme nous l'indique le premier tableau ci-dessous.

Et comme pour les cas des autres niveaux, le deuxième tableau laisse apparaître également des différences au lycée au niveau régional, mais aussi en termes de genre. Ainsi, les régions, Analamanga, Atsinanana, DIANA et Haute Matsiatra sont-elles les plus avancées en matière de fréquentation du lycée, région où les lycées sont relativement nombreux à l'opposé des régions Androy, Betsiboka et Melaky. La région Androy est victime d'insécurité alimentaire et les deux autres, Betsiboka et Melaky, englobent des zones enclavées.⁸⁹ Mais il semblerait que c'est dans ces deux dernières régions que la participation des filles est la plus importante. Et c'est dans les régions, Bongolava, Vatovavy Fitovinany, Analanjirofo et Atsimo Andrefana que leur situation est la plus critique.

⁸⁹ INSTAT, op.cit., p.52.

Tableau n°6: Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au lycée, par sexe et ratio filles/garçons, selon le milieu de résidence, le niveau d'instruction du chef de ménage et le quintile de consommation

	Lycée						
	Taux Net de Scolarisation			Taux Brut de Scolarisation			Ratio filles/garçons
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	
Milieu de résidence							
Capitale	35,4	24,6	30,0	67,8	54,5	61,2	0,8
Autres villes	27,0	29,3	28,2	76,4	67,7	72,0	0,9
Ensemble urbain	30,1	27,6	28,8	73,2	63,0	68,1	0,9
Rural	4,8	7,0	5,9	14,6	12,5	13,6	0,9
Quintile de consommation							
Plus pauvres	2,9	2,1	2,5	4,5	3,6	4,1	0,8
Quintile 2	1,5	5,1	3,4	6,3	8,0	7,2	1,3
Quintile 3	4,8	5,0	4,9	13,2	9,2	11,4	0,7
Quintile 4	8,9	9,0	9,0	28,0	19,8	23,8	0,7
Plus riches	27,5	28,1	27,8	71,2	58,7	64,6	0,8
Niveau d'instruction du chef de ménage							
Sans Instruction	3,3	3,0	3,1	7,6	6,1	6,9	0,8
Primaire	4,1	6,1	5,1	10,1	10,7	10,3	1,1
Secondaire ou plus	23,0	23,8	23,5	64,7	50,5	57,4	0,8
Ensemble	9,3	10,7	10,0	25,2	21,7	23,4	0,9

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013

Tableau n°7: Taux Net (TNS) et Taux Brut (TBS) de Scolarisation au lycée, par sexe et ratio filles/garçons, selon la région

Région	Lycée						
	Taux Net de Scolarisation			Taux Brut de Scolarisation			Ratio filles/garçon
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	
Analamanga	24,0	28,3	26,1	57,9	52,3	55,1	0,9
Vakinankaratra	7,5	13,5	10,2	17,0	21,8	19,1	1,3
Itasy	6,3	6,7	6,5	12,0	17,1	14,3	1,4
Bongolava	9,5	0,3	5	19,4	3,7	11,7	0,2
Haute Matsiatra	7,7	16,8	11,8	22,1	31,6	26,4	1,4
Amoron'i Mania	4,3	8,7	6,7	24,1	16,7	19,9	0,7
Vatovavy Fitovinany	4,7	1,3	2,9	11,4	4,9	7,9	0,4
Ihorombe	2,4	5,4	4,1	17,2	11,5	14,1	0,7
Atsimo Atsinanana	2,9	0,9	1,9	6,8	5,1	6,0	0,7
Atsinanana	9,6	9,3	9,5	27,9	28,4	28,1	1,0
Analanjirifo	3,8	2,3	3,1	23,9	9,5	16,4	0,4
Alaotra Mangoro	8,1	14,9	11,6	22,8	24,1	23,5	1,1
Boeny	13,0	8,6	10,8	29	19,4	24,3	0,7
Sofia	5,0	1,5	3,4	12,8	8,9	11	0,7
Betsiboka	1,1	3,6	2,5	4,2	7,4	5,9	1,8
Melaky	0,3	2,8	1,5	2,0	5,5	3,6	2,8
Atsimo Andrefana	12,9	8,3	10,1	37,1	13,2	22,7	0,4
Androy	0,0	1,5	0,8	2,4	3,0	2,7	1,3
Anosy	10,4	13,9	12,4	22,1	24,4	23,4	1,1
Menabe	3,3	5,2	4,3	16,7	18,3	17,6	1,1
Diana	6,7	16,6	11,7	21,4	32,4	27	1,5
Sava	4,7	6,4	5,4	24,3	18,4	21,6	0,8
Ensemble	9,3	10,7	10	25,2	21,7	23,4	0,9

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013

2- Rendements scolaires comparées des filles et des garçons

Si nous nous référons à l'Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des OMD dans le pays, Madagascar figurerait parmi les pays présentant des taux de redoublement les plus élevés au monde. En effet, les statistiques antérieures montrent que, dans le Primaire, **3** élèves Malagasy sur **10**, en moyenne, ont redoublé chaque année de 1997 à 2002. Ce taux dépasse de loin la moyenne de 18% enregistrée en Afrique subsaharienne et celle de 5% dans le monde. Estimé à 35,3% en 2002, le taux de redoublement au primaire s'est stagné au niveau de 20% durant la période 2003-2007, malgré les nombreuses mesures prises pour le réduire. Et encore entre les deux années scolaires 2010-2011 et 2011-2012, **17,3%** des élèves ont redoublé leur classe au niveau primaire. L'EPM 2010, nous parle d'un rendement quasi égal entre les filles et les garçons, du moins jusqu'au premier cycle du secondaire : autant de passage en classe supérieure, légèrement moins de redoublement de classe. A partir du lycée, les taux de redoublement et de décrochage scolaire se détériorent pour elles : respectivement 18% et 16%, contre 14% et 10% pour les garçons⁹⁰.

Tableau n°8: Indicateurs de rendement selon le genre, par niveau d'instruction

	Garçon				Fille			
Niveau	Promotion	Red.	Décrochage	Total	Promotion	Red.	Décrochage	Total
Primaire	78,6	15,1	6,3	100,0	79,1	14,6	6,3	100,0
Collège	78,7	11,8	9,5	100,0	82,1	8,3	9,7	100,0
Lycée	76,0	14,1	9,9	100,0	66,3	17,9	15,8	100,0
Ensemble	78,5	14,5	7,0	100,0	79,2	13,7	7,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Pour le cas de Madagascar donc, historiquement les filles semblent n'avoir jamais été exclues du système éducatif. La tendance scolaire du pays offre un profil quasi similaire aux pays développés, du moins au niveau de l'accès scolaire. C'est au niveau spatial et de la rétention que des disparités en défaveurs des filles apparaissent. Ce qui nous amène à notre étude de cas.

⁹⁰ INSTAT, 2011, *Enquête Permanente auprès des Ménages 2010*, Antananarivo, p.165.

CHAPITRE 4 : ETUDE DE CAS

Dans le présent chapitre nous allons placer notre zone d'étude par rapport à l'ensemble du pays. Faire un aperçu géographique et humain de la ville et une petite analyse de sa scolarisation. Et nous terminerons ce chapitre par la présentation des différences de genre à l'école à travers nos établissements cibles.

A- Situation dans la zone d'étude

1- Présentation de la zone d'étude

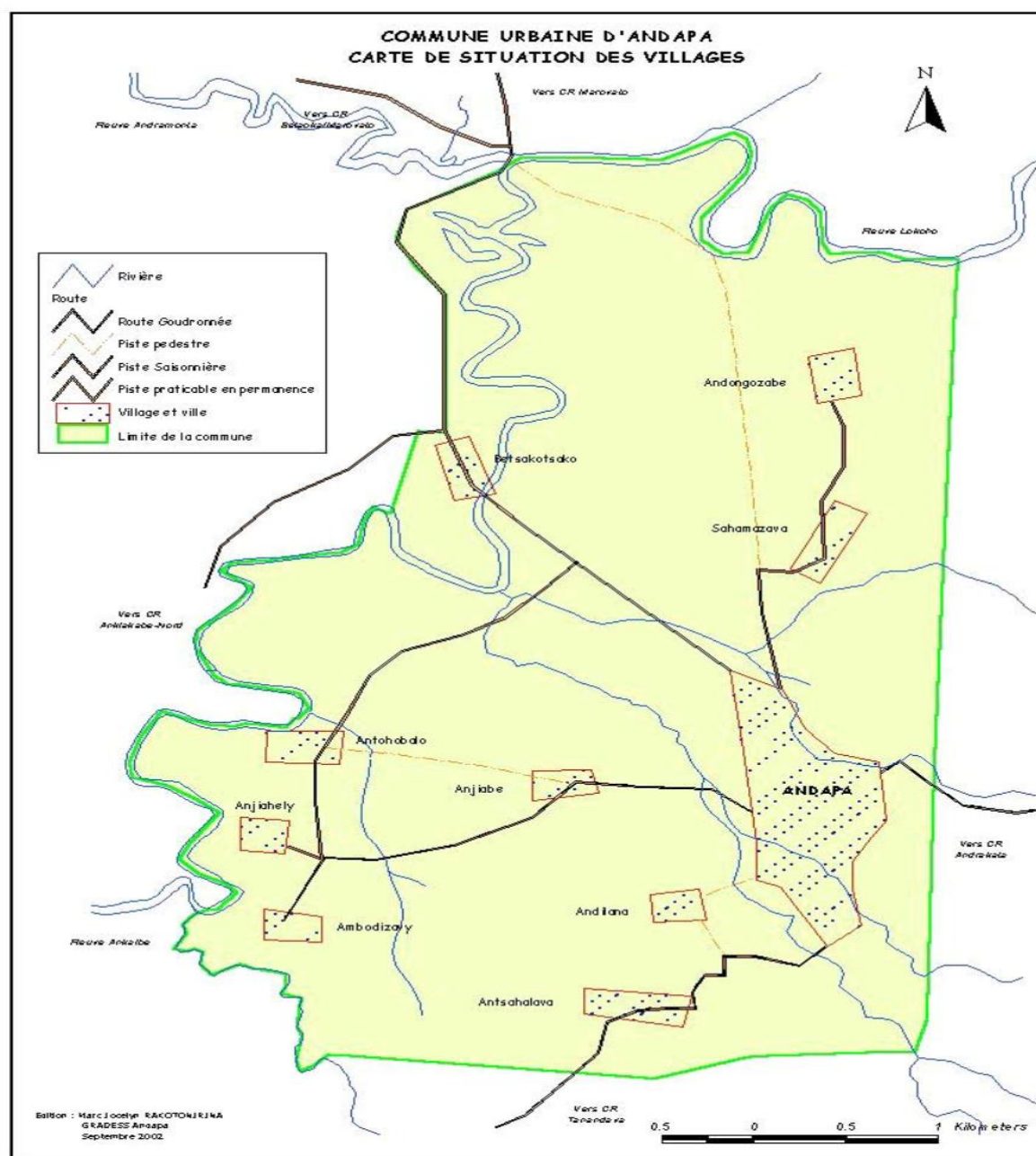
Carte n°2 : Localisation de la zone d'étude



Source : APMM, 2003, Base de données et plan d'action pour une gestion durable des ressources en eau des régions montagneuses, Madagascar, p.36.

La commune urbaine d'Andapa se trouve dans la partie nord de l'île. Elle est le chef-lieu du district éponyme. Situé dans la région SAVA dans l'ex-province d'Antsiranana. Localisé à 14°39'Sud, 49°39' Est⁹¹, la commune a une superficie de 80km². Elle est limitée au Nord par le village d'Andongozabe, au Sud par le village d'Anjahely et de Tanandava, à l'Est par le mont Andemboniboina et à l'ouest par le village de Betsakotsako.

Carte n°3 : La commune urbaine d'Andapa



Source : APMM, op.cit., p.38.

⁹¹ <http://www.mapnall.com>. Consulté le 5 novembre 2014

Le district d'Andapa est également connu comme étant le grenier à riz de la région. A Andapa, la culture du riz n'est pas seulement une activité vivrière, mais constitue une véritable activité professionnelle sources de revenus au même titre que la vanille. En cas d'insuffisance de production dans les autres zones de la région, c'est Andapa qui comble le manque en assurant un approvisionnement.

Photo n°2 : La ville d'Andapa et ses rizières



Source : <http://prevact.canalbolg.com>

Le petit bassin d'Andapa ne serait peuplé qu'au début du 20^{ème} siècle. Ses premiers habitants seraient des Tsimihety venant de la région du sud (Mananara et Maroantsetra) et de l'ouest, (Mandritsara, Bealanana et Befandriana). Etant très fertile, la région a depuis attiré beaucoup d'habitants qui se livrent à la culture de la vanille, café et surtout riz. Devenue cosmopolite, elle comptait en 2011, 33.681 habitants, dont 17.467 ont entre 6 et 17 ans, soit 51,86% de la population totale⁹². C'est cette partie de la population qui nous intéresse, et plus précisément leur scolarisation.

⁹² Monographie du district d'Andapa, p.6.

2- Situation scolaire générale de la commune urbaine d'Andapa

Comme nous l'avons vu plus haut, 51,86% de la population de ville sont des jeunes de 6 à 17ans. Autrement dit, des populations potentiellement scolarisables. Nous allons donc voir ici la couverture scolaire de la ville pour savoir s'il y a une différence entre les filles et les garçons.

a- Couverture scolaire

Sur les 17.467 jeunes scolarisables que comptait la commune en 2011⁹³, 14.426 ont été scolarisés la même année, tous niveaux confondus. Ce qui donne une couverture scolaire de l'ordre de 82, 59%. Un fait mérite aussi d'être mis en évidence, la part non négligeable des écoles privées dans la commune (cf. carte en annexe n°1). Aussi, sur les 14.426 élèves que comptent la ville, 7.634 sont scolarisés dans les écoles privées, soit 52,92% de l'effectif total de la commune, contre 47,8% dans les écoles publiques. Quant à la participation des filles, elle est de 48,22% de l'effectif total, soit 6.957. Nous pouvons donc dire que la ville connaît une disparité de genre en matière de scolarisation. Et si nous examinons cette participation selon les niveaux, la ville confirme ce que nous avons dit dans la première partie de ce travail : la participation des filles tend à diminuer à mesure que le niveau monte. Ainsi, de la moitié des écoliers en primaire, les filles ne représentent plus que 42,5% de l'effectif du lycée.

Tableau n°9: Effectif scolaire selon le genre (2011-2012)

	Niveau I			Niveau II			Niveau III		
	total	filles	%	total	filles	%	total	filles	%
commune	6525	3297	50,53	4707	2317	49,22	3194	1343	42,5
Ecoles publiques	4489	2290	51,01	1341	645	48,10	963	322	33,44
Ecoles privées	2037	1007	49,43	3366	1672	49,67	2231	1021	45,14

Source : Nos calculs, d'après les données de la CISCO d'Andapa

⁹³ Monographie du district d'Andapa, p.2.

b- Rendement scolaire

A l'observation du tableau ci-dessus, nous ne manquons pas de constater que les effectifs diminuent au fur et à mesure que le niveau augmente. Ce qui laisse supposer, que la ville connaît un certain nombre d'abandon scolaire. De 27,86% du passage de primaire au collège, l'écart atteint le 32,14% du collège au lycée. Mais il est à préciser que l'abandon seul, ne peut expliquer cet écart, nous pouvons aussi avancer comme explication le déménagement vers les districts environnants. Et apparemment, l'abandon scolaire touche beaucoup plus les filles que les garçons. Cette différence est flagrante au lycée. En effet, sur les 3.194 lycéens que compte la ville, seuls 1.343 sont des filles, soit 42,50% de l'effectif.

Et si nous nous penchons au niveau de redoublement, rien ne peut expliquer ce fort abandon scolaire des filles, car d'une manière générale, elles réussissent mieux à l'école que leurs paires. Ce phénomène est visible dès le primaire, mais tend à s'inverser au niveau du collège, du moins, dans les établissements publics comme nous montre le tableau ci-dessous. Ce tableau nous indique également que dans les privées, les filles sont encore plus performantes.

Tableau n°10 : Nombre de redoublants par niveau et selon le genre (2011-2012)

	Niveau I				Niveau II				Niveau III			
	garçon	%	filles	%	garçon	%	filles	%	garçon	%	filles	%
commune	645	19,98	574	17,41	420	17,57	381	16,44	277	14,96	144	10,72
Ecoles publiques	555	25,23	505	22,05	144	20,69	163	25,27	79	11,85	30	9,32
Ecoles privées	89	8,64	69	6,85	276	16,29	218	13,04	198	16,36	114	11,16

Source : Nos calculs d'après les données de la CISCO d'Andapa

c- Coup d'œil sur la spécialisation

Au niveau de la spécialisation. La ville confirme une fois de plus, la théorie, comme quoi les filles seraient plutôt littéraires. En effet, sur les 976 élèves terminale A (série littéraire) que comptait la ville en 2011-2012, 411 sont des filles, soit 42,11%, alors que sur les 210 terminale D (série scientifique), nous comptons que 57 filles, soit 27,14%.

B- Etude des collèges cibles

Pour cette étude, nous avons visité deux établissements : l'un public et l'autre privé. Il s'agit du CEG Andapa-Sud et du Lycée Adventiste Andapa. Le but de cette visite était de voir sur le terrain comment se présente ces différences de genre à l'école. Mais avant tout, nous allons faire une brève présentation de ces deux établissements.

1- Présentation des établissements cibles ?

Le CEG d'Andapa-Sud est un établissement public, il fait partie de la circonscription scolaire d'Andapa. Il est implanté dans le quartier d'Andapa-Sud. C'est le seul collège public de la commune. Le Lycée Adventiste Andapa est un établissement privé, il fait partie lui aussi de la circonscription scolaire d'Andapa. Il se trouve dans le quartier d'Andohanakoho.

a- infrastructure

Nous entendons par infrastructure, le domaine scolaire, les bâtiments, les salles de classe, les salles spécialisées, le sanitaire et les terrains espaces loisir.

- Le domaine scolaire

L'endroit idéal pour bâtir un établissement scolaire, serait un endroit calme, spacieux. Il devrait être aménagé pour que les élèves s'y plaisent. Il est aussi fort à désirer que le domaine scolaire soit clôturé pour éviter les va-et-vient des intrus.

Photo n°3 : CEG Andapa-Sud



Source : cliché de l'auteur

Pour le CEG d'Andapa-Sud, il est bien clôturé, avec un grand portail devant. Il est construit à proximité d'une voie publique, mais l'endroit est plutôt calme. Le constat du domaine scolaire du CEG d'Andapa-Sud nous permet de dire que l'emplacement est approprié pour l'emplacement d'une école.

Quant au le Lycée Adventiste Andapa, non seulement il n'est pas clôturé, mais il se mêle entièrement aux maisons d'habitation environnant. D'ailleurs, il arrive que les habitants avoisinants traversent le domaine scolaire pour rentrer chez eux.

Photo n°4 : Lycée Adventiste Andapa



Source : cliché de l'auteur

- Bâtiments

Le CEG est composé de 7 bâtiments, dont 6 en dur et 5 d'entre eux sont déjà des vieux bâtiments, mais ils sont encore en bon état et le sixième est encore neuf. Le septième bâtiment est en bois, ce dernier a été construit par l'association des parents d'élève. Ces bâtiments abritent :

- Deux bureaux : le bureau du directeur et celui de sa secrétaire, mais aussi des surveillants et des agents de programmation. Ce dernier sert aussi de salle des professeurs.
- Et dix-neuf salles de classes. Hormis ces dix-neuf salles de classe, le collège utilise aussi trois autres locaux comme salles de classe.

Photo n°5 : Bâtiments scolaires du CEG Andapa-Sud



Source : cliché de l'auteur

Le Lycée Adventiste est composé, lui aussi de 7 bâtiments, dont 3 en dur, 3 autres en bois et 1 en bambou. Ces bâtiments abritent :

- 5 bureaux : un pour le proviseur, deux pour les surveillants, un pour le service comptabilité, et un autre pour le secrétariat ;
- 25 salles de classes : trois pour le niveau préscolaire, cinq pour le primaire, neuf pour le collège et huit pour le lycée.

Photo n°6 : Bâtiments scolaires du Lycée Adventiste Andapa



Source : cliché de l'auteur

- Les salles de classe
- CEG Andapa-Sud

Durant nos observations de classe, nous n'avons pas manqué de constater que toutes les salles que nous avons eu la chance de visiter, respectent une certaine norme exigées : les fenêtres sont très grandes avec une bonne luminosité et aération, les rangées sont bien espacées, ce qui facilitent la circulation des professeurs. Et comme le disait si bien GABRIEL : « c'est une heureuse ordonnance quand les salles de classe sont alignées sur un corridor latéral de dégagement »⁹⁴. Mais il y a quand même quelques problèmes qui méritent d'être soulevés, tels que l'absence de l'estrade, ce qui fait que les élèves qui se trouvent derrière ne voient pas forcément le professeur quand il se met devant. Les tableaux noirs aussi sont un peu bas, cela oblige les élèves qui sont derrière à se lever.

⁹⁴ GRABRIEL (E), 1909, *Manuel de pédagogie*, MAME et Fils, Paris, p.28.

Photon°7 : Une salle de classe au CEG Andapa-Sud



Source : cliché de l'auteur

- Lycée Adventiste Andapa

Pour le cas du Lycée Adventiste, les salles de classe que nous avons visitées respectent elles aussi les normes d'aération et de luminosité. Et contrairement à celles du CEG, elles sont dotées d'estrade. Mais les salles de classe sont très petites et surchargées, ce qui ne laisse aucun espace pour circuler, comme nous montre la photo qui va suivre.

Photo n°8 : Une salle de classe au Lycée Adventiste Andapa



Source : cliché de l'auteur

- Salle des professeurs

Comme son nom l'indique, c'est une salle réservée aux professeurs. C'est une salle de repos réservée aux professeurs. Un lieu où ils peuvent échanger leurs opinions, discuter, partager leurs expériences, se distraire, en attendant leurs heures de cours ou encore durant les pauses ou les heures creuses. La salle devrait être munie d'un tableau d'affichage où le service administratif affiche les diverses circulaires et les notes de service. Mais aussi des casiers pour chaque enseignant, pour leurs effets personnels. Si nous parlons de nos établissements cibles, aucun d'eux ne dispose d'une telle salle, c'est le bureau des surveillants qui sert de salle des professeurs.

- Les sanitaires

Les sanitaires sont importants dans une école. Comme le disait GABRIEL : « l'enseignement d'hygiène à l'école a pour but de former les élèves aux bonnes habitudes de l'hygiène personnelle et de leur donner, pour l'avenir, des notions d'hygiène familiale, professionnelle et sociale »⁹⁵. Ils servent à garder l'hygiène des élèves. Et quand nous parlons de sanitaire à l'école, il s'agit en général d'adduction d'eau et de WC.

Pour le cas du CEG d'Andapa-Sud, il ne possède que deux point d'eau, ce qui est loin d'être suffisant pour les 1.577 élèves que compte le collège. Quant au Lycée Adventiste, il n'en dispose tout bonnement pas. Et pour les cabinets d'hygiène, le CEG en possède 18, 8 pour les filles, 8 autres pour les garçons et les 2 restants pour les professeurs. Le Lycée Adventiste en a 4 et ils sont mixtes.

- Les salles de documentations

La documentation se définit comme, un « ensemble de document mis à disposition pour être consultés ou utilisés. »⁹⁶. La salle de documentation, c'est donc une salle de lecture. Elle est plus connue sous le nom de bibliothèque. Il est clair donc qu'une salle de documentation est bien utile dans un établissement scolaire. Alors nos écoles cibles en disposent-elles ? Aucun des deux établissements que nous avons visités n'en dispose.

- Espace loisir

Le CEG dispose d'un terrain de foot-ball, d'un terrain de volley-ball et d'un terrain de basket-ball. Le lycée privé adventiste se fait remarquer par l'absence d'espace loisir.

b- Les équipements et mobiliers scolaires

Nous entendons par équipement scolaire, l'ensemble des matériels nécessaires au bon fonctionnement d'une école. Tandis que les mobiliers scolaires sont l'ensemble des meubles utilisés dans une école⁹⁷.

⁹⁵ GABRIEL (E), op.cit., p.235.

⁹⁶ Dictionnaire encarta 2009.

⁹⁷ Idem

Lors de notre visite de classe nous avons remarqué que les salles de classe du Lycée Adventiste, présentent des difficultés au niveau du nombre des tables-bancs, elles sont insuffisantes. En effet, il n'est pas rare de voir 3 élèves s'asseoir sur une table destinée normalement à 2 personnes. Par contre, pour le CEG Andapa-Sud, elles sont au nombre suffisant, il arrive même d'y trouver des salles avec des surplus de tables et bancs. Et dans les deux établissements, les bureaux des professeurs suivent plus ou moins la norme. Nous avons aussi constaté l'absence d'estrade pour l'enseignant au CEG, or cela est très utile car « le professeur devrait avoir une vue d'ensemble sur toute la salle de classe »⁹⁸. Quant aux tableaux noirs, nous pouvons dire que, ils étaient suffisamment grands dans les deux établissements.

2- Comment se présentent les différences de genre dans les établissements cibles

a- Effectif des élèves en proportion de genre

Tableau n°11 : Effectifs des élèves en proportion de genre (année scolaire 2013-2014)

Niveau	CEG Andapa-sud			Lycée Privé Adventiste Andapa		
	Total	Fille	%	Total	Fille	%
6 ^{ème}	558	307	55,01	134	61	45,52
5 ^{ème}	284	161	56,69	127	63	49,61
4 ^{ème}	224	103	45,98	143	79	55,24
3 ^{ème}	511	238	46,57	271	144	53,13

Source : nos calculs d'après les données des deux établissements

Le tableau ci-dessus nous montre deux tendances bien différentes sur la participation des filles à l'enseignement secondaire du premier cycle. Dans le CEG Andapa-Sud, la participation des filles tend à diminuer avec l'augmentation du niveau, de 55,01% de l'effectif du 6^{ème}, elles ne représentent plus que 46,57% de l'effectif des élèves du 3^{ème}. Par contre le fait inverse se produit au Lycée Adventiste Andapa, de 45,52% des élèves du 6^{ème}, la participation des filles atteint les 53,13% en 3^{ème}.

⁹⁸MIHAMITSY Cyrille, Cours de psycho-pédagogie en 4^{ème} année, ENS, année 2012-2013.

b- Rendement scolaire

Tableau n°12 : Effectif des redoublants, selon le niveau et le genre (année scolaire 2013-2014)

	CEG Andapa-Sud				Lycée Privé Adventiste			
	Garçon		Fille		Garçon		Fille	
Niveau	Total	Red	Total	Red	Total	Red	Total	Red
6 ^{ème}	251	102	307	132	73	21	61	17
5 ^{ème}	123	34	161	32	64	12	63	8
4 ^{ème}	121	19	103	15	64	8	79	7
3 ^{ème}	273	55	238	62	127	14	144	13

Source : nos calculs d'après les données des deux établissements

D'après ce tableau, les filles ont plus tendance à redoubler la classe de 6^{ème} par rapport aux garçons, dans le CEG Andapa-Sud. Car plus de **42%** de l'effectif total des filles de cette classe sont des redoublantes (contre **40,63%** pour celui des garçons). Mais passé la classe de 6^{ème}, la tendance s'inverse pour tourner au désavantage des garçons. Ainsi, sur les 161 filles inscrites en 5^{ème} au CEG durant l'année scolaire 2013-2014, seules 32 sont des redoublantes, ce qui représente 19,87% de cet effectif, contre 34 pour les garçons sur les 123 inscrits. Mais en classe de 3^{ème}, de nouveau, les filles ont tendance à plus redoubler que leurs camarades garçons au CEG Andapa-Sud. Mais si nous regardons du côté du Lycée Adventiste, nous constatons que les filles redoublent moins que les garçons et ce quel que soit le niveau. Il est à remarquer aussi que le nombre des redoublants augmente en classe de 3^{ème} dans les deux établissements et ceci est vrai pour les deux sexes. L'entrée au collège coïncide avec l'entrée des élèves à l'adolescence et c'est généralement à cet âge qu'ils entre dans la vie amoureuse et les filles ont plus tendance à délaisser les études pour cela. Et la fin du premier cycle de secondaire, à l'âge où les filles entre généralement dans la vie de couple. Cela pourrait expliquer leur tendance à redoubler à ces niveaux.

Il serait aussi intéressant de voir le niveau de réussite au BEPC des sexes. Au CEG, sur les 273 garçons de 3^{ème}, 98 ont eu leur BEPC, ce qui donne un pourcentage de 34,85%, quant aux filles, sur les 238, 57 ont le leur, soit 23,95% de cet effectif. Pour le Lycée Adventiste, sur les 127 garçons de 3^{ème}, 59 ont eu leur BEPC (46,45%), et pour les filles 74 sur les 144, soit 51,38% de l'effectif total des filles. Au vu de ces chiffres, nous pouvons dégager deux remarques : premièrement, le résultat de BEPC est meilleur au Lycée Adventiste par rapport au CEG Andapa-Sud et deuxièmement, les filles réussissent moins leur BEPC

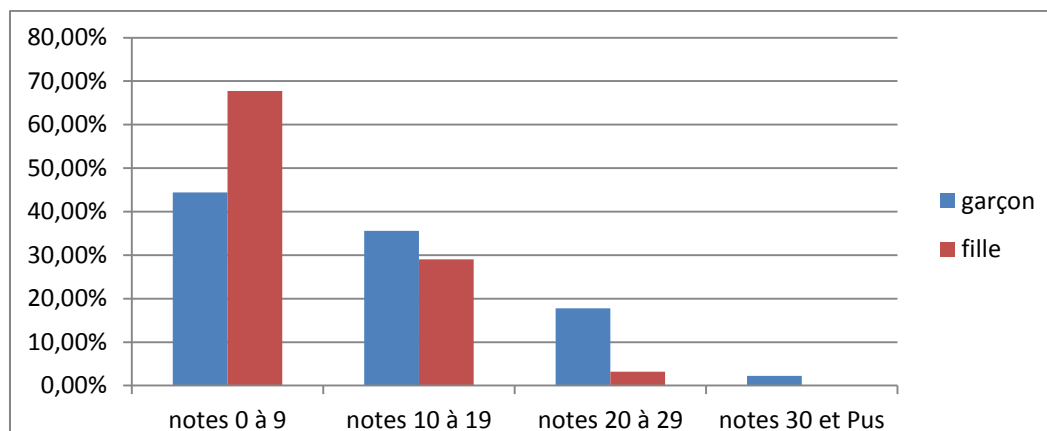
comparées aux garçons dans ce dernier établissement. Alors que le phénomène inverse se produit au Lycée Adventiste.

c- Qu'en est-il de la théorie de spécialisation des sexes ?

Pour cette étude nous avons pris deux classes de troisième, une dans chacun des deux établissements. A savoir la classe de 3^{ème} E du CEG Andapa-Sud, qui comptait 76 élèves et la classe de 3^{ème} I du Lycée Adventiste, qui comptait 92 élèves. Nous avons voulu savoir si les élèves de ces deux classes ont intériorisé les stéréotypes genre. Pour cela, nous avons posé trois questions y afférant. Premièrement nous avons demandé aux élèves des deux classes les carrières qu'ils envisagent de faire plus tard. En examinant leurs réponses, trois tendances de carrières semblent sortir du lot : le fait de vouloir devenir médecin, fait l'unanimité que ce soit pour les filles ou pour les garçons (qui représentent respectivement 39% et 34,37% de leurs réponses) et après la spécialisation des sexes se dessine, car 30,43% des filles ont répondu vouloir devenir sages-femmes et 20,75% des garçons policiers. Ensuite nous avons demandé leurs matières préférées à l'école. Au vu de leurs réponses nous pouvons dire qu'il n'y a pas lieu de parler de spécialisation de sexe. Car la majorité des filles et des garçons questionnés ont répondu avoir plus aimé les matières scientifiques que les matières littéraires, même si la proportion des garçons semble nettement supérieure que celle des filles (83,87% des garçons contre 66,66% des filles). Mais quand nous avons demandé s'ils préféreraient avoir un homme ou une femme comme professeur de mathématique. Plus de 80% d'entre eux, les deux sexes confondus, ont répondu préféré un homme. Pour le cas de français, l'opinion diverge, 55,55% des garçons ont répondu préféré un homme, par contre 51,42% des filles préfère une femme. Ainsi, si d'une manière générale les élèves semblent plus ou moins avoir intériorisé les stéréotypes genre, nous avons voulu voir si cela se ressent sur leurs études.

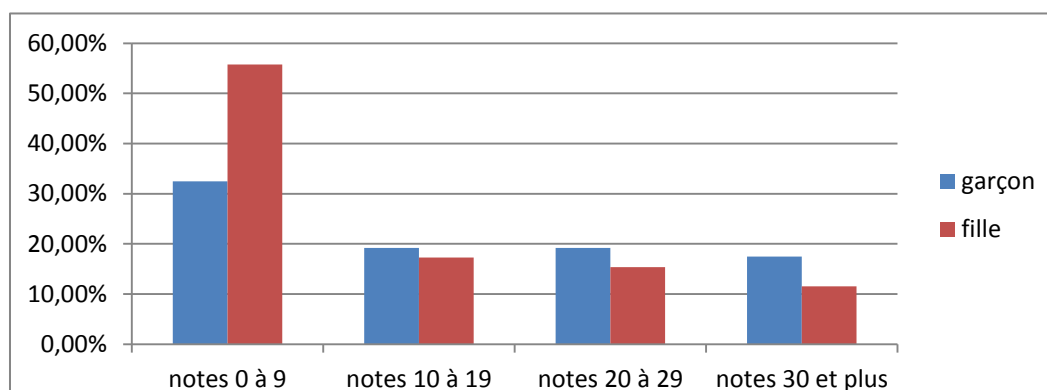
Pour savoir si le fait d'être stéréotypé avait des effets sur les études des élèves ou non, nous avons examiné les notes de mathématique et de français de ces élèves durant l'examen du 2^{ème} trimestre. Voici les résultats que nous avons obtenus dans les deux établissements.

Graphique n°1 : Représentation graphique des notes de mathématique à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au CEG



Source : nos calculs d'après les feuilles de note de l'établissement

Graphique n°2 : Représentation graphique des notes de mathématique à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au Lycée Adventiste



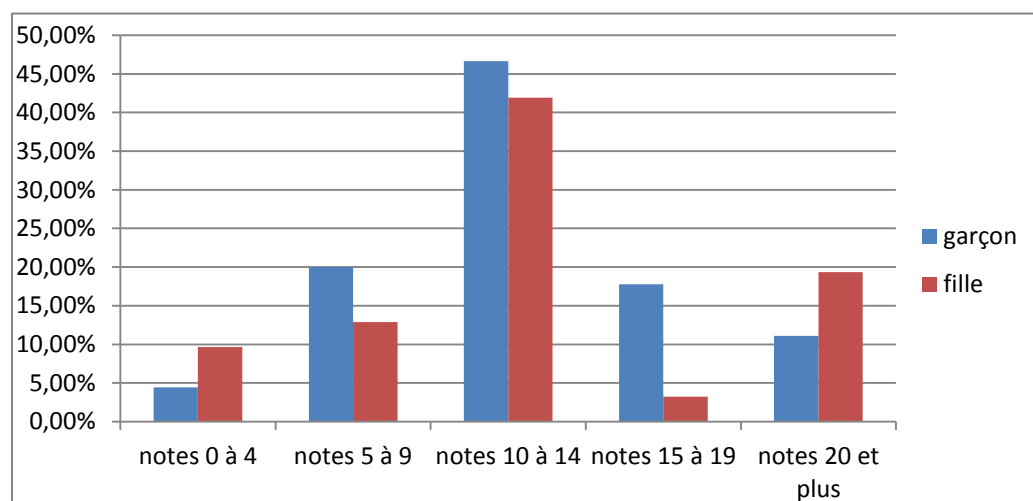
Source : nos calculs d'après les feuilles de note de l'établissement

Si les graphiques ci-dessus nous montrent que les deux sexes sont relativement faibles en mathématique quel que soit l'établissement considéré, nous ne manquons pas de constater tout de même que la proportion des garçons ayant eu la moyenne est supérieure à celle des filles. Traduit en chiffres, voici comme cela se présente : 17,5% des garçons de la classe 3^{ème} I du Lycée Adventiste ont eu la moyenne et plus, contre 11,54% des filles de la même classe. Pour le CEG Andapa-Sud 2,22% des garçons de la classe 3^{ème} E ont eu la moyenne et plus contre 0% des filles. Si la théorie selon laquelle les garçons seraient plus forts en mathématique que les filles semble confirmer, qu'en est-il de l'autre théorie qui dit

que les filles seraient plus compétentes en matière littéraire. Nous avons voulu vérifier cette théorie à travers les notes de français.

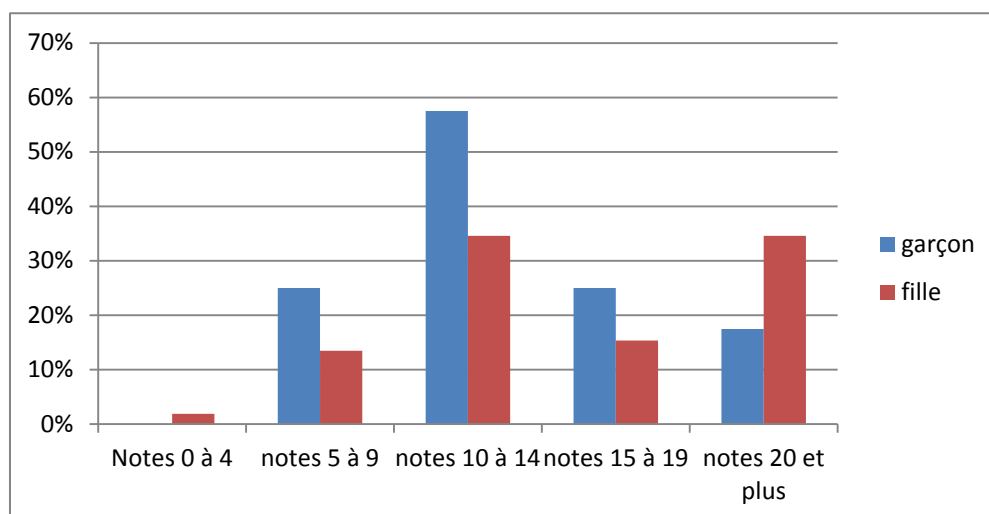
Comme pour le cas des notes de mathématique, les graphiques ci-dessous nous montre également que rares sont ceux qui ont eu la moyenne et plus en français durant l'examen du deuxième trimestre dans les deux classes visitées. Malgré tout, l'hypothèse de la supériorité des filles dans cette matière se confirme. En effet, 19,35% des filles ont eu la note de 20 et plus au CEG contre 11,11% des garçons. Et pour le Lycée Adventiste, 34,61% des filles, contre 17,50% des garçons.

Graphique n°3 : Représentation graphique des notes de français à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au CEG



Source : Nos calculs d'après les feuilles de note de l'établissement

Graphique n°4 : Représentation graphique des notes de français à l'examen du deuxième trimestre selon le genre au Lycée Adventiste



Source : Nos calculs d'après les feuilles de note de l'établissement

Les indicateurs étudiés dans notre zone d'étude nous a permis de voir qu'effectivement il y a une réelle différence de genre à l'école, au niveau de l'accès et des disciplines. Et dans le pays c'est surtout au niveau de la rétention que le problème se pose et le phénomène est particulièrement préoccupant pour les filles. Quelles seraient alors les causes de ce problème et quelles les solutions pouvons-nous apporter ?

Conclusion

L'étude de la situation scolaire comparée de genre à Madagascar nous permet d'affirmer qu'effectivement l'Ile fait figure d'exception dans le continent africain. Car nous y enregistrons une participation scolaire plus importante des filles par rapport aux garçons, du moins au niveau primaire. Passé ce niveau, le pays rejoint les tendances du continent à savoir l'infériorité de l'effectif des filles par rapport à celui des garçons à l'école. Mais il est à signaler que la situation diffère selon la région ou la commune considérée. C'est ainsi que dans la commune urbaine d'Andapa, même au primaire, les filles restent toujours sous représentées vis-à-vis de leurs camarades garçons. Hormis la participation qui semble se diversifier selon le milieu, les autres théories concernant le genre et l'éducation semblent se confirmer dans le pays, à l'exemple des tendances littéraires des filles et scientifiques des garçons ou le fort taux d'abandon des filles. Mais qu'est-ce qui pourrait expliquer ces différences de genre à l'école et surtout serait-il possible de les éliminer ou du moins de les réduire ?

**TROISIEME PARTIE : LES PROBLEMES
LIES AU GENRE DANS LE PAYS ET
QUELQUES ACTIONS ET SUGGESTIONS**

Introduction

Selon Kofi Annan⁹⁹ : « ...l'éducation des filles est le meilleur outil de développement qui soit. »¹⁰⁰ Les effets bénéfiques de l'éducation des filles se répercutent à travers les générations : les enfants de mères éduquées ont une qualité de vie bien meilleure que les enfants de mères sans éducation. Ainsi, lentement mais sûrement, les parents, la communauté, les gouvernements, les entreprises et les organismes multilatéraux valorisent désormais la scolarisation des filles. Mais il reste encore beaucoup à faire avant que toutes les filles du monde parviennent à entrer à l'école car les discriminations dont sont encore victimes les petites filles, les adolescentes et les femmes sont encore très profondément ancrées dans la société de nombreuses régions du globe. Dans cette troisième et dernière partie, nous allons voir dans un premier temps quels sont les principaux avantages de l'éducation des filles, ensuite nous essayerons de mettre en lumière les problèmes liés au genre à l'école dans le pays pour finir avec des actions déjà entreprises et quelques suggestions de solutions pour plus d'équité.

⁹⁹ Kofi Annan (né en 1938), diplomate et homme politique ghanéen, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) de 1997 à 2006.

¹⁰⁰ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2004 : Les filles, l'éducation et le développement*, New York, p.1.

CHAPITRE 5 : LES AVANTAGES DE L'EDUCATION DES FILLES ET LES PROBLEMES LIES AU GENRE

L'étude des données quantitatives sur la scolarisation des deux sexes dans le pays laisse apparaître une certaine forme d'inégalité de genre à ce niveau. Les filles sont surtout pénalisées au niveau secondaire. Leur éducation apporte pourtant d'énormes avantages pour leur pays, en tout cas très certainement plus que celle des garçons. Nous allons donc essayer dans un premier temps d'énumérer ici ces avantages, ensuite nous aborderons les problèmes liés au genre à l'école dans le pays.

A- Les bienfaits de l'éducation des filles

L'éducation des filles confère des avantages à leur pays, à leur famille et à elles-mêmes que, l'économiste M. Lawrence Summers, ancien président de l'université de Harvard et ancien directeur du Conseil économique national du président Obama, n'hésite pas à voir en elle l'investissement le plus rentable existant dans les pays en développement¹⁰¹. Mais quels sont ces avantages ?

1- Consolidation du développement économique

Des décennies de recherche ont prouvé le lien qui existe entre la généralisation de l'éducation de base et le développement économique et l'impact est encore plus bénéfique dans le cas de l'éducation des filles. Les études de la Banque mondiale montrent que, d'une manière générale, une année d'enseignement primaire de plus que la moyenne relève le salaire éventuel de l'individu de 5 à 15 %, l'augmentation étant plus importante pour les filles que pour les garçons. Une année d'enseignement secondaire de plus que la moyenne relève le salaire éventuel de l'individu de 15 à 25 %, là encore, l'augmentation est plus importante pour les filles que pour les garçons. Plus concrètement, l'éducation des filles réduit les écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Par exemple, au Pakistan, les femmes qui ont achevé leurs études primaires ont un salaire inférieur de 49 % à celui des hommes. Celles qui ont suivi des études secondaires ont un salaire inférieur de 30 % à celui des hommes. En Jordanie, les femmes qui ont achevé leurs études primaires

¹⁰¹ Barbara Herz, « Éduquer les filles : les solutions qui marchent », disponible sur <http://iipdigital.usembassy.gov>. Consulté le 8 novembre 2014.

ont un salaire inférieur de 47 % à celui des hommes. Celles qui ont suivi des études secondaires ont un salaire inférieur de 37 % à celui des hommes¹⁰².

Par ailleurs, l'éducation permet un meilleur équilibre entre la taille de la famille et ses ressources. Favoriser l'accès des filles à l'éducation est un facteur clé de la transition démographique vers la réduction des taux de natalité. En Afrique subsaharienne, par exemple, les femmes qui n'ont pas été scolarisées ont, en moyenne, 6,7 enfants. Le chiffre passe à 5,8 pour les femmes qui ont achevé leurs études primaires et à 3,9 pour celles qui ont suivi des études secondaires¹⁰³.

2- Education de la génération suivante

Les filles instruites devenues mères sont plus enclines à envoyer leurs enfants à l'école et plus longtemps: de la sorte, ce sont à la fois leurs enfants et la société qui recueillent des avantages multipliés d'une génération sur l'autre. De plus des enfants instruits risquent moins d'être victimes de la traite ou d'être exploités dans leur travail ou de subir des mauvais traitements; et comme tous ces dangers menacent davantage les filles, l'éducation revêt une importance particulière pour leur protection et exerce une influence qui dépasse le cadre de la salle de classe.

3- Amélioration de la santé de la famille

Les filles qui savent lire et écrire et notamment celles qui arrivent en secondaire sont moins susceptibles d'être victimes du VIH/sida parce qu'elles peuvent obtenir de meilleures informations. L'éducation de la mère a aussi un impact si important sur la santé et la nutrition de son enfant que chacune de ses années d'instruction réduit le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 5 à 10%¹⁰⁴. Et une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (International Food Policy Research Institute, IFPRI) a montré que l'expansion de l'éducation des femmes entraînait une amélioration des pratiques agricoles¹⁰⁵.

¹⁰² UNESCO, 2013, « L'éducation des filles : les faits », in *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, p.2.

¹⁰³ Idem

¹⁰⁴ UNICEF, op.cit. p.19.

¹⁰⁵ Barbara Herz, op.cit.

4- Diminution des décès maternels

Les femmes qui sont allées à l'école courent moins le risque de mourir en couches. La recherche a établi que la mortalité maternelle peut être réduite par une meilleure connaissance des pratiques sanitaires, par l'utilisation des services de santé pendant la grossesse et l'accouchement, par une nutrition améliorée et par l'allongement de l'espacement des naissances : une femme instruite a beaucoup plus de chances de savoir tout cela¹⁰⁶.

Connaissant donc ces avantages que peuvent apporter l'éducation des filles, pourquoi sont-elles moins représentées à l'école ?

B- Les obstacles à l'éducation des filles et les attitudes sexuées à l'école

1- Les obstacles à l'éducation des filles

D'une manière générale, nous enregistrons cinq obstacles principaux à l'éducation des filles dans le pays.

a- La pauvreté des familles

Même si à Madagascar, l'usage veut que la femme contribue au revenu du ménage, et par conséquent, elle doit avoir un certain niveau d'instruction, lors de notre enquête auprès des parents nous avons quand même pu révéler que, si la famille ne pouvait envoyer qu'un seul enfant à l'école, **72,50%** des parents enquêtés ont déclaré vouloir choisir leur fils. La principale raison de ce choix est que les parents font des prédictions positives pour la scolarisation des garçons. La majorité des questionnés affirment que les garçons iront loin dans leurs études, en tout cas plus loin que les filles. Ces attentes se voient vérifiées puisque les données quantitatives montrent que plus des garçons que des filles arrivent en première année de collège. Vu sur cet angle, envoyer les filles à l'école reviendrait du gaspillage.

b- La mauvaise qualité de l'éducation et les réserves des parents vis-à-vis de la valeur de l'éducation en général et pour les filles en particulier

La grande île est connue par la mauvaise qualité de l'éducation qu'elle dispense dans les écoles. En effet, à la sortie du primaire, les élèves malagasy n'apprennent pas grand-

¹⁰⁶ UNICEF, op.cit, pp.19-20.

chose. Alors quand les finances manquent il ne semble pas toujours important pour les parents d'investir dans ce genre d'éducation et d'autant plus si ils savent qu'ils n'ont pas le moyen d'envoyer leurs enfants au-delà dudit niveau. Et quand bien même ils terminent leurs études, vu la restriction du marché de travail dans le pays et en particulier pour les femmes, cela ne participe pas à motiver les parents.

c- Les facteurs économiques et culturels qui affectent les adolescents

La notion du « velon-tena » ou indépendance matérielle progressive vis-à-vis des parents dès la puberté, est très présente à Madagascar tant pour les jeunes filles que pour les jeunes hommes. Aussi, dans le pays, les enfants sont amenés à travailler tôt pour gagner leur vie, et ce au détriment de leurs études. Ceci est d'autant plus vrai dans les familles pauvres et à plus forte raison pour les filles. Le mariage précoce constitue aussi un autre élément qui entrave gravement la scolarisation des filles dans le pays. Selon l'EDS de 2009, à Madagascar, **48%** des filles âgées de 20 à 24 ans ont été mariées ou en union avant l'âge de **18 ans**. Ce chiffre est l'un des plus élevé au monde. En dépit de la loi de 2007, fixant l'âge minimum de mariage à 18 ans pour les deux sexes. Ce phénomène se voit surtout dans la région du Sud et Sofia. En effet, dans le Sud, avoir un époux est un essentiel pour la femme et ce dès son adolescence et chez les Tsimihety, le mariage arrangé ou incité par les parents est une pratique courante. Le « molety »¹⁰⁷ constitue un élément déterminant du mariage et serait plus important quand la jeune fille est demandée en mariage au cours de sa scolarité¹⁰⁸. Le mariage précoce ou la pratique des transactions sexuelles ou encore la tolérance de la vie sexuelle avant le mariage, favorise la grossesse précoce, qui constitue en elle-même un autre facteur d'abandon scolaire chez les filles.

d- Le manque d'infrastructure et les attitudes des enseignants vis-à-vis des élèves

Le manque d'infrastructure pèse aussi plus lourdement sur la scolarisation des filles que celle des garçons. L'absence de structures d'accueil, par exemple, qui ferait que l'éloignement des écoles, tout en soustrayant les filles au suivi des parents, occasionne des frais de loyer supplémentaires qui dépassent les capacités du budget des parents. La question des sanitaires et de l'eau courante sont également des facteurs déterminants pour

¹⁰⁷ Le molety est une dotation de zébus et d'une somme d'argent aux parents contre la main de leur fille.

¹⁰⁸ UNICEF, 2011, *Genre et éducation à Madagascar : étude de cas des 6 CISCO*, Antananarivo, p.45.

garder les filles à l'école, particulièrement après la puberté. Les violences physiques, psychologiques voir même sexuelles au sein de l'école figure aussi parmi les éléments d'explication de retrait scolaire des élèves, mais aussi l'absence des sanctions à l'égard des enseignants qui utilisent la violence pour faire respecter la discipline scolaire.

e- Concurrence entre tâche ménagère et l'école

Même si à Madagascar, il est admis que les deux sexes contribuent à des tâches domestiques, celles attribuées aux jeunes filles influx plus lourdement sur leur scolarité. Par exemple, lors de notre enquête auprès des élèves, **75%** des filles ont répondu passer leur temps à faire le ménage après l'école, contre seulement **24%** des garçons. De plus, il n'est pas rare de voir dans le pays des petites filles privées d'école car elles doivent surveiller leurs jeunes frères ou sœurs ou bien tenir compagnie à des personnes âgées. Ce cas est surtout observé dans les zones rurales. L'approvisionnement en eau constitue un autre problème qui pénalise surtout les filles. En effet, ce sont elles qui sont généralement chargées d'aller chercher de l'eau pour la maisonnée, souvent à de longues distances, ce qui leur prend du temps précieux sur celui consacré à l'étude.

Photo n°9 : Une petite fille puisant de l'eau



Source : <http://www.temoignages.re>

2- Attitudes et pratiques sexuées à l'école

a- Comportement des élèves des deux sexes vis-à-vis de l'école

Avant même leur entrée à l'école, les élèves sont déjà imprégnés de stéréotypes genre que l'école renforce à son tour à travers les supports pédagogiques et les comportements différents des enseignants vis-à-vis des deux sexes. Tous ces éléments influent sur les attitudes et le comportement des élèves face à l'école. Ainsi, les garçons que la société veut forts et téméraires, pour assumer leur futur rôle de chef de famille, se voient être turbulents et acceptent mal de se soumettre à l'autorité et de respecter la discipline. Tandis que les filles sont plus posées, plus dociles, conformes à leur futur rôle d'épouse. Ces comportements des élèves influent sur leurs compétences scolaires. Un autre fait mérite aussi d'être souligné, c'est qu'il est universellement reconnu que la communauté scolaire semble être convaincue que les garçons ne sont doués que pour les matières scientifiques. Cette attente fonctionne comme «une prophétie auto réalisatrice » : l'élève fait preuve d'une moindre confiance en soi pour les disciplines qui ne correspondent pas à son sexe¹⁰⁹. Aussi, lors de nos observations des classes nous avons remarqué que plus de filles se portaient volontaires lors des cours de français, et le cas contraire est observé lors des cours de mathématiques.

b- Les pratiques enseignantes perpétuant les inégalités de genres

Les entretiens avec les enseignants et les observations ont laissé transparaître des pratiques inégalitaires selon le genre. Elles se manifestent à travers le traitement sexué des élèves dans les méthodes pédagogiques du personnel enseignant ainsi que dans les activités qu'ils feraient mener aux filles et aux garçons.

- Traitements différents des filles et garçons à l'école

Dans les deux établissements que nous avons visités, nous avons constaté que l'attention des enseignants est plus focalisée sur les garçons. Et dans le mode de désignation des élèves, dans les deux classes où nous étions, les garçons sont plus sollicités que les filles, surtout lorsqu'il s'agit d'aborder des nouvelles leçons et pour faire sortir les pré-acquis des élèves. Les enseignants tendent également à désigner des filles lors des cours de français et

¹⁰⁹ UNICEF, op.cit., p.56.

des garçons lors des mathématiques. Les sanctions semblent aussi plus sévères à l'encontre des garçons qu'à l'encontre des filles. Il est également fréquent de voir les enseignants mettre un garçon jugé difficile entre deux filles ou à côté d'une fille pour le neutraliser.

- Reproduction des rôles stéréotypés dans le partage des tâches et des activités à l'école

L'ensemble du personnel éducatif octroie des activités et des tâches spécifiques à chaque sexe. Cela se reflète notamment dans la répartition des tâches quotidiennes à l'école : balayage et nettoyage pour les filles, manutention pour les garçons. Ces pratiques sont perçues comme « normales », « naturelles » par les gens de l'école qui sont persuadés de traiter les élèves des deux sexes de façon égalitaire, sans discrimination aucune. Ils ne sont pas conscients qu'ils appliquent un traitement différent enraciné dans un stéréotype de genre.

Ainsi, tout comme dans la plupart des pays du monde, à Madagascar l'école laisse agir dans ses murs les conceptions sociales du genre. Aussi, les élèves des deux sexes agissent différemment par rapport à l'éducation et le personnel éducatif a des comportements différents vis-à-vis d'eux. Cet état de chose limite souvent la scolarisation des filles. Ce qui nous amène à voir dans le prochain chapitre quelques solutions à ces problèmes.

CHAPITRE 6 : QUELQUES ACTIONS ET RECOMMANDATIONS POUR PLUS D'EQUITE DE GENRE A L'ECOLE

L'accès à l'éducation des filles est l'un des principaux combats du 21^{ème} siècle. Et la tâche est dure, car il reste encore 31 millions de filles en dehors de l'école dans le monde¹¹⁰. Mais qui doit agir pour faire avancer les choses ?

Carole Bellamy, directrice générale de l'UNICEF, parle de responsabilités en cascade, partant de la communauté internationale, des parents, toutes les personnes vivant sous le même toit et les communautés; les enseignants et les responsables de l'administration des écoles; les planificateurs et les administrateurs; les pouvoirs publics aux niveaux national et local; les organisations non gouvernementales jusqu'à la société civile»¹¹¹.

A- Au niveau international

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a reconnu, dans la déclaration universelle des droits de l'homme, du 10 décembre 1948, le droit de toute personne à l'éducation. Consciente de nombreux obstacles particuliers auxquels les filles se heurtent de par le monde, elle a fait du 11 octobre, la journée internationale de la fille, depuis 2012. C'est un jour de mobilisation pour défendre les droits des filles. Et lors de la première année de célébration, la lutte contre les mariages précoces en était la thématique principale, et l'année 2013, place à l'éducation. De nombreux engagements ont été pris dans ce domaine à travers les accords internationaux et les actions de nombreuses instances des Nations Unies et ainsi que des organisations non gouvernementales.

1- Les accords internationaux

a- L'Education Pour Tous (EPT)

Le programme EPT est sans doute l'engagement la plus importante que la communauté internationale avait pris dans le but de donner à « tous le citoyens et à tous les sociétés » une éducation. Le programme met spécialement l'accent sur l'éducation des filles dans ses deuxièmes et sixièmes objectifs :

¹¹⁰ UNESCO, 2013, « l'éducation des filles : les faits », in *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, p.1.

¹¹¹ UNICEF, *la situation des enfants dans le monde 2004 : Les filles, l'éducation et le développement*, New York, p.10.

- Faire en sorte qu'au plus tard en 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficultés ou issus de minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme.
- Eliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici 2015, en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite¹¹².

Le programme EPT fait l'objet de nombreux suivis, et en 2000, les deux engagements pour l'éducation cités ci-dessus ont été repris par l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) dans son deuxième et troisième objectif.

b- L'Initiative des Nations Unies en Faveur de l'Education des Filles (UNGEI)

UNGEI est un partenariat d'organisations qui se sont engagées à atteindre le sixième objectif de l'EPT. Inaugurée en avril 2000 au Forum mondial de l'éducation à Dakar, l'UNGEI est un élément capital de l'EPT et un mouvement qui soutient avant tout l'éducation des filles.

L'UNGEI s'efforce de supprimer les obstacles à l'apprentissage, comme les frais de scolarité et autres coûts liés à l'éducation. Elle soutient des stratégies qui donnent la priorité aux besoins des personnes les plus désavantagées, notamment les filles et les femmes, dans les politiques, les plans et les budgets relatifs à l'éducation. Elle recommande une approche multisectorielle globale et des investissements équilibrés dans l'éducation pendant tout le cycle de vie, en axant les efforts sur le développement du jeune enfant et l'éducation des enfants des familles pauvres, ainsi que sur l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes et des jeunes¹¹³.

¹¹² « Qu'est-ce que le programme éducation pour tous ? », disponible sur <http://web.worldbank.org>. Consulté le 30 novembre 2014

¹¹³ <http://www.ungei.org>. Consulté de 30 novembre 2014

**c- La Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD)
et la Conférence Mondiale sur les Femmes (QCMF)**

La CIPD de 1994 et la 4^{ème} QCMF de 1995 ont elles aussi affirmé le droit de chacun à l'éducation et prêté une attention particulière aux femmes et aux fillettes, voyant dans l'éducation la pierre de l'angle de l'émancipation des femmes, le paragraphe 4.2 du programme d'action de la CIPD affirme : « l'éducation est un des moyens majeurs par lesquels la femme peut acquérir les moyens d'action, les connaissances pour se démarginaliser et participer pleinement au processus de développement »¹¹⁴.

2- Action des instances de Nations Unies pour l'éducation des filles

**a- L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
(UNESCO)**

L'UNESCO voit dans l'éducation l'un des meilleurs moyens de garantir l'égalité des chances entre les garçons et les filles. Le 26 mai 2011, elle lance un partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes au cours d'un forum de haut niveau qui s'est tenu à son siège à Paris. Ce Partenariat s'intéresse principalement à l'éducation secondaire et à l'alphabétisation des adultes, notamment en Afrique et en Asie. Le panel de haut niveau mis en place lors du forum poursuivra ces efforts en augmentant la sensibilisation et en agissant comme une « conscience mondiale » pour l'avancement des filles et des femmes¹¹⁵.

Cette organisation des Nations Unies travaille aussi activement dans l'élimination de la discrimination basée sur le genre en milieu scolaire. Dans ce but, elle s'emploie à établir plus d'égalité des genres dans les manuels scolaires. Ainsi, 150 spécialistes de six pays d'Afrique ont été formés à l'élaboration de manuels intégrant la spécificité des genres. L'UNESCO, lance aussi un programme de bourse, des prêts d'études et des voyages pour les femmes dans toutes les disciplines. Les bourses internationales et nationales L'Oréal-Unesco aident des centaines de jeunes chercheuses et encouragent les jeunes filles à envisager une carrière scientifique. Les 15 bourses internationales accordées chaque année favorisent la

¹¹⁴ Sous dir. Barbara Pillsbury, 2000, *Emancipation des femmes et santé en matière de reproduction : leurs rapports au long du cycle de la vie*, FNUAP, New-York, p.8.

¹¹⁵ « L'UNESCO lance un partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes », disponible sur <http://www.unesco.org/new>. Consulté le 2 décembre 2014.

coopération entre les jeunes chercheuses en doctorat et post-doctorat, tandis que les bourses nationales sont axées sur les priorités du pays concerné en matière de recherche scientifique¹¹⁶.

b- Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Le FNUAP s'emploie aussi à faire en sorte que les adolescentes puissent jouir des mêmes droits et opportunités que les garçons. Pour lui aussi, l'éducation des filles est un levier puissant pour leur autonomisation, ainsi que pour réduire les cycles intergénérationnels de la pauvreté. A en croire le Dr Osotimehin premier responsable du FNUAP « L'éducation des filles doit faire partie d'une approche globale qui inclut santé, économie et politique des femmes, et la protection contre la violence... ». Le champ d'action de FNUAP se fait plus particulièrement dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive. Etant donné que le mariage et la grossesse précoce figure parmi les principales causes de l'abandon scolaire chez les filles. Cet organe des Nations Unies s'intéresse tout particulièrement à ces deux phénomènes. Pour ce faire, il a fait de l'éducation complète à la sexualité son fer de lance. Le fait que peu de jeunes reçoivent une préparation adéquate pour leur vie sexuelle, fait qu'ils sont potentiellement vulnérables à contrainte, abus et exploitation, grossesses non désirées et infections sexuellement transmissibles (IST), y compris le VIH¹¹⁷.

c- ONU Femmes

L'ONU femmes est une entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'organisation soutient les Etats membres des Nations Unies dans l'adoption des normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à ces normes. L'entité soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en se concentrant sur cinq domaines prioritaires :

- renforcer le leadership et la participation équitable des femmes ;
- mettre fin à la violence contre les femmes ;
- faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ;

¹¹⁶ Unesco, 2010, *65 actions de l'Unesco en faveur des pays du monde entier*, p.17.

¹¹⁷ « Le FNUAP et la jeunesse », disponible sur <http://www.un.org>. Consulté le 2 décembre 2014

- renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
- et mettre l'égalité de sexes au cœur de la planification et budgétisation nationale.

L'ONU Femmes coordonne et promeut entre autre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes¹¹⁸. C'est ainsi qu'elle soutienne ardemment l'Initiative mondiale du Secrétaire général de l'ONU pour l'éducation avant tout et ses trois priorités : scolariser tous les enfants, améliorer la qualité de l'apprentissage, et promouvoir la citoyenneté mondiale. Elle travaille avec ses partenaires afin d'améliorer la qualité de l'apprentissage de sorte que chaque fille et chaque garçon puissent grandir dans le respect mutuel, la dignité et l'égalité¹¹⁹.

d- Le fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Chaque année, l'UNICEF lance une campagne sur l'inscription des enfants en première année scolaire. Cette action est dans l'optique du droit de toute personne à l'éducation, conformément à ce qui a été dit dans la déclaration de droit de l'homme. Sur un plan plus concret, l'UNICEF met en place dans les zones de conflit des écoles provisoires, appelées « écoles amis des enfants », soutient des écoles déjà existantes pour qu'elles puissent accueillir davantage d'enfants et encourage aussi le développement d'outils pédagogiques innovants recourant aux nouvelles technologies. Cette agence des Nations Unies a fait de l'éducation des filles un combat. Avec ses partenaires, ils utilisent la Journée internationale de la fille comme une occasion permettant de définir une voie à suivre pour offrir davantage de moyens d'action à toutes les filles et à tous les garçons. Ainsi, en suivant la thématique de 2013 : « Innover en faveur de l'éducation des filles », l'UNICEF a engagé un éventail d'innovation à travers le monde. Au Niger et en Somalie, entre autres pays, l'UNICEF appuie l'accès aux aides financières et aux bourses d'étude pour couvrir les frais de scolarité ainsi que l'essentiel des besoins des filles, comme l'argent nécessaire aux transports, les manuels scolaires, les uniformes et de l'argent de poche, pour leur permettre d'aller à l'école. En Afghanistan, pour réduire le problème omniprésent de la sécurité pour les filles fréquentant les écoles, innover veut dire construire des écoles réservées aux filles. En République Démocratique du Congo, les campagnes « Retour à l'école » offrent aux filles les

¹¹⁸ ONU Femmes, 2013, « rapport annuel 2012-2013 », New York, p.1.

¹¹⁹ "International Day of the Girl Child", disponible sur <http://www.unwomen.org>. Consulté le 4 décembre 2014

moyens de défendre leur droit à avoir une éducation de qualité¹²⁰. Au Pakistan, depuis 2004, en tenant compte du nombre de filles quittant l'école au début de la menstruation en partie parce qu'il n'y a pas de toilettes séparées dans leur école, l'UNICEF a contribué à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans 1.400 écoles pakistanaïses et il s'efforce actuellement de promouvoir l'assainissement et l'hygiène scolaires dans 46 autres pays¹²¹.

3- Les actions des ONGs en faveur de l'éducation des filles

a- Aide et action

Aide et action est inscrite dans le réseau européen Action Aid Alliance qui regroupe 6 partenaires et qui intervient dans plus de 40 pays. L'association intervient notamment en Afrique, en Asie et aux Caraïbes. L'ONG française Aide et Action œuvre tout particulièrement dans le domaine de l'éducation, qu'elle considère comme un levier du développement. Son slogan est d'ailleurs évocateur là-dessus : « l'éducation change le monde ». Pour ce faire, elle propose entre autres, de soutenir des projets éducatifs qui permettent l'accès à l'éducation, l'amélioration et la diversification du système éducatif. Reconnaissant dans l'éducation des filles et des femmes une lutte contre la pauvreté des familles, la malnutrition et la mortalité infantile. L'ONG a fait de l'éducation de ces dernières une priorité. Son projet « Ecoles amies des filles », donne par exemple des cours d'alphabétisation pour les femmes, sensibilisation des communautés à l'éducation des filles... Aide et Action multiplie les approches pour contribuer à l'élimination des disparités de sexe dans les enseignements primaires et secondaires et agit en faveur de l'égalité des genres. L'association travaille notamment à l'amélioration de l'environnement scolaire et la promotion de contenus d'enseignement favorisant l'équité de genre¹²².

b- Plan

Plan travaille depuis 78 ans dans l'appui à la justice sociale envers les enfants dans les pays en développement. L'ONG intervient dans 69 pays à travers la planète, incluant 50

¹²⁰ « Éducation de base et égalité des sexes », disponible sur <http://www.unicef.org>. Consulté le 4 décembre 2014.

¹²¹ UNICEF, 2004, *stratégie pour l'éducation des filles*, New York, p.5.

¹²² « L'éducation des femmes et des filles », disponible sur <http://www.france.aide-et-action.org>. Consulté le 5 décembre 2014.

pays en développement en Afrique, en Asie et dans les Amériques. Et toujours dans ce souci de justice sociale, Plan s'est investi tout particulièrement dans le cas des filles. Dans ce but l'ONG a créé le mouvement « Parce que je suis une fille », c'est un mouvement mondial pour mettre fin à l'inégalité des sexes. Le mouvement a fait de l'éducation des filles son arme de bataille. Les dires de Rosemary McCarney Présidente et chef de la direction Plan Canada sont révélateurs là-dessus : « Chez Plan, nous croyons qu'un accès universel à l'instruction et l'achèvement d'au moins 9 années d'éducation de qualité sont fondamentaux pour atteindre l'égalité de genre. Ils sont essentiels pour permettre aux filles de prendre leur propre vie en main et briser le cycle de pauvreté pour les générations à venir »¹²³. Le mouvement « Parce que je suis une fille » collabore avec les communautés en appui à l'éducation des filles de façons suivantes :

- Offrir l'égalité d'accès à l'éducation en développant des environnements d'apprentissage soucieux de l'égalité des sexes pour les filles.
- Éduquer les garçons et les hommes sur l'égalité entre les sexes en les incitant à participer au développement d'environnements d'apprentissage qui tiennent compte des besoins des garçons et des filles.
- Maintenir les écoles sécuritaires pour les filles en leur offrant un environnement d'apprentissage sécuritaire, libre de violence, d'abus et d'intimidation.
- Offrir des programmes alimentaires dans les écoles pour que les filles aient le ventre plein et le cerveau prêt à fonctionner, et pour encourager les parents à envoyer leurs filles à l'école.
- Offrir aux filles une situation financière, une indépendance et un revenu par l'entremise des associations villageoises d'épargne et de crédit, une formation professionnelle et des bourses d'études.
- Défier les rôles des sexes par le biais de séances d'information qui sensibilisent les membres du foyer et de la communauté à l'importance de l'éducation des filles.
- Le mariage d'enfants soit aboli¹²⁴.

¹²³ Plan, 2012, *Le droit d'une fille d'apprendre sans peur : Lutter pour mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire*, Ottawa, p.4.

¹²⁴ « L'éducation des filles », disponible sur <http://becauseiamagirl.ca>. Consulté le 5 décembre 2014.

4- Les bailleurs de fonds

a- La Banque Mondiale

Promouvoir l'enseignement dans les pays en développement est un aspect auquel la banque mondiale consacre des efforts depuis 1963, et elle est aujourd'hui la plus importante source extérieure de financement de l'éducation. Elle figure parmi les principaux promoteurs du programme EPT. Depuis l'adoption des OMD en 2000, la Banque a investi 31,8 milliards de dollars dans l'éducation. Ses services financiers et d'expertise, sous la forme notamment de travaux d'analyse, de conseil stratégique et d'assistance technique, contribuent à aider les pays à réaliser leurs objectifs en matière d'éducation.

- Les investigations de la Banque mondiale pour promouvoir l'éducation

Sa stratégie mondiale pour l'éducation intitulée « Apprentissage pour tous : Investir dans l'acquisition de connaissances et de compétences pour promouvoir le développement », entend d'ici à l'horizon 2020 à relever les défis de l'éducation des enfants au 21^{ème} siècle c'est-à-dire un apprentissage qui permet de développer les compétences utiles pour se doter d'une main-d'œuvre productive, adaptée à son temps.

Son programme SABER (System Approach for Better Education Results) a pour but d'aider les pays à évaluer la performance de leur système éducatif et à déterminer les moyens d'améliorer cette performance pour être adaptée aux bonnes pratiques mondiales.

En septembre 2012, le président Jim Yong Kim a réaffirmé l'engagement pris par le Groupe de la Banque mondiale lors du sommet de 2010 sur les OMD, à savoir allouer via l'IDA un financement supplémentaire de 750 millions de dollars à l'éducation élémentaire sur cinq ans (2011-2015). (Détaille cf. annexe 2)

b- L'Association Internationale de Développement (IDA)¹²⁵

L'IDA est le Fonds de la Banque mondiale pour les plus pauvres. L'IDA, qui est l'un des principaux bailleurs d'aide au développement, finance des projets d'appui à la santé, à l'éducation, aux infrastructures, à l'agriculture, à l'économie et au renforcement institutionnel dans les pays les plus pauvres de la planète. Les financements de l'IDA ne sont

¹²⁵ « Objectifs du millénaire pour le développement », disponible sur <http://www.banquemonde.org>. Consulté le 6 décembre 2014.

liés à aucun secteur spécifique. Chaque État bénéficiaire fixe ses propres priorités. Mais pendant la décennie écoulée, l'appui à l'éducation primaire a été une priorité pour l'Association.

Avec l'aide de l'IDA, des pays ont recruté ou formé plus de 3,5 millions d'enseignants supplémentaires de 2002 à 2012 ; ils ont aussi construit ou rénové plus de 2 millions de salles de classe pour 105 millions d'enfants, et acheté ou distribué environ 300 millions de manuels scolaires en l'espace de dix ans (2000-2010).

- Afghanistan : 2,7 millions de filles étaient inscrites à l'école en 2012, contre 191.000 en 2002 ; près de 140.000 enseignants ont été formés, dont 39.000 sont des femmes.
- Bangladesh : entre 2004 et la fin de 2012, une scolarité primaire de la « deuxième chance » a été proposée à plus de 790.000 enfants déscolarisés (dont plus de la moitié étaient des filles) vivant dans les 90 sous-districts les plus pauvres du pays.
- Tchad : entre 2003 et 2012, 2,6 millions de manuels ont été distribués aux écoles, 400 salles de classe ont été construites et équipées, 20.000 personnes ont suivi des cours pour apprendre à lire et à écrire et 11.700 enseignants communautaires ont été formés.

c- Le Fonds Mondial pour les Femmes (FMF)¹²⁶

Depuis 26 ans le FMF, a fait la promotion d'un monde où les filles et les garçons ont le même accès à la scolarisation et soutient les groupes féminins qui luttent contre les barrières économiques, juridiques, politiques ou culturelles qui font obstacle à la scolarisation des femmes. Le soutien du FMF a permis à des millions de femmes de participer à des milliers de programmes de formation visant à l'acquisition de compétences et l'autonomisation. Voici quelques-unes de leurs approches dans le domaine de la scolarisation :

- Garantir l'accès des filles à l'école et faire en sorte que les écoles soient adaptées à leur besoin, exemptes de harcèlement, et disposent de moyens suffisants ;
- Préconiser la localisation des écoles en fonction de la facilité et la sécurité d'accès pour les jeunes filles vivant dans des zones reculées ;

¹²⁶ « L'Accès à la Scolarisation », disponible sur <http://www.globalfundforwomen.org>. Consulté le 6 décembre 2014.

- Promouvoir l'accès à un enseignement primaire et secondaire de qualité et gratuit. Programmes d'alphabétisation pour les femmes adultes et les jeunes filles qui ont abandonné l'école.

Le FMF s'engage aussi dans l'Education non formelle et les programmes éducatifs alternatifs à savoir : cours et centres d'accueil proposant des cours d'acquisition de compétences pratiques et programmes d'activités para-scolaires pour les jeunes femmes. Il prône aussi l'accès des femmes à l'université et aux programmes de deuxième et troisième cycles. Il aide aussi les femmes à réussir dans les domaines non traditionnels.

B- Au niveau national

De nombreux pays ont trouvé des moyens efficaces pour accroître l'accès des filles à l'école. Il s'agit d'une démarche à quatre étapes qui ont déjà fait ses preuves.

1- Rendre le coût de l'éducation des filles abordables

La manière la plus efficace et la plus rapide pour renforcer les effectifs et la fréquentation scolaires des filles est sans doute de réduire le coût de leur éducation. Pour cela il existe deux solutions :

a- Réduire les frais de scolarité

La Chine et l'Indonésie, entre autres, ont vu les effectifs des filles dans les écoles primaires augmenter après avoir réduit les frais de scolarité. Le Ghana, le Malawi, le Zimbabwe et la Tunisie ont réussi à accroître les taux de scolarisation et de rétention des filles en assurant la gratuité de l'enseignement. Mais en Ouganda comme dans d'autres pays, la réussite a amené ses propres problèmes, la taille moyenne des classes est passée à plus de 100 élèves et la qualité reste une préoccupation¹²⁷.

b- Offrir des bourses

Des programmes de bourses ou d'aide financière peuvent contribuer à accroître les inscriptions des filles tant dans le primaire que dans le secondaire. En Chine, les filles originaires des régions rurales ou reculées reçoivent une bourse pour financer les frais

¹²⁷ Barbara Herz, op.cit.

d'internat. Pourtant il n'existe que peu de programmes de bourses à grande échelle, le plus notable étant sans doute le Female Secondary School Stipend Program au Bangladesh. Grâce à lui, près de deux tiers des filles suivent maintenant des études secondaires, égalant le nombre des garçons. Toutes les filles vivant en milieu rural peuvent recevoir une bourse si elles vont régulièrement à l'école, obtiennent de bonnes notes et ne se marient pas pendant leur scolarité. Le programme n'aide pas seulement à garder les filles à l'école mais il encourage la réussite scholastique et retarde les mariages. Un autre programme de bourses qui connaît du succès, Progresa, au Mexique, offre des dons aux familles pauvres pour les indemniser du coût de la scolarité de leurs enfants, notamment leurs filles. Le Brésil, le Kenya et le Nicaragua ont aussi obtenu des résultats prometteurs avec des programmes de bourses¹²⁸.

2- Faire de l'école une option pratique et la rendre « accueillante pour les filles »

a- Construire des écoles proches des lieux où vivent les élèves et garantir leur sécurité à l'école

Ouvrir des écoles de proximités, si nécessaire en créant dans les zones rurales reculées de petites écoles regroupant dans la même classe des enfants d'âges et de niveaux différents s'avère être une bonne solution, pour augmenter le nombre d'inscription scolaire surtout pour les filles. Il faut aussi assurer la sécurité dans l'enceinte scolaire¹²⁹. Inscrire l'égalité entre les filles et les garçons dans le règlement intérieur des établissements est aussi nécessaire : il sera rappelé la nécessité d'y mentionner l'interdiction de tout comportement à caractère discriminatoire.

b- Améliorer l'alimentation en eau et les systèmes sanitaires

Lorsque les filles grandissent, l'alimentation en eau et les systèmes sanitaires sont indispensables, pas seulement agréables. L'expérience acquise en Afrique et en Asie montre que les filles ne viennent pas à l'école pendant leurs règles si les écoles n'ont pas de systèmes d'alimentation en eau et de sanitaires. Le problème est particulièrement important pour accroître les inscriptions et les taux de rétention des filles dans le secondaire.

¹²⁸ Barbara Herz, op.cit.

¹²⁹ UNICEF, 2004, *Stratégie pour l'éducation des filles*, New York, pp.4-5.

c- Rendre l'enseignement moins sexiste

Comme le cas en France, le ministère de l'éducation des pays pauvres devrait s'engager à faire de l'égalité des sexes une priorité, s'assurer à ce que la mixité soit favorisée à tous les niveaux de l'enseignement. Et à faire disparaître les stéréotypes genre. Et l'un des meilleurs moyens serait la révision des manuels et des programmes scolaires afin que le matériel pédagogique ne montre pas uniquement les femmes et les filles dans des rôles traditionnels mais qu'il encourage les filles à essayer diverses carrières et à participer plus à la vie de la société¹³⁰. Et pour accroître le nombre des femmes qui font carrière dans les sciences et la technologie, les gouvernements pourraient former plus d'enseignantes dans ces domaines afin que ces femmes deviennent des modèles pour les jeunes filles.

Mais dans les sociétés où les femmes et les filles sont traditionnellement séparées des hommes, il peut être nécessaire de prévoir soit des écoles séparées pour les filles et les garçons soit des heures d'enseignement décalées pour les filles. L'expérience acquise au Pakistan et en Afghanistan montre que les parents sont plus à même d'envoyer leurs filles à l'école si les classes ne sont pas mixtes.

d- Former des enseignants soucieux d'équité entre les sexes

Les enseignants, hommes et femmes, devraient suivre une formation qui les sensibilise aux spécificités des sexes dans la salle de classe. Dans de nombreux pays, le recrutement et la formation d'enseignantes encourage les inscriptions des filles. C'est le cas de l'Amérique Latine et des caraïbes. Il en est de même dans certains pays, notamment lorsque les femmes et les filles sont séparées des hommes pour des raisons de réputation ou de sécurité, les parents sont plus enclins à envoyer leurs filles à l'école s'ils savent qu'elles auront des enseignantes plutôt que des enseignants¹³¹.

e- S'attaquer à la malnutrition et offrir des heures de cours flexibles

La sous-nutrition chronique affecte la capacité d'apprendre et constitue un problème majeur dans de nombreuses régions du monde. Ainsi, dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie du Sud, des programmes de déjeuners scolaires ont fait passer de 30 à 50 % les taux

¹³⁰ Barbara Herz, op.cit.

¹³¹ Idem.

d'inscription et d'assiduité et ont contribué à améliorer les résultats. Là où les filles sont malnutries et en moins bonne santé que les garçons, de tels programmes sont particulièrement important pour garantir qu'elles obtiennent de bons résultats scolaires¹³².

Offrir des heures de cours flexible pourrait aussi améliorer la scolarisation des filles. En effet, nombre d'enfants sont exclus de l'école en raison des responsabilités familiales ou des tâches domestiques qui leur incombent, un problème qui touche plus les filles que les garçons. Au Bangladesh, les écoles du BRAC (Bangladesh Rural Action Commitee) se sont engagées dans cette voie. Ils offrent des cours à horaires flexibles et le calendrier scolaire peut s'ajuster aux besoins locaux, les récoltes par exemple¹³³. Cette approche est maintenant en cours d'adoption dans plusieurs autres pays, dont l'Afghanistan, le Pakistan, la Tanzanie, l'Ouganda et le Soudan.

f- Permettre aux jeunes mères de reprendre des études

Dans de nombreux pays, les étudiantes qui se retrouvent enceintes sont renvoyées de l'école. Ainsi, Le Forum des éducatrices africaines a contribué activement à faire pression sur les gouvernements d'Afrique subsaharienne pour qu'ils lèvent cette interdiction. En Zambie, un texte adopté en 1997 permet aux adolescentes de reprendre leurs études après avoir accouché¹³⁴. En Jamaïque, il existe des centres d'accueil où les écolières enceintes peuvent poursuivre leurs études et recevoir des conseils. Six mois environ après l'accouchement, la jeune mère est autorisée à retourner à l'école, à condition de certifier que quelqu'un s'occupe de son bébé. Au Burkina Faso, les écoles secondaires ont pour pratique de continuer d'accueillir les élèves enceintes¹³⁵.

3- Mettre l'accent sur la qualité de l'éducation¹³⁶

Aujourd'hui, il est aussi urgent de revoir la qualité de l'éducation donnée aux élèves. Souvent, les enfants et notamment les plus pauvres n'apprennent pas grand-chose dans le primaire et ne sont pas prêts pour le secondaire. Si l'éducation est de mauvaise qualité, les parents peuvent trouver futile d'en encourir le coût. Là encore, le problème est plus grave

¹³² Barbara Herz, op.cit.

¹³³ UNICEF, 2004, *Stratégie pour l'éducation des filles*, New York, p.3.

¹³⁴ Idem.

¹³⁵ UNESCO, 1993, *L'éducation des filles, déclaration et cadre d'action d'Ouagadougou*, Ouagadougou, p.19.

¹³⁶ Barbara Herz, op.cit.

pour les filles que pour les garçons. Des démarches prometteuses pour améliorer la qualité de l'éducation commencent à apparaître, dont :

a- L'amélioration de la formation des enseignants

L'amélioration de la formation des enseignants est important afin de remplacer l'apprentissage traditionnel « par cœur » par des démarches interactives et de résolution de problèmes, comme cela se fait au Kenya, au Swaziland, au Bangladesh et en Inde. Il faut aussi recruter plus d'enseignants pour avoir des classes à moins de 40 élèves en moyenne, pour un meilleur suivi de leur scolarité.

b- La fourniture des manuels et du matériel approprié

Dans de nombreux pays à faible revenu, les élèves doivent partager les quelques livres qu'ils possèdent : leur en fournir peut accroître les inscriptions et améliorer les résultats. Au Pérou, par exemple, la fourniture de manuels gratuits a accru de 30 % les chances que les filles s'inscrivent à l'école.

c- L'élaboration des programmes qui préparent les élèves pour le 21^{ème} siècle et les métiers modernes.

Actuellement l'heure est à la nouvelle technologie, il est donc primordial que les programmes scolaires arrivent à suivre l'évolution du monde. Ainsi, par exemple, pour préparer les élèves au monde moderne, le Brésil et l'Inde ont renforcé l'enseignement des mathématiques et des sciences. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) met en œuvre un nombre de programmes pour renforcer l'enseignement dans ces disciplines : à l'heure actuelle, elle travaille avec les ministères pakistanais fédéraux et provinciaux de l'éducation et les American Institutes for Research en vue de développer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le pays.

4- La mobilisation des collectivités¹³⁷

L'éducation des enfants est une affaire de tous, notamment dans les zones les plus pauvres. Il faudrait donc que la communauté toute entière s'engage à mobiliser toutes les ressources nécessaires pour faire entrer tous les enfants, et surtout les filles à l'école.

¹³⁷ Barbara Herz, op.cit.

a- Quelques exemples d'actions communautaires pour augmenter le nombre des écoliers

- Dans l'Etat indien du Rajasthan, un programme en place dans 500 écoles, parrainé par Educate Girls Globally travaille avec les collectivités et l'Etat depuis 2009 pour faire inscrire pratiquement toutes les filles dans les écoles primaires publiques. Le programme a également introduit des méthodes d'enseignement plus interactives qui permettent d'améliorer les notes d'apprentissage au bout de quelques mois.
- Dans certaines parties de la province pakistanaise du Balûchistân où il n'y a pas d'écoles publiques, le gouvernement provincial et une organisation non gouvernementale locale ont travaillé avec les collectivités dans les années 1990 pour organiser des écoles de proximité. Les enseignantes, dont de nombreuses adolescentes, ont été sélectionnées par les collectivités et formées et payées par le gouvernement. En quatre ans, près de 200 écoles ont été organisées et près de 87 % des filles y étaient inscrites, contre une moyenne de 18 % au niveau de la province.
- Au Mali, les programmes de participation des collectivités à l'éducation ont contribué à accroître les inscriptions de près de deux-tiers et à améliorer les résultats d'examen.

b- Autres actions de périphérie qui conditionnent la scolarisation des filles

- Alléger le travail domestique des filles

L'une des principales entraves à l'accès des filles à l'école est la concurrence qui existe entre son travail domestique et l'école. Il est donc important d'attaquer le problème sur le fond. Ainsi, en donnant aux communautés les équipements qu'il faut, tels que la création de point d'eau à proximité pourrait alléger le travail des filles, et les libérer pour l'école. Cela permettrait aussi en même temps d'approvisionner la communauté en eau salubre. Les garderies communautaires pour les enfants de moins de 6 ans libéreraient aussi les filles de la garde de leurs frères et sœurs et leur permettent d'aller à l'école¹³⁸.

- S'assurer de la participation des hommes et des garçons

Inspirer aux jeunes garçons et aux hommes des sentiments tels qu'ils se comportent en partenaires responsables sur le plan sexuel et accordent une valeur non moindre à leurs

¹³⁸ UNICEF, 2004, *stratégie pour l'éducation des filles*, New York, pp.5-6.

filles qu'à leurs fils, semble aussi être une bonne solution pour l'éducation des filles. Il faut aussi inciter la famille à avoir moins d'enfants. Avec une famille moins nombreuse, l'attention accordée aux filles ne peut qu'être meilleure.

c- Et si c'était biologique ?

Même si dorénavant nous admettons plus facilement que le comportement humain n'est pas dicté par la nature, les stéréotypes genre sont si profondément ancrés dans notre subconscient que nous sommes toujours tentés de suivre nos tendances « naturelles ». Dans ce cadre, le traitement égalitaire souvent préconisé contre la discrimination féminine ne semble pas être la bonne solution. C'est ainsi que l'école mixte, le combat de toujours pour lutter contre la discrimination féminine n'a pas conduit à l'harmonisation des intérêts des élèves ni des chances professionnelles. Plusieurs études ont révélé que les élèves des classes mixtes manifestent des préférences plus marquées pour les activités de leur sexe. Alors que dans les écoles et dans les universités non mixtes, les filles développent une plus grande confiance en leurs capacités, précisément dans le domaine scientifique, et elles briguent plus volontiers, des postes de direction. Des études ont aussi montré que les différences de performances que peuvent avoir les garçons et les filles dans des différents domaines peuvent disparaître avec un bon apprentissage et de l'entraînement continue. Ces résultats montrent bien que les différences d'aptitudes que peuvent avoir les deux sexes n'ont rien d'irréductible ou d'inné. Alors la meilleure solution pour faire disparaître les inégalités basées sur le genre serait que les femmes apprennent à mieux s'imposer dans leur concurrence avec les hommes, en se sous-estimant moins et que les hommes, de leur côté, devraient montrer plus de sollicitude à l'égard d'autrui¹³⁹. Cela pourrait avoir notamment pour conséquence de tendre, à l'école, les relations entre filles et garçons. En effet, selon AUDUC « Humiliés face à des filles en réussite, pour démontrer une supériorité inexistante dans les classes, certains [garçons] vont bousculer, agresser physiquement, voire sexuellement, leurs camarades [filles]¹⁴⁰.

¹³⁹ « Le cerveau a-t-il un sexe ? », in Cerveau&Psycho N°5 - mars - mai 2004, disponible sur <http://www.pourlascience.fr>. Consulté le 8 décembre 2014.

¹⁴⁰ Jean-Louis Auduc, op.cit., p.68.

C- Les actions et mesures prises pour réduire la disparité genre dans le pays au niveau de l'éducation

1- Aides internationales

a- Actions de l'UNICEF et du FNUAP à Madagascar

Pour améliorer le taux de rétention scolaire des filles à Madagascar, l'UNICEF a lancé en 2001 à Manjakandriana, un projet pilote d'entraide entre filles. La stratégie d'entraide entre filles encourage les élèves plus âgées à aider leurs « petites sœurs » à continuer leur scolarité en les accompagnant à l'école, en jouant avec elles et en leur donnant des conseils. Et selon le dire de Francisco Basili, le conseiller de l'UNICEF en charge de l'éducation, « Il semble que les « petites sœurs » manquent moins souvent l'école et s'intéressent plus à leurs études ». Cette stratégie s'avère être un élément clé pour empêcher les filles d'abandonner l'école¹⁴¹. Et toujours dans cet élan, cette agence des Nations Unies en association avec les Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN) et des ONGs, lance en 2013, trois programmes de bourses, dans certaines régions de l'île, notamment dans la région Sofia. Cette dernière est l'une des régions où le taux de grossesse précoce est l'un des plus élevés comparé à d'autres régions de l'île. Le premier programme appelé « bourses de transition » permet aux filles de faire la transition du niveau primaire vers le secondaire ; le deuxième c'est les « bourses de rétention », elle est octroyée afin de maintenir les filles jusqu'à la dernière année du collège, et le troisième : « bourses de réinsertion » sont données aux filles qui veulent réintégrer le collège. Par le biais de cette dernière, l'UNICEF soutient les filles-mères à reprendre leurs scolarités pour au moins finir le cycle collège en obtenant le BEPC¹⁴².

Quant au FNUAP, il travaille surtout sur la prévention de la grossesse précoce, comme étant le meilleur moyen de maintenir les filles à l'école. Avec ses partenaires, à savoir, le Ministère de la santé publique et le Ministère de la jeunesse et des loisirs, il effectue régulièrement des séances de sensibilisation sur la santé de la reproduction, notamment la prévention des grossesses précoces.

¹⁴¹ « Une «stratégie d'entraide entre filles» aide les filles à rester à l'école à Madagascar », disponible sur <http://www.unicef.org>. Consulté le 10 décembre 2014.

¹⁴² « Journée Internationale de la fille : « Innovation pour l'éducation des filles (11/10/2013) » », disponible sur <http://contryoffice.org>. Consulté le 10 décembre 2014.

b- Appui à l'éducation primaire en faveur des filles avec OXFAM¹⁴³

OXFAM Hong-Kong a financé un projet d'appui à l'éducation primaire en faveur des filles, en décembre 2011. Ce projet qui devait se terminer en décembre 2013, s'est fait en trois sous-projets impliquant trois partenaires, à savoir : l'association Graines de Bitume, l'ONG VOZAMA et l'Association Intercoopération Madagascar. Les trois sous projets sont mis en œuvre dans trois zones géographiques différentes : Analanjirofo, Amoron'i Mania, Haute-Matsiatra et dans les bidonvilles de la capitale Antananarivo. Ainsi, l'ONG VOZAMA (Vonjeony Zaza Malagasy/sauvons les enfants malgaches), s'occupe :

- de la formation mensuelle des monitrices sur les bases de la pédagogie, formation du personnel d'encadrement
- du développement d'actions dans le but d'améliorer la scolarisation des enfants dans la vie communautaire et sociale : régularisation d'état-civil, actions de sensibilisation pour la promotion de l'hygiène
- de l'intervention auprès des parents pour la pérennisation des actions d'éducation : rencontres systématiques avec les parents autour de sujets divers relatifs à l'éducation, leurs rôles et devoirs mais aussi autour de l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'Association Graines de Bitumes s'occupe :

- de l'accompagnement socio-éducatif : mise en place d'accompagnements individuels, travail de rue et travail avec les familles.
- du programme pédagogique : prise en charge frais de scolarité, fournitures scolaires, visites auprès des établissements scolaires par des assistantes sociales, soutien scolaire (apprentissage par une approche ludique et éducative)
- du programme péri-scolaire : sorties pédagogiques, spectacles, concerts, expositions ; organisation d'ateliers animés par des encadreurs spécialisés, organisation d'activités sportives
- du programme alimentation, santé, hygiène : pour pallier les défaillances économiques des familles

¹⁴³ « Projet d'éducation avec OXFAM », disponible sur <http://madagascar.helvetas.org>. Consulté le 11 décembre 2014.

Et pour Association Intercoopération Madagascar (AIM):

- Fournir un accès durable à l'enseignement primaire pour les enfants de la rue (surtout les filles) à Antananarivo, en accompagnant leur réinsertion sociale et en offrant de meilleures chances d'atteindre leur développement futur.
- Lutter contre l'analphabétisme d'une manière durable pour les enfants (surtout les filles) des communautés vulnérables dans les régions de l'Amoron'i Mania et de Haute-Matsiatra à travers l'éducation préscolaire et le renforcement de capacités des parents.
- Améliorer durablement la scolarité et le milieu scolaire pour les enfants (surtout les filles) issus de familles pauvres dans le district de Soanierana Ivongo, région Analanjirofo.

2- Les actions au niveau du gouvernement

L'article 23 de la Constitution de la 4^{ème} République de Madagascar stipule que « tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation... » Et l'article 24 concourt à la réalisation de cette disposition : « L'Etat organise un enseignement public, gratuit et accessible à tous. L'enseignement primaire obligatoire pour tous. » Il en est de même de la publication du Programme National pour l'Amélioration de l'Enseignement. L'un des objectifs généraux de ce programme est l'universalisation de l'enseignement primaire. Et bien que la disparité des sexes ne soit pas un phénomène vraiment grave à Madagascar, la mise en place d'un PANEF traduit la volonté du pays d'éliminer les disparités de genre là où elles subsistent¹⁴⁴.

Et toujours dans le but de faire entrer plus d'enfants à l'école, le Ministère de l'intérieur, et depuis 2007 le Ministère de la justice, lance un programme appelé « Ezaka Kopia ho an'ny Ankizy (EKA) ». C'est un programme d'assistance aux parents pour faciliter l'obtention de l'acte de naissance de leurs enfants. La dotation des kits scolaires et des tabliers pour les élèves, la fourniture de matériel pédagogique pour les enseignants et l'augmentation du personnel éducatif par le recrutement des « maîtres FRAM » constituent également des mesures d'encouragement à la scolarisation. Et pour améliorer la rétention scolaire des filles, le gouvernement malgache s'est engagé dans la charte africaine en faveur du maintien des filles enceintes dans leur scolarité.

¹⁴⁴ « L'évaluation de l'éducation pour tous à l'an 2000 : Rapport des pays : Madagascar », disponible sur <http://www.unesco.org>. Consulté le 11 décembre 2014.

La construction des écoles de proximité, la réorganisation du calendrier scolaire de manière à ce que les grandes vacances couvrent de décembre à février, pourront aussi améliorer le taux de fréquentation scolaire. Car c'est au cours de ladite période que le taux d'absentéisme des élèves est le plus élevé. C'est la saison de pluie où beaucoup de routes sont impraticables, et beaucoup de ruisseaux/rivières infranchissables pour les élèves. Elle correspond aussi à la période de soudure où les élèves manquent de nourriture, mais aussi à la saison chaude où les températures fatiguent l'organisme. L'Etat devrait aussi renforcer la formation des membres de la Direction du Développement des Curricula (DDC) afin qu'ils puissent prendre en charge le développement de manuels scolaires sensibles au genre et introduire la dimension genre dans la formation initiale des enseignants.

3- Les actions des ONGs et des associations nationales

A Madagascar, il y a beaucoup d'ONGs et d'associations qui œuvrent, dans la promotion de l'éducation en général et des filles en particulier, nous allons voir ici quelques-unes d'entre elles.

a- La Fondation Orange Madagascar

Orange Madagascar s'investit beaucoup dans le domaine de l'éducation féminine. Cela fait partie de sa politique de sponsoring dans les secteurs sociaux. Elle a notamment appuyé en 2009, les jeunes filles du Centre de formation du Sacré Cœur d'Ambatolampy en y construisant un hall de vente des produits locaux en accordant une subvention de 12.000 euros, soit environ Ar 30 millions, à ce projet. Ce hall, comme son nom l'indique, est un espace où les jeunes filles issues des classes de la promotion féminine du Centre peuvent vendre leurs produits. Ainsi, ces jeunes adolescentes auront un revenu qu'elles utiliseront pour financer leur scolarité et leur formation professionnelle dans le domaine de la broderie, la couture, le tricot, les arts culinaires ou la production fermière¹⁴⁵. Et depuis 2011, l'entreprise collabore avec l'ONG SOS Village d'enfants dans un projet de promotion d'éducation féminine. Le projet consiste, entre autres, à identifier les filles entre 6 et 17 ans non scolarisées ou qui risquent de l'être à Antananarivo, Antsirabe, Mahajanga, Toamasina, Toliara, Betioky, Bekily, Ambovombe, Tsihombe, Beloha et Ampanihy, et de les faire

¹⁴⁵ « Appui à des jeunes filles d'Ambatolampy », disponible sur <http://www.madagascar-tribune.com>. Consulté le 12 décembre 2014.

bénéficier d'une éducation, d'une formation professionnelle et/ou d'un projet de vie, selon leurs besoins. La firme a déboursé une somme de 22.289 euros pour ledit projet¹⁴⁶.

b- L'Action Initiative Madagascar Ensemble (AIME)

C'est une association humanitaire, qui s'est engagée à soutenir la parité des sexes dans les questions de planification et de politique, d'améliorer la qualité de l'enseignement pour tous, et en particulier pour les filles, et de promouvoir la mise en œuvre d'actions spécifiques dans les régions où la disparité entre sexes est profonde. (Zones rurales, brousse). Dans cette optique l'association a fixé les objectifs suivants :

- Reconstruire et réhabiliter les infrastructures scolaires délabrées ou détruites par les cyclones ou inondations en zones rurales (brousse).
- Augmenter le potentiel d'accueil des écoles en zones rurales (brousse). A l'exemple des 4 écoles primaires qu'elle a construit à Manakara, dans les communes de Vohitrindry, Vohilany, Ilakatra, Vohilasy.
- Permettre aux enfants de fréquenter des écoles plus proches.
- Parvenir à l'éducation primaire pour tous et éliminer les disparités entre sexes à l'école primaire. Pour cela, l'association a utilisé la stratégie "fille pour fille" pour améliorer la rétention scolaire des filles, toujours à Manakara.
- Former des instituteurs à une méthodologie éducative mieux adaptée à l'éducation en général, et en particulier pour les filles¹⁴⁷.

c- L'ONG Bel Avenir

L'ONG Bel Avenir travaille dans la lutte contre l'abandon scolaire des enfants défavorisés dans la région d'Atsimo Andrefana. Dans ce projet, elle se voit offrir l'aide du Fonds Social de Développement jusqu'en 2013. Dans ce cadre, l'ONG dispose de deux écoles, l'École des Salines, dans le quartier d'Ankalika à Tuléar, et l'École des Saphirs à Antsohamadiro. Pour la rentrée scolaire 2014-2015, ces deux écoles ont accueilli 1.200 élèves issus des couches les plus défavorisées du Sud de Madagascar. Ces enfants pourront

¹⁴⁶ « 84 085 euros, telle est la somme qu'Orange Madagascar va déboursier cette année en faveur de l'ONG SOS Village d'enfants », disponible sur <http://www.newsmada.com>. Consulté le 12 décembre 2014.

¹⁴⁷ « OBJECTIFS : Contribuer à Mettre en place des infrastructures scolaires durables, respectant les normes indispensables à l'évolution intellectuelle des enfants. », disponible sur <http://aimemada.free.fr>. Consulté le 12 décembre 2014.

suivre une éducation maternelle, primaire ou secondaire durant la dite année scolaire et pendant les jours d'école tout au long de l'année pourront profiter de la cantine de ces écoles. Les élèves des écoles de l'ONG Bel Avenir sont aussi sensibilisés sur la grossesse précoce et le sexe transactionnel¹⁴⁸.

L'ONG Bel Avenir offre également des bourses scolaires et des formations. Elle a par exemple offert des bourses scolaires à 200 enfants de Tuléar issus des familles défavorisées. Elle lutte aussi contre l'abandon scolaire des filles, en prenant par exemple en charge l'éducation 31 jeunes filles en difficultés sociales qu'elle considère à risque, tout en les gardant au sein de son foyer de vie. L'ONG aide aussi les filles-mères à rester à l'école et/ou leur offre des formations professionnelles.

4- Les actions au niveau des pratiques scolaires

Des actions peuvent aussi être menées au sein des écoles elles-mêmes pour augmenter leurs taux de fréquentation et de rétention surtout pour les filles. Voici quelques exemples de mesures qui pourraient être efficaces :

- Sensibiliser les parents sur la valeur de l'éducation et notamment pour les filles.
- Intégrer dans les règlements intérieurs de l'école l'interdiction de toutes formes de violence ainsi que des punitions corporelles, humiliantes et dégradantes envers les élèves.
- Construction des toilettes séparées et fermées pour les filles et les garçons.
- Les enseignants peuvent encourager les élèves des deux sexes à répondre volontairement aux questions dans toutes les matières scientifiques ou littéraires et maintenir un équilibre sur le nombre de filles et de garçons à envoyés au tableau.
- Un emplacement séparé des deux sexes dans les salles de classes peut aussi être une bonne solution pour préserver les filles des gestes violents des garçons, comme les attouchements ou le fait de cacher ou de prendre leur matériel scolaire.

5- Rôle de tout un chacun

Nous pouvons tous faire quelque chose pour réduire les inégalités de genre dans l'éducation, quel que soit notre sexes et plaider pour les droits de tous à l'éducation. La

¹⁴⁸ « Plus de 1200 élèves dans les écoles de l'ONG Bel Avenir », disponible sur <http://www.orange.mg>. Consulté le 14 décembre 2014.

promotion de l'égalité de genre ne demande pas forcément beaucoup d'expertise ni de ressources supplémentaires. Nous avons tous des expériences personnelles positives et négatives liées au genre dans notre vie dont nous pouvons parler pour lutter contre la discrimination relative au genre. Nous pouvons rendre l'environnement scolaire accueillant et sûr pour tous les enfants, comme la façon dont on encourage les apprenants à interagir ou la manière dont les enseignants s'adressent aux élèves garçons ou filles, peuvent être des pas importants en direction de l'égalité de genres. Il est aussi primordial que tout le monde travaille sur la question, pour pouvoir partager des expériences, des informations mais aussi des conseils et des solutions. Nous avons tous la responsabilité d'aborder les questions de genre car nous pouvons tous faire quelque chose. Nous sommes tous responsables.

Conclusion

Même si d'une manière générale l'école mixte peut être associée à l'égalité des sexes en matière d'éducation, elle ne laisse pas moins agir dans ses murs les stéréotypes genre qui sont forts ancrés dans la société. Rien qu'au niveau de l'accès à l'école, les filles sont largement moins avantageuses que les garçons surtout dans les pays pauvres, où l'éducation devient un véritable investissement. Et généralement dans ces pays, les traditions vont aussi à l'encontre de l'éducation des filles. Mais une fois ces préjugés qui entravent l'accès des filles à l'école surpassés et qu'elles parviennent à franchir la porte d'une école, les y maintenir est encore un autre défi. Les études ont montré que les filles sont plus enclines à l'abandon scolaire par rapport aux garçons, surtout dans notre pays. Mais malgré que la société et les filles elles-mêmes ne parviennent pas toujours à voir l'utilité de l'éducation de ces dernières, les experts internationaux reconnaissent en elles de véritable levier de développement d'un pays, donc un bien meilleur investissement que leurs homologues masculins. C'est ainsi qu'à partir de l'année 1990, de vastes initiatives ont été lancées par la communauté internationale en faveur de l'éducation des filles un peu partout dans le monde. Dans cette tâche, elle est relayée par les gouvernants, les ONGs et les associations nationales. Et depuis le lancement de l'EPT (sans doute le plus grand programme en matière d'éducation) en 1990, les taux d'inscription scolaire ont connu une nette amélioration, surtout celui des filles, mais des progrès restent encore à faire dans ce sens.

CONCLUSION GENERALE

Cette étude nous a permis de voir que, même si les individus de sexe masculin et féminin sont différents par nature, le genre est avant tout un phénomène social. De par l'infériorité de sa force physique par rapport à celle des hommes, les filles/les femmes se voient être traitées différemment, il leur est attribué des places et des rôles bien spécifiques dans la société. C'est de là que vient le concept genre ou rapports sociaux entre l'homme et la femme. Le plus souvent le genre s'applique de manière discriminatoire à l'égard des filles/femmes. Cette discrimination des filles/des femmes fait partie des règles sociales admises depuis toujours et qui demeure jusqu'à nos jours dans toutes les sociétés du monde, à la seule différence que le degré change selon l'époque et/ou les régions considérées. Et cette situation est vue comme étant une chose tout à fait normale, dont personnes ne remettait en question, du moins jusqu'au 18^{ème} siècle. Avec l'avancée des lumières et les révolutions qui s'en suivent, le monde commence alors à poser la question de la place des femmes dans la société. Ainsi, l'idée de l'égalité des sexes a fait son chemin et s'intensifie avec les mouvements féministes. Le 20^{ème} siècle marque un tournant majeur dans l'histoire des femmes. Le déséquilibre des sexes qu'ont provoqué les deux grandes guerres a fait entrer les femmes dans le monde salarial et les ont libéré progressivement de leur dépendance vis-à-vis des hommes. Ceci étant, des inégalités demeurent au niveau des salaires, des postes assignés aux deux sexes dans le travail et bien entendu dans les places et rôles sociaux des deux sexes. Ce qui n'est rien de bien étonnant vu que tout au long des siècles passés et jusqu'au milieu de 20^{ème} siècle, les éducations dispensées par toutes les instances de socialisation (communauté, famille, école) aux filles et aux garçons sont bien différentes, et ont bien fait ancrer dans les consciences les stéréotypes de genre. Dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, l'école a voulu éliminer ou du moins réduire ces différences de genre en instaurant la mixité. Officiellement donc, fini l'époque de l'éducation des disciplines différentes selon les sexes.

Avec l'instauration de la mixité, qui était vu au début comme étant, le meilleur moyen d'instaurer l'égalité des sexes, notre étude nous a quand même conduits à remettre en cause cette conception. Nous avons pu vérifier, en effet que la mixité ne veut pas du tout dire égalité et qu'il existe bel et bien des différences notables entre les filles et les garçons à l'école et qu'elles revêtent des formes multiples et que l'école entretient à travers ses

supports pédagogiques et les comportements des personnels éducatifs vis-à-vis des élèves des deux sexes. Le combat s'annonce difficile car les personnels éducatifs, les parents et les élèves eux-mêmes ne sont pas forcément conscients de ces différences. C'est ainsi que la communauté internationale a priorisé avant tout la parité quantitative de genre dans les effectifs des inscrits, surtout dans les pays pauvres et a lancé en 1990, le programme EPT que tous les pays membres de l'ONU se sont engagés à atteindre d'ici 2015. Le programme EPT met un accent particulier sur la scolarisation des filles, que les experts internationaux considèrent comme un levier de développement économique d'un pays. Alors, de nombreuses instances des Nations Unies (UNICEF, UNESCO, Banque Mondiale...) se sont lancées dans la promotion de l'éducation et celle des filles en particulier. Ces instances des Nations Unies travaillent en accord avec des ONGs et des associations internationales, telles que Plan, Aide et Action. Elles interviennent à peu près partout dans le monde, là où la scolarisation des enfants et surtout celle des filles semble critique. Elles octroient des financements pour l'amélioration des infrastructures scolaires, offrent des formations pour l'amélioration de la qualité d'éducation et sensibilisent la communauté sur l'importance de l'éducation des enfants et en particulier celle des filles. C'est sûr que quand les moyens financiers manquent, les parents sont tentés de choisir lesquels de leurs filles ou de leurs fils un investissement scolaire serait le plus rentable. Et le plus souvent, la balance penche en faveur des garçons, car leur scolarité semble moins minée par des obstacles (mariage, grossesse précoce) par rapport à celle des filles et elle profite aussi davantage aux parents vu que les garçons sont considérés comme des pourvoyeurs de leurs vieux jours. D'autres obstacles entravant la scolarisation des filles peuvent être cités comme le poids de la tradition, des croyances, des manques d'infrastructure et autres.

Cette étude nous a aussi révéler que malgré les obstacles particuliers qui entravent leur éducation, il est universellement reconnu que les filles sont bien plus performantes à l'école que leurs pairs. Et cela grâce surtout aux rôles sociaux qu'on leurs assignent et qui ont fait développer en elles des capacités d'écoutes et d'attentions, contrairement aux garçons.

A partir des années 1990, des progrès énormes ont été effectués au niveau de parité quantitative, nous avons quand même pu soulever lors de notre étude que les autres différences genre à l'école persistent et se traduisent surtout à travers des orientations

différentes des filles et des garçons vers des filières qui sont connues comme étant appropriées à leurs sexes. Des démarches prometteuses sont aussi en cours d'excursions, pour remédier à cela, dans les pays développés, comme la Suède et la France. Dans ces deux pays, le genre fait l'objet d'une véritable recherche. C'est ainsi que la Suède est devenue, le pays de référence dans l'élimination des stéréotypes genre à l'école. Et dans le cadre des échanges des techniques mondiales, l'exemple de la Suède, est déjà en train de faire son chemin dans d'autres pays, et se lit désormais à travers des accords internationaux dans le cadre de l'élimination de genre.

Pour Madagascar, notre étude nous a montré que le genre semble être moins marqué par rapport à d'autres pays africains. Mais l'histoire de l'île est marquée par de nombreuses mutations dues aux influences étrangères (européenne, islamique) qui ont forgé sa tradition. Et le milieu scolaire malgache tend à refléter cette société mitigée. Derrière des apparences « pro-genre » dans l'accès à l'école, l'analyse des données régionales, laisse apparaître des zones à fortes disparités de genre, tantôt aux avantages des filles, tantôt à ceux des garçons. Des attitudes et des pratiques discriminatoires, véhiculées à travers des acceptions socialement ancrées, persistent aussi au sein de la famille, de la communauté et de l'école. C'est ainsi que des traitements discriminatoires à l'encontre des filles subsistent au sein de l'école, même s'il est admis que la scolarisation des filles et des garçons sont entrées dans la norme dans le pays. L'adoption d'une telle norme est favorisée par les leçons apprises de la vie, où les moins instruits éprouvent le plus de difficultés à survivre. Mais elle résulte surtout des politiques et des stratégies mises en œuvre par le gouvernement et les différents partenaires qui se sont investis dans ces actions incitatives. Ainsi, des sensibilisations et l'allègement des charges supportées par les parents dans la scolarisation de leurs enfants ont été faits, ce qui a favorisé l'équité de genre dans le pays, du moins au niveau primaire. Au-delà du primaire, une discrimination quantitative à l'encontre des filles se dessine, signe des ambitions des familles à leur égard, moindres que celles qu'elles entretiennent aux garçons. Et notre étude nous a révélé que les effectifs des filles sont largement inférieurs à celui des garçons en classe de 3^{ème} dans le CEG Andapa-Sud (établissement public), mais le cas contraire est observé au Lycée Adventiste Andapa (établissement privé). Ceci nous laisse penser que les établissements publics sont moins aptes à accueillir les filles durant leurs adolescences et que le gouvernement devrait

redoubler d'effort à ce niveau-là. Dans tous les cas, les filles devraient faire l'objet d'actions plus ciblées. Et il ne faut pas oublier non plus que nous sommes tous responsables dans cette question de genre. Après tout, c'est nous-mêmes qui formons la société, donc si elle est comme elle est, nous sommes les seuls responsables.

En un mot donc, ce travail nous a permis d'affirmer qu'effectivement, des différences de genre existe à l'école, au niveau de l'accès, de rétention, des disciplines, de performance et des comportements des élèves et du personnel éducatif. Que ces différences viennent en partie des différences naturelles des deux sexes, mais surtout des acceptions socialement profondément ancrées dans les inconsciences communes. Mais il est possible de les éliminer avec la volonté de tous et par une approche pédagogique adéquate.

GLOSSAIRE

Discrimination : C'est la manifestation concrète d'inégalité subie par un groupe opprimé.

Disparité : C'est un déséquilibre numérique dans la représentation (de deux ou plusieurs groupes) au sein d'une institution ou d'une organisation.

Féminisme : c'est un mouvement qui vise à défendre les droits fondamentaux des femmes.

Mixité : c'est la réunion des personnes des deux sexes.

Sexisme : discrimination fondée sur une prétendue supériorité de l'homme sur la femme.

Stéréotype : C'est l'image préconçue que l'on peut avoir dans un cadre de référence donné au sujet d'un groupe.

Subordination : c'est un rapport de dépendance hiérarchique.

Indice de disparité entre les sexes : C'est le rapport entre la valeur correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin pour un indicateur donné.

Taux Brut d'Admission (TBA) : C'est le rapport entre le nombre d'élèves nouvellement admis en première année de l'enseignement primaire quel que soit leur âge et la population ayant l'âge officiel d'admission dans le cycle (par exemple 6 à 10 ans), pour une année scolaire donnée.

Taux Net d'Admission (TNS) : C'est le rapport entre les nouveaux élèves de la première année de l'enseignement primaire ayant l'âge officiel d'admission et la population du même âge pour une année donnée.

Taux Brut de Scolarisation (TBS) : C'est le ratio de la population scolarisée par rapport à la population scolarisable pour une année scolaire donnée. Ce taux peut être supérieur à 100%. Lorsque l'indicateur a une valeur supérieure à 100%, il met en lumière l'incidence de la scolarisation d'enfants plus jeunes ou plus vieux que l'âge normal.

Taux Net de Scolarisation (TNS) : C'est la population scolarisée ayant l'âge officiel d'une scolarisation sur population scolarisable ayant l'âge officiel d'une scolarisation pour une année scolaire donnée.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- ANDRIAMBOLOLONA Raelina, 1996, *l'enseignement à Madagascar avant la colonisation*, Antananarivo, 8p.
- 2- APM, 2003, *Base de données et plan d'action pour une gestion durable des ressources en eau des régions montagneuses, Madagascar*, 94p.
- 3- AUDUC Jean-Louis, 2009, *Sauvons les garçons*, Descartes, Paris, 102p.
- 4- BELLEW R., RANEY L. et SUBBARAO K., 1992, « L'éducation des filles », in *finance et développement*, Banque Mondiale, Washington DC, pp.54-56.
- 5- Constitution de la IV^{ème} République de Madagascar adoptée après referendum du 17 novembre 2010.
- 6- COOMBS Philip H., 1989, *La crise mondiale de l'éducation : pédagogie en développement, problématique et recherche*, éd° De Books, Bruxelles, 373p.
- 7- D'AIGLEPIERRE Rohen, 2012, *Exclusion scolaire et moyen d'inclusion au cycle primaire à Madagascar*, UNICEF, 145p.
- 8- DISPO, *Filles et garçons sont-ils égaux à l'école ?*, Toulouse, 16p.
- 9- FORSTHUBER Bernadette (coordination), Anna Horvath, Akvile Motiejunaite, 2010, *Différences entre les genres en matière de réussite scolaire : étude sur les mesures prises et la situation actuelle en Europe*, Eurydice, Bruxelles, 144p.
- 10- GABRIEL (E), 1909, *Manuel de pédagogie*, MAME et Fils, Paris, 347p.
- 11- GLICK Peter, RANDRETSIA Iarivony, RAZAFINDRAVONONA Jean, 2000, *Services d'éducation et de santé à Madagascar: l'utilisation et déterminants de la demande*, INSTAT, Antananarivo, 89p.
- 12- GUELAUD-LERIDON Françoise, 1967, « Recherches sur la condition féminine dans la société d'aujourd'hui », In *Population*, 22e année, n°3, INED, pp.523-526.
- 13- HUGON Philippe, 1977, « Aperçus historique de l'enseignement à Madagascar », in *Annuaire de l'Océan Indien*, vol. II, CERSOI, Aix-en Provence, pp. 79-101.
- 14- ILO, 2000, *ABC of Women Worker's Rights and Gender Equality*, Geneva, 109p.
- 15- INSTAT, 1996, *Enquête Permanente auprès des Ménages 1993 : femmes et développement*, Antananarivo, 104p.
- 16- INSTAT, 2011, *Enquête Permanente auprès des Ménages 2010*, Antananarivo, pp.153-169.

- 17- INSTAT, *Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar en 2012-2013*, 63p.
- 18- Internationale de l'éducation, *Education Pour Tous d'ici 2015*, Bruxelles, 23p.
- 19- ISU, 2005, *Enfants non scolarisés : mesure de l'exclusion de l'enseignement primaire*, Montréal, 115p.
- 20- ISU, 2011, « Recueil de données mondiales sur l'éducation en 2011 : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde », in *Focus sur l'enseignement secondaire*, Montréal, 308p.
- 21- Ministère de la Population et FNUAP, 2006, *Recherche et Etude dans le Sud et le Sud-est sur la violence et les pratiques discriminatoires envers les femmes et les enfants*, Antananarivo, 102p.
- 22- Ministère de la population, de la condition féminine et de l'enfance, 2000, *Politique nationale de promotion de la femme*, Antananarivo, 86p.
- 23- Monographie du district d'Andapa, 24p.
- 24- ONU Femmes, 2013, « rapport annuel 2012-2013 », New York, 28p.
- 25- Plan, 2007, « Situation des filles dans le monde 2007 », in *parce que je suis une fille*, Surrey, 190p.
- 26- Plan, 2012, « Progrès et Obstacles à l'Education des filles en Afrique », in *Parce que je suis une fille : rapport Afrique 2012*, Ouagadougou, 58p.
- 27- Plan, 2012, *Le droit d'une fille d'apprendre sans peur : Lutter pour mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire*, Ottawa, 92p.
- 28- PNUD, 2003, *Rapport National sur le Développement Humain : genre, développement humain et pauvreté*, Antananarivo, 176p.
- 29- RAMAHOLIMIHASO Cabinet, 1992, *Femmes malgaches et développement : pour une société plus viable*, Antananarivo, 335p.
- 30- RAVELOMANANA RANDRIANJAFINIMANANA Jacqueline, *Histoire de l'éducation des jeunes filles malgaches du 16^{ème} au milieu du 20^{ème} siècles*, éd. Antso, Antananarivo, 151p.
- 31- République de Madagascar et Système des Nations Unies, 2003, « Rapport sur la violence à l'égard des femmes, Un état des lieux, Antananarivo », p.27, in *La Violence contre les Femmes à Madagascar : Rapport sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 14p.

- 32- SONNET Martine, 2011, « l'éducation des filles à l'époque moderne », in *Histoire et géographie*, Hal, Paris, 11p.
- 33- Sous dir. de PILLSBURY Barbara, 2000, *Emancipation des femmes et santé en matière de reproduction : leur rapports au long du cycle de la vie*, FNUAP, New-York, 24p.
- 34- Sous dir. de LANGE Marie-France, 1998, *l'école et les filles en Afrique : scolarisation sous condition*, Karthala, Paris, 152p.
- 35- UNESCO, 1993, *l'Education des filles, déclaration et cadre d'action d'Ouagadougou*, Ouagadougou, 51p.
- 36- UNESCO, 2000, *Forum mondiale sur l'éducation : Cadre de Dakar*, Paris, 78p.
- 37- UNESCO, 2005, « Progrès pour les enfants : un bilan de l'enseignement primaire et de la parité de sexes n°2 », New York, 30p.
- 38- UNESCO, 2010, *65 actions de l'Unesco en faveur des pays du monde entier*, Paris, 23p.
- 39- UNESCO, 2012, « Atteindre les enfants non scolarisés est crucial pour le développement », in *Bulletin d'information de l'ISU n°18*, 10p.
- 40- UNESCO, 2013, « L'éducation des filles : les faits », in *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, 4p.
- 41- UNICEF, 2004, *stratégie pour l'éducation des filles*, New York, 9p.
- 42- UNICEF, 2011, *Genre et éducation à Madagascar : Etude de cas des 6 CISO*, Antananarivo, 182p.
- 43- UNICEF, 2011, *genre et éducation à Madagascar*, Antananarivo, 182p.
- 44- UNICEF, *la situation des enfants dans le monde 2004 : Les filles, l'éducation et le développement*, New York, 147p.

Webographie

- 1- Dictionnaire encarta 2009
- 2- Encarta 2009
- 3- BRIET Anne-Pascaline, « des relations égalitaires entre hommes et femmes : Madagascar, un exemple africain », disponible sur <http://demoscope.ru>. Consulté le 14 novembre 2013.
- 4- GASTINEAU Bénédicte et RAVAOZANANY Noro, 2011, « Genre et scolarisation à Madagascar », in *Questions Vives*, vol 8, n°15, disponible sur <http://questionsvives.revues.org>. Consulté le 12 novembre 2014.
- 5- Herz Barbara, « Eduquer les filles. les solutions qui marchent », disponible sur <http://iipdigital.usembassy.gov>. Consulté le 8 novembre 2014.
- 6- TANKO Laouali, 2009, « Education pour tous et qualité: Accès des femmes nigériennes à l'éducation en matière de santé et de lutte contre le sida », disponible sur <http://www.memoireonline.com>. Consulté le 8 décembre 2013.
- 7- RABENORO Mireille, « Le mythe des femmes au pouvoir, arme de l'antiféminisme à Madagascar », pp.54-70, disponible sur <http://www.vonlf.gov.mg>. Consulté le 12 novembre 2013.
- 8- RAHARIJAONA Henri, « La femme, la société et droit malgache », in annales de droit n°4, 23p.disponible sur <http://www.recherches.gov.mg>. Consulté le 5 novembre 2013
- 9- RAZAFIMBELO Célestin, « La formation des enseignants aux temps des colonies », disponible sur <http://madarevus.recherche.gov.mg>. Consulté le 26 mars 2014.
- 10- « L'Accès à la Scolarisation », disponible sur <http://www.globalfundforwomen.org>. Consulté le 6 décembre 2014.
- 11- « Appui à des jeunes filles d'Ambatolampy », disponible sur <http://www.madagascar-tribune.com>. Consulté le 12 décembre 2014
- 12- « Le cerveau a-t-il un sexe ? », disponible sur <http://eduscol.education.fr>. Consulté le 10 octobre 2013.
- 13- « Le cerveau a-t-il un sexe ? », in Cerveau&Psycho N°5 - mars - mai 2004, disponible sur <http://www.pourlascience.fr>. Consulté le 8 décembre 2014.

- 14- « Condition de la femme en Grèce » <http://www.antique.ac-versailles.fr>. Consulté le 13 octobre 2013.
- 15- « La condition des femmes au Moyen Âge », disponible sur <http://www.histoire-pour-tous.fr>. Consulté le 16 octobre 2013.
- 16- « Éducation de base et égalité des sexes », disponible sur <http://www.unicef.org>. Consulté le 4 décembre 2014.
- 17- « L'éducation des filles », disponible sur <http://becauseiamagirl.ca>. Consulté le 5 décembre 2014.
- 18- « L'éducation des femmes et des filles », disponible sur <http://www.france.aide-et-action.org>. Consulté le 5 décembre 2014.
- 19- « Education à Madagascar », disponible sur <http://www.inrp.fr>. Consulté le 1er avril 2014.
- 20- « 84 085 euros, telle est la somme qu'Orange Madagascar va déboursier cette année en faveur de l'ONG SOS Village d'enfants », disponible sur <http://www.newsmada.com>. Consulté le 12 décembre 2014.
- 21- « L'évaluation de l'éducation pour tous à l'an 2000 : Rapport des pays : Madagascar », disponible sur <http://www.unesco.org>. Consulté le 11 décembre 2014.
- 22- « La femme dans l'Antiquité », disponible sur <http://www.amisdumusee-bethune.fr>. Consulté le 13 octobre 2013.
- 23- « Les filles et les garçons sont-ils égaux à l'école ? », disponible sur <http://education.devenir.free.fr>. Consulté le 24 novembre 2014.
- 24- « Le FNUAP et la jeunesse », disponible sur <http://www.un.org>. Consulté le 2 décembre 2014.
- 25- « Genre et éducation » in Genre et développement : aspects socio-démographiques et culturels de la différenciation sexuelle, pp.93-129, disponible sur www.chp.ma. Consulté le 12 octobre 2013.
- 26- « Histoire de l'éducation », disponible sur <http://www.helsinki.fi>. Consulté le 2 décembre 2013.
- 27- « International Day of the Girl Child », disponible sur <http://www.unwomen.org>. Consulté le 4 décembre 2014.

- 28- « Journée Internationale de la fille : « Innovation pour l'éducation des filles (11/10/2013) » », disponible sur <http://contryoffice.org>. Consulté le 10 décembre 2014.
- 29- « Journée mondiale de la population: «Lutte contre les grossesses précoces » », 11 juillet 2013, disponible sur <http://madagascar.unfpa.org/Genre.html>. Consulté le 20 novembre 2014.
- 30- « OBJECTIFS : Contribuer à Mettre en place des infrastructures scolaires durables, respectant les normes indispensables à l'évolution intellectuelle des enfants. », disponible sur <http://aimemada.free.fr>. Consulté le 12 décembre 2014
- 31- « Objectifs du millénaire pour le développement », disponible sur <http://www.banquemonddiale.org>. Consulté le 6 décembre 2014.
- 32- « Parité à l'école à Madagascar : une affaire de chiffres », disponible sur <http://questionsvives.revues.org>. Consulté le 3 avril 2014.
- 33- « La place de la femme en Egypte », disponible sur <http://www.legyppteantique.com>. Consulté le 13 octobre 2013.
- 34- « La place des femmes dans l'histoire », disponible sur <http://www.clio-cr.clionautes.org>. Consulté le 16 octobre 2013.
- 35- « Plus de 1200 élèves dans les écoles de l'ONG Bel Avenir», disponible sur <http://www.orange.mg>. Consulté le 14 décembre 2014.
- 36- « Projet d'éducation avec OXFAM », disponible sur <http://madagascar.helvetas.org>. Consulté le 11 décembre 2014.
- 37- « Qu'est-ce que le programme éducation pour tous ? », disponible sur <http://web.worldbank.org>. Consulté le 30 novembre 2014.
- 38- « Rôle des femmes dans la société », disponible sur <http://icr-red.org>. Consulté le 16 octobre 2013.
- 39- « La scolarisation des jeunes filles au Mali », disponible sur <http://www.skolo.org>. Consulté le 12 novembre 2014.
- 40- « Une «stratégie d'entraide entre filles» aide les filles à rester à l'école à Madagascar », disponible sur <http://www.unicef.org>. Consulté le 10 décembre 2014.
- 41- « L'UNESCO lance un partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes », disponible sur <http://www.unesco.org/new>. Consulté le 2 décembre 2014
- 42- <http://www.courrierinternational.com>. Consulté le 20 novembre 2014.

- 43- <http://www.mapnall.com>. Consulté le 5 novembre 2014
- 44- <http://prevact.canalbolg.com>. Consulté le 5 novembre 2014
- 45- <http://www.témognages.re>. Consulté le 8 décembre 2014.
- 46- <http://www.ungei>. Consulté le 30 novembre 2014.

A N N E X E S

Annexe I : Carte de la couverture scolaire de la commune urbaine d'Andapa

Annexe II : Les résultats de la Banque Mondiale en matière d'éducation

Annexe III : Questionnaire destiné au chef CISO

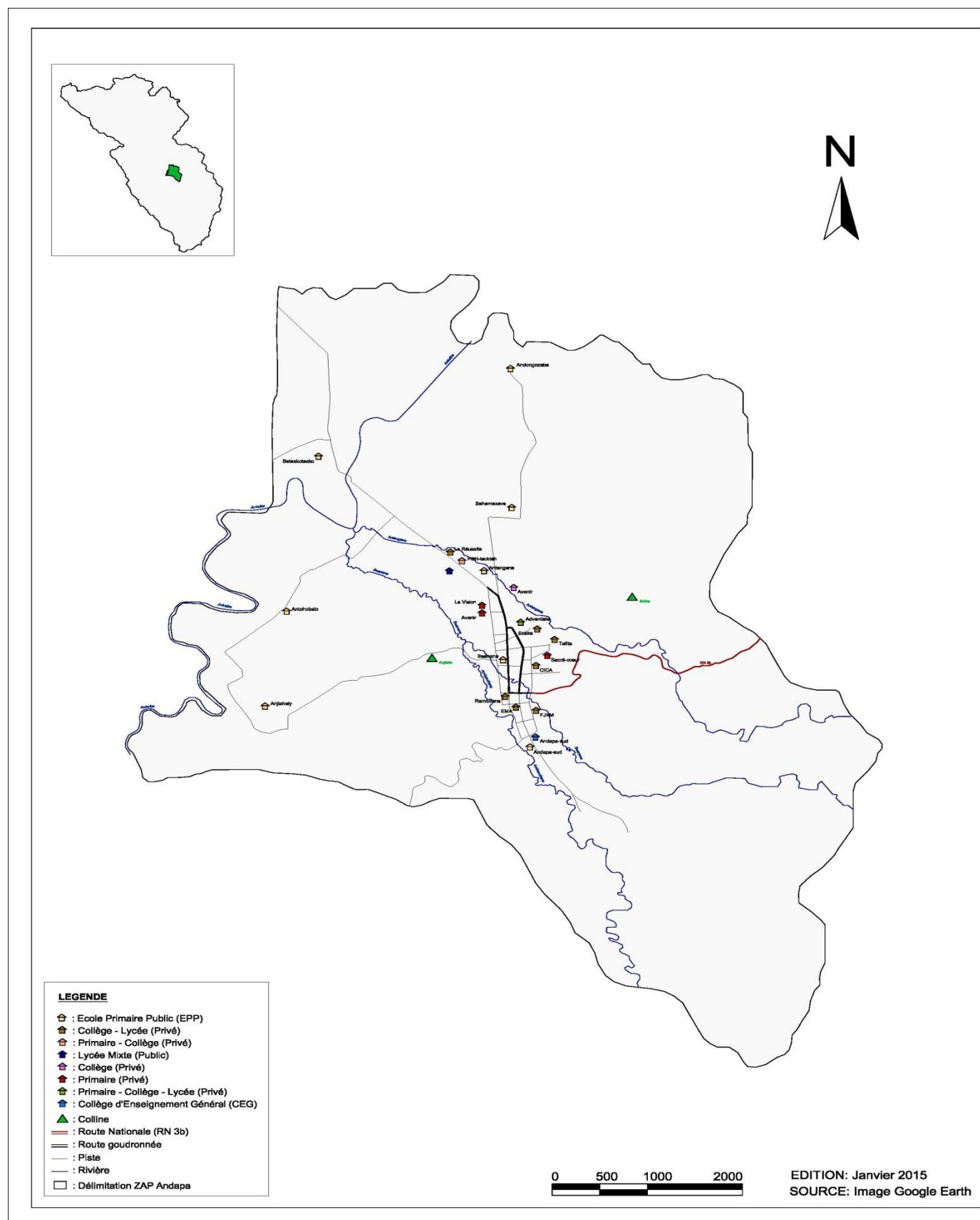
Annexe IV : Questionnaire destiné aux chefs d'établissements

Annexe V : Questionnaire destiné aux parents d'élèves

Annexe VI : Questionnaire destiné aux élèves

ANNEXE I

Carte n°4 : Couverture scolaire de la commune urbaine d'Andapa



ANNEXE II

Les résultats de la Banque Mondiale en matière d'éducation

À l'échelle mondiale, l'aide de la Banque mondiale a contribué à obtenir les résultats suivants dans le domaine de l'éducation :

- Le taux mondial d'achèvement du cycle primaire s'élevait à 91 % en 2011, contre 81 % en 1999.
- Le taux net de scolarisation en primaire atteignait 89 % en 2011, contre 82 % en 1999.
- La parité filles-garçons à l'école primaire et secondaire était proche de 97 % en 2011.
- Entre 1999 et 2011, le nombre total d'enfants non scolarisés dans le monde a reculé de 108 millions à 57 millions (dont 31 millions de filles), sachant que l'Asie du Sud a enregistré sur cette période une réduction de plus des deux tiers du nombre d'enfants privés d'école.
- Toutes les régions ont connu une progression de leurs taux de scolarisation pré-primaire entre 1999 et 2011, dont notamment l'Asie du Sud qui a vu ce taux doubler pour passer de 22 à 50 %.

Grâce au soutien apporté à des projets nationaux de développement de l'éducation, les pays suivants ont obtenu des résultats importants :

- En Indonésie (a), plus de 500 000 enfants de moins de six ans vivant dans des zones pauvres et reculées ont bénéficié d'une éducation préscolaire entre 2007 et 2013.
- À Djibouti, la création de 100 nouvelles salles de classe dans les zones urbaines et rurales a permis la scolarisation en primaire de plus de 7 000 enfants, dont 3 300 filles (2005-2011).
- Dans la province pakistanaise du Sindh (a), le ratio filles-garçons de scolarisation dans les zones rurales est passé de 61 % en 2007 à 72 % en 2011.
- En Tanzanie, le taux d'achèvement du cycle primaire a augmenté de 21 % chez les garçons et de 31 % chez les filles entre 2005 et 2012.
- Au Bangladesh (a), entre 2004 et 2012, 790 000 enfants non scolarisés (dont la moitié de filles) ont pu accéder à « l'école de la deuxième chance » et suivre le cycle primaire.
- En Haïti (a), entre 2012 et 2013, un millier d'adolescentes ont bénéficié d'une formation en compétences générales qui facilitera leur insertion professionnelle et améliorera leurs perspectives d'emploi et de revenu.

ANNEXE III

Questionnaire destiné au chef CISCO

I- IDENTITE

Age :

Sexe :

II- INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

1- Combien y-a-t-il d'écoles primaires dans votre circonscription

a- Pensez-vous qu'elles sont en nombre suffisant ?

- b- En général sont-elles : ☐ près du village ☐ moyen ☐ loin
 c- En général elles sont : ☐ en bon état ☐ moyen ☐ mauvais

2- Combien y-a-t-il de collèges ?

a- Pensez-vous qu'ils sont-ils en nombre suffisant ?

- b- En général sont-ils : ☐ près du village ☐ moyen ☐ loin
 c- En général ils sont : ☐ en bon état ☐ moyen ☐ mauvais

3- Combien y a-t-il de lycées ?

a- Pensez-vous qu'ils sont en nombre suffisant ?

- b- En général sont-ils : ☐ près du village ☐ moyen ☐ Loin
 c- En général ils sont : ☐ en bon état; ☐ moyen ☐ mauvais

III- EFFECTIF DU PERSONNEL ENSEIGNANT

1- Nombre des professeurs dans la circonscription

Effectif total :..... ; Masculin :..... ;féminin :.....

VI- EFFECTIF DES ELEVES

1- Combien y-a-t-il d'élèves au niveau primaire dans la circonscription ?

Effectif total :....., F :....., G :.....

2- Combien y-a-t-il de collégiens ?

Effectif total:....., F :..... ; G :.....

3- Combien y a-t-il de lycéens ?

Effectif total :..... ; F :..... ; G :.....

- Effectif des redoublements
- Des abandons

ANNEXE IV**Questionnaire destiné aux chefs d'établissement**

Age :

Sexe :

Fonction :

I-INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

- 1- En quelle année l'école a été ouverte ?
- 2- Comment est l'état des salles de classes ?
- 3- Les mobiliers scolaires sont-ils : en bon état ?
- 4- Les salles sont-elles suffisantes ?
- 5- Les mobiliers de classes sont-ils suffisants ?

III-EFFECTIF DU PERSONNEL ENSEIGNANT

- 1- Combien sont les professeurs dans l'établissement ?.....
 - Effectif des deux sexes : M :..... F :.....

VI- EFFECTIF DES ELEVES

- 1- Combien y a-t-il d'élèves dans l'établissement ?
- 2- Effectif des deux sexes M :..... ; F :.....
- 3- Effectif des élèves de la classe de 3^{ème}

Filles : Garçons :

ANNEXE V

Questionnaire destiné aux parents d'élèves

I-IDENTITE

Age/ taona père/ray :mère/reny :

Niveau d'étude (taona fahafiry no nijanona fianarana)/Diplômes (diploma):

du père/ray :de la mère/reny :

Profession/asa : du père/ray :de la mère/reny :

Nombres des enfants en charge/isan-jaza sahanina :

Leurs âges/taonany :

Combien sont encore à l'école ?/firy ny mbola mianatra ?

II-RELATIONS PARENTS-ELEVES

- 1- Qui surveille les études de vos enfants ?/iza no manaramaso ny fianaran-janakareo rehefa any an-trano ?
- 2- Comment trouvez-vous le niveau scolaire de votre enfant (s) ?/manao ahoana ny fahitanareo ny fianaran-janakareo ?
- 3- Trouvez-vous qu'il y a une différence de niveau entre vos filles et vos fils ? Si oui, expliquez pourquoi ?
Mitovy ve ny fahaizan'ny zanakareo lahy sy vavy any an-tsekoly? Raha tsia inona no heverinareo ho anton'izay?
- 4- Etes-vous satisfait ou non du travail de son professeur ? /afapo amin'ny fampianarana omen'ny mpampianatra ny zanakareo ve ianareo ?

III-RELATIONS PARENTS-PROFESSEURS

- 1- Pensez- vous que le métier d'enseignant est destiné/ araka ny hevitrareo ny fampianarana dia asan'ny :
 - Aux femmes/vehivavy
 - Aux hommes/lehilahy
 - Aux deux sexes/ izy roa
- 2- Y-a-t-il des impacts sur votre enfant d'être enseigné/ misy fiantraikany amin'ny zanakareo ve ny ampianarina :
 - Par les femmes/vehivavy
 - Par les hommes/lehilahy
- 3- Si vous devez n'envoyer qu'un enfant à l'école, vous enverrez votre fille ou votre fils ? Justifiez votre réponse. /Raha sanatria ka iray amin'ny zanakareo ihany no azonareo ampianarina, iza no alefanareo an-tsekoly, ny lahy sa ny vavy? Azavao ny antony?

ANNEXE VI

Questionnaire destiné aux élèves

Classe/kilasy :

I-IDENTITE

- 1- Age/taona :
- 2- Sexe/ : Lahy vavy
- 3- Profession du père/asan'ny ray :
- 4- Profession de la mère/asan'ny reny :
- 5- Combien avez-vous de frères et sœurs ?/firy ny isanareo, firy ny lahy, firy ny vavy ?
- 6- Quelle profession envisagez-vous ? /inona ny asa irinao atoa rehefa lehibe ?

II-RENSEIGNEMENTS SUR L'APPRENTISSAGE EN GENERAL

- 1- Effectuez-vous des révisions à la maison ?/mamerin-desona ve ianao rehefa any an-trano ?
- 2- Combien d'heures consacrez-vous à la révision ? /adiny firy ny faharentany izany ?
- 3- Qui est-ce qui vous aide/ surveille dans votre étude ?/manampy anao ve ny ray aman-dreninao rehefa mamerin-desoana inoa ? iza no manoa izay ny ray sa ny reny
- 4- La plupart des matières vous plaisent-t-elles ?/ tianao daholo ve ny taranja atao anya m-pianarana ? oui/eny non/tsia
- 5- Quelle est votre matière préférée ?/inona ny taranja tianao indrindra ?
- 6- Quelles sont vos activités en dehors de l'école ?/inona ny asa ataonao rehefa mirava avy mianatra ?

III-RENSEIGNEMENTS SUR L'ENSEIGNEMENT

- 1- Pour le cours, préférez-vous /iza no tianao kokoa:
 - Etre enseigné par une femme ?/ampianarina vehivavy
 - Etre enseigné par un homme ?/ampianarina lehilahy

Pourquoi ?/inona no antony ?
- 2- Les programmes qui sont dispensés à l'école sont-ils adaptés à vos besoins ?
Ilainareo avy ve ny zavatra rehetra ianaranareo any an-tsekoly?
- 3- Quels sont les problèmes que vous rencontrez dans l'enseignement ?
Inona ny olana misy manokana eo aminao any an-tsekoly?

Titre : Genre et situation scolaire aux collèges : exemples pris dans la commune urbaine d'Andapa

Auteur : RAFALIARISOA Annita

Nombre de pages : 109

Nombre de graphiques : 4

Nombre de cartes : 4

Nombre de photos : 9

Nombre de tableaux : 12

Résumé :

Durant plusieurs siècles, les femmes étaient vues essentiellement comme étant des subordonnées des hommes. C'est ainsi que dans de nombreuses sociétés du monde, les filles se voient refuser leur droit à l'éducation. Des études ont pourtant montré que les filles sont plus aptes à l'apprentissage par rapport aux garçons et que leur éducation est un bien meilleur investissement pour le développement d'un pays. Malgré tout, de par le monde, des obstacles divers font entraves à la scolarisation des filles, en particulier dans les pays pauvres. Les différences de genre à l'école peuvent être expliquées par des facteurs biologiques mais aussi et surtout sociaux. De nombreuses démarches sont déjà effectuées et sont encore en cours d'exécution pour réduire les différences de genre à l'école. Ceci étant, la tâche s'annonce difficile. Car notre descente sur le terrain (Collèges d'Andapa) nous a permis de voir combien les stéréotypes liés au genre sont encore bien ancrés dans la société et se reflètent dans les comportements des élèves, des enseignants et de tous les responsables administratifs de l'école. Et que les différences basées sur le genre sont bien présentes à l'école et ce, quels que soient les paramètres étudiés.

Quelques mots clés : discrimination-disparité-féminisme-genre-mixité-sexisme-stéréotype-subordination-exclusion.

Codirecteurs du mémoire : - Monsieur RAZAFIMBELO Célestin, Maître de Conférences, HDR

- Monsieur RAZANAKOLONA Daniel, Assistant d'Enseignement Supérieur et de Recherche à l'Ecole Normale Supérieure

Adresse : Hangar porte 11 Cité Universitaire Ankatso I.

Contact : 032 47 150 36